



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

PIDC PROGRAMME INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION



**INITIATIVES EXEMPLAIRES DE PROTECTION DES JOURNALISTES
ET DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ**

Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
© UNESCO 2017

ISBN 978-92-3-200137-5



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les appellations employées et la présentation des données de cette publication n'impliquent pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part de l'UNESCO concernant le statut légal de quelque pays, territoire, ville ou région que ce soit, ni concernant ses autorités, ou la délimitation de ses frontières et limites. Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont propres à leurs auteurs, et ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Titre original : An Attack on One is an Attack on All
Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Auteur : Larry Kilman

Coordination à l'UNESCO : Guy Berger et Rosa M. Gonzalez

Réviseurs : Ernest Sagaga, responsable de Droits humains et Sécurité, Fédération internationale des journalistes

Philip McClellan, rédacteur en chef international du supplément dominical du New York Times

Ruchi Anand, professeur de Relations internationales, Université américaine de Paris

Ricardo Pedreira, directeur, Association brésilienne des journaux (ANJ)

Fatemah Farag, chercheuse Newman, membre du conseil d'administration du Forum mondial des

éditeurs, directrice de WAN IFRA Femmes au programme d'information Moyen-Orient/Afrique du

Nord, fondatrice et directrice générale de Welad ElBalad Media, Monique El-Faizy, journaliste et

auteure, chercheuse au World Policy Institute

Traducteur : Nè Mboma

Conception graphique : Raphaël Leboucher

Conception de la couverture : Raphaël Leboucher

Illustrations : UNESCO

Composition et impression par l'UNESCO

Imprimé en France

**UNE PERSONNE
ATTAQUÉE,
TOUS
CONCERNÉS**

LARRY KILMAN

■ PRÉFACE

En février 2016, près de trois cents personnes se sont réunies au siège de l'UNESCO à Paris autour du thème : « Les organes d'information vent debout pour la défense de la sécurité des professionnels de médias ».¹ La conférence a identifié quarante idées soumises à la réflexion des médias. Dix-sept autres idées ont été présentées à l'UNESCO et à ses Etats membres. La compilation et le partage des meilleures pratiques ont servi de fil conducteur à tous les résultats.

Pour l'essentiel, le contenu de cette publication concerne des initiatives exemplaires prises par les médias et la société civile. Dans certains cas, elles montrent ce qui est possible quand les gouvernements et d'autres collaborent pour protéger les journalistes et mettre fin à l'impunité des agressions perpétrées contre eux. Avant tout, les histoires racontées ici montrent que la détermination individuelle est un puissant levier pour repousser les attaques contre les journalistes.

La compilation est financée par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO. Ce Programme intergouvernemental de l'UNESCO mobilise des fonds en faveur du développement des médias, y compris une série de projets liés à la sécurité, soumis par des acteurs de la sphère médiatique du monde entier.

Le PIDC accomplit cette tâche dans le cadre du mandat confié au secrétariat de l'UNESCO d'assurer le suivi de la sécurité des journalistes et des taux d'impunité. En retour, les informations recueillies constituent les données officielles des Nations Unies dans ces domaines. Elles servent à suivre les progrès accomplis dans le cadre de l'Objectif de développement durable 16.10 concernant « l'accès public aux informations et à une liberté fondamentale ».

Toute cette activité fait partie d'une contribution plus générale de l'UNESCO et de son rôle prépondérant dans le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. Le Plan est un cadre multilatéral qui encourage la coopération entre les intervenants concernés pour assurer la protection des personnes qui nous procurent les informations.

Le Plan des Nations Unies relève clairement que les Etats sont responsables de la protection de tous les citoyens, et que les personnes qui font du journalisme méritent une attention particulière eu égard à leur rôle social. Il est tout aussi clair que les Etats ont aussi le devoir de déférer à la justice quiconque cherche à restreindre le droit à la libre expression, et en particulier la liberté de la presse, par l'intimidation et la violence.

Cependant, dans le Plan des Nations Unies, on admet aussi que des acteurs non étatiques jouent leur rôle – les journalistes eux-mêmes, leurs familles et amis, les hommes de loi et les groupes de la société civile.

Ces actions entreprises dans ce domaine social sont susceptibles de garantir que les Etats jouent leur rôle, et aussi apporter un plus immédiat et durable à la sécurité des journalistes sur le terrain. Ce sont des personnes particulières qui prennent des initiatives, qui créent les organisations, réseaux et programmes faisant partie de l'action d'ensemble.

Les récits de leurs bonnes pratiques ont le potentiel de catalyser l'action et de s'adapter ailleurs.

Dans ce contexte, nous saluons les personnes dont les actions sont relatées dans cette brochure. Ils montrent ce qui peut être fait.

Tous nos remerciements à Larry Kilman pour la compilation de ces récits dans une publication stimulante, riche d'informations et instructive. ■

■ Frank La Rue

Sous-Directeur général pour la Communication et l'Information
UNESCO

¹ <http://en.unesco.org/node/254937>

■ TABLE DES MATIÈRES

Introduction	■ 9
Les correspondants de guerre formés comme les médecins militaires pour protéger leurs collègues	■ 11
Réseau Marie Colvin : pour les femmes domiciliées en zone de guerre	■ 15
Les tragédies rassemblent : la valeur de la coopération pour la protection des journalistes	■ 19
La sécurité plutôt que la concurrence	■ 23
Quand on moleste un journaliste, toute la presse est agressée	■ 25
Une inspiration venue du passé : la famille Amin et la sécurité des journalistes africains	■ 29
Aux Philippines : priorité et soutien aux journalistes communautaires	■ 33
Maria Ressa ou comment résister au harcèlement en ligne	■ 37
Afghanistan : planifier l'urgence et réagir à grande échelle	■ 41
Indonésie : instiller la culture de sécurité dans les esprits	■ 45
CPJ : changement radical d'approche de la sécurité des journalistes	■ 49
Brésil : quand un journaliste est tué et que personne ne s'en soucie, qui mènera l'enquête ?	■ 53
La « tropicalisation » de la sécurité : adaptation des ripostes aux conditions locales	■ 57
Le Comité de rédaction de Colombie : on est plus en sécurité à plusieurs	■ 59
Sécurité numérique et physique, santé psycho-sociale : approche globale de l'I'REX SAFE	■ 61
Formation à l'environnement hostile pour les femmes	■ 65
Les femmes journalistes soudanaises pour la sécurité et l'égalité	■ 69
Affaires classées : quand les journalistes enquêtent sur les meurtres des journalistes	■ 73
Une petite brèche dans la culture d'impunité	■ 77
Protéger les journalistes avant qu'ils soient dans le pétrin	■ 81
Que faites-vous quand vos amis meurent ?	■ 85
L'efficacité des formations de sécurité, nouveau paradigme du Centre Dart	■ 87
Conclusion	■ 91
Remerciements et ressources	■ 93
Annexe : projets UNESCO/PIDC de sécurité des journalistes (2009-2017)	■ 95

■ INTRODUCTION

Les journalistes prennent le risque de dévoiler des affaires – parfois au péril de leur vie. Sur la scène internationale, les correspondants de guerre sont plus en vue, mais les journalistes locaux qui couvrent des sujets que quelqu'un juge menaçants, sont souvent confrontés de la même manière aux mêmes risques.

Le journaliste et cinéaste Sebastian Junger note qu'en tête de diverses raisons qui motivent les journalistes à embrasser leur métier, « *il y a un souci sincère et noble relatif à la souffrance humaine* » et le fait que « *si on en parle pas, on ne l'expose et on ne la fait pas connaître, cette souffrance continuera sans fin* ». Ce qu'il met en exergue concerne les professionnels qui couvrent les grands conflits armés mais n'en est pas moins pertinent pour ceux qui font du journalisme dans d'autres conditions dangereuses.

Il existe toute une série d'emplois dangereux qui pèsent sur des gens placés en position périlleuse lorsqu'ils accomplissent leur indispensable tâche dans la société : les pompiers et les mineurs de charbon, les ouvriers du bâtiment, les gréeurs du pétrole, les bûcherons et les marins pêcheurs.

A leur sujet, on pense souvent de cette même manière, mais les journalistes exercent aussi une profession dangereuse, une profession qui, à tous points de vue, est en train de devenir plus meurtrière. Au contraire d'autres métiers à risque qui permettent à la société de fonctionner, les journalistes sont délibérément ciblés parce qu'ils font leur métier.

Nous ne parlons pas seulement des dangers courus par ceux qui couvrent les guerres ; des centaines de journalistes mettent chaque jour leur vie en danger en enquêtant sur les corruptions, les activités criminelles, l'incompétence et d'autres conduites répréhensibles. Ils sont harcelés, en ligne et hors ligne, attaqués, incarcérés, censurés voire assassinés par des gens qui s'adonnent à des activités qui prospèrent dans l'ombre, et que menace la libre circulation de l'information.

Protéger les journalistes peut s'avérer chose difficile.

Ce rapport met en lumière une sélection de voies et moyens novateurs et efficaces grâce auxquels des entreprises de presse, des journalistes et des organisations de la société civile se regroupent pour améliorer la sécurité des journalistes. Ce sont des cas de gens qui prennent des initiatives d'agir en faveur de la profession et se refusent de s'asseoir en victimes impuissantes.

Le rapport n'est pas une vue d'ensemble du travail accompli dans ce domaine. Il n'est pas truffé de statistiques et de données. C'est plutôt un recueil d'histoires, racontées dans les termes des personnes concernées dévouées à protéger des journalistes courageux par des moyens dynamiques censés les mettre à l'abri. Il est rédigé dans l'espoir d'inciter d'autres personnes à soutenir ces efforts, peut-être à les reproduire, et à prendre conscience de l'importance de ce travail.

Plusieurs de ces histoires sont empreintes de tragédie. Et plusieurs récits faits par des amis, des collègues et des membres des familles des journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions, qui ont lancé des actions de long terme en leur mémoire.

Les décès ont attiré l'attention et la prise de conscience sur les dangers encourus. Ils ont fait plus que cela ; ils ont abouti à des initiatives qui protègent les plus vulnérables, les journalistes freelances envoyés en première ligne, et les journalistes locaux qui s'activent quotidiennement dans des conditions difficiles.

L'UNESCO indique que plus de 800 journalistes ont été tués au cours de la dernière décennie, soit un tous les quatre jours. Très peu de cas ont été résolus Et davantage de

journalistes sont victimes de harcèlements, d'agressions physiques, d'emprisonnement et de violations de la liberté de la presse. La culture d'impunité contraint maints autres à l'exil ou au silence.

Protéger les journalistes peut être une affaire onéreuse. Malheureusement, ces menaces adviennent au moment où les médias, en particulier les journaux, vivent une grave perturbation de leur modèle économique, qui réduit leurs recettes juste quand ils ont besoin de ressources plus conséquentes.

Pour gérer cette situation, de nouvelles alliances et coopérations se font jour. Les organisations de la société civile contribuent davantage à l'activité sécuritaire. Et de nouvelles idées émanent de ceux qui ont subi des pertes et désirent éviter des souffrances aux autres.

Voici leurs histoires. ■

LES CORRESPONDANTS DE GUERRE FORMÉS COMME LES MÉDECINS MILITAIRES POUR PROTÉGER LEURS COLLÈGUES

Sebastian Junger ne s'aventure plus en zones de guerre. Il a arrêté quand son ami et collègue Tim Hetherington, a été tué.

Junger, auteur de best-sellers (entre autres, de *The Perfect Storm*) et cinéaste nommé aux Oscars (*Restrepo*, avec Hetherington), était censé être avec le photographe à Misourata (en Libye), ce jour de 2011, lorsqu'un éclat d'obus lancé par un mortier a tué Hetherington, qui mourut d'hémorragie sur le chemin de l'hôpital.

Jusqu'à un service commémoratif organisé à Londres en souvenir d'Hetherington quelques semaines plus tard, Junger a jamais pensé y avait quelque chose qu'il pouvait faire pour éviter la mort de son ami au champ de bataille. Une conversation avec un médecin des forces spéciales britanniques a tout changé.

« J'ai dit quelque chose à propos des blessures de Tim, il a dit qu'elles n'étaient pas nécessairement mortelles, il n'a fait que perdre du sang », dit Junger. « Même victimes d'une grave hémorragie à l'artère fémorale, il y a des choses qu'on peut faire ».

« Quand quelqu'un est condamné, on est quelque part exonéré du sens de responsabilité, je pense », dit Junger. « Il se trouve qu'il n'était pas condamné, médicalement parlant. Il manquait juste quelqu'un dans les parages qui sache ce qu'il fallait faire. Et si j'avais été là, et indemne, je n'aurais pas su non plus que faire. J'étais censé être là alors, et parce que, par hasard, je n'y étais pas, cette affaire m'a incité à commencer un programme de formation. L'idée m'en est venue au moment même où l'homme finissait sa phrase, c'est là que j'y ai pensé ».

Le programme de formation porte l'appellation de RISC (acronyme anglais de Reporters formés au sauvetage des collègues) – et a formé près de trois cents journalistes freelances depuis 2012 en techniques médicales d'urgence, pour le cas où ils se trouveraient à côté de quelqu'un dans l'état de Tim Hetherington.

« Il est à peu près similaire à la formation dispensée à un médecin militaire dans un régiment de combat de l'armée américaine », dit Junger. « C'est une sorte de premier secours élémentaires plus la manière de pratiquer la décompression du thorax, d'obturer une blessure à la poitrine, de nettoyer les voies respiratoires, d'arrêter les hémorragies catastrophiques, d'évaluer les lésions de la colonne vertébrale, et enfin ce genre de choses ».

Ces connaissances paraissaient comme des mesures de sécurité simples, évidentes, et c'est une honte qu'il a fallu une tragédie pour les adopter. Et une honte que personne n'y ait pensé plus tôt.

« Cela aurait été formidable de les avoir à Sarajevo dans les années '90 ou à Beyrouth dans les années '80, mais une des choses qui les ont occasionné étaient les grands chargements survenus dans le monde et dans le secteur un peu en même temps », dit Junger.

« Les médias sociaux ont déstabilisé le secteur médiatique traditionnel, au point qu'il y a maintenant peu d'emplois à plein temps », dit-il, expliquant que RISC met l'accent sur les journalistes freelances parce les organes de presse vont davantage que jadis faire appel à eux. Ils forment la majorité des correspondants de guerre, et la majorité des tués et des blessés.

« Ainsi on a beaucoup de choses qui arrivent en même temps. Le printemps arabe arrive, appuyé sur les médias sociaux. Les médias sociaux sapent les médias traditionnels, et ouvrent la voie à un tout nouveau champ d'opérations pour les freelances. Tout cela arrive pendant le printemps arabe, à cause de l'Internet.. Et Tim a été tué pendant le printemps arabe ».

Une session de formation de RISC est dispensée gratuitement aux journalistes freelances



Photo crédit: Brulaz Corré

Le journaliste tué Tim Hetherington.

aguerris et reconnus, dure quatre jours et comprend un enseignement théorique et des exercices relatifs aux compétences nécessaires pour sauver la vie d'une personne. Les stagiaires reçoivent un trousseau médical complet, similaire à ceux que portent les médecins militaires, à emporter en mission.

Les sessions sont organisées au siège à New York et dans une sélection de villes choisies tour à tour – Kosovo, Lagos, Kiev, Londres. La majorité des participants proviennent des médias internationaux, bien que RISC ait organisé une session pour les journalistes locaux en Ukraine et voudrait en faire davantage.

RISC dispose d'un personnel à plein temps, et recrute des formateurs médicaux pour animer les sessions. Son budget annuel s'élève à 200 000 dollars américains, abondé par des subventions de fondations, des personnes individuelles et les organes de presse eux-mêmes. Pour le lancement, Junger y a investi ses propres deniers ainsi que de l'argent des agences d'information qui employaient Hetherington et son collègue photographe Chris Hondros, tué en même temps que lui.

La formation a été mise à profit : pansement de blessures d'obus à Alep (Syrie), assistance à un passager tombé sur un avion au Caire, et même secours à un vieux voisin. « *Nous n'avons pas connaissance d'une situation où une vie a été littéralement sauvée, et quelque part tant mieux* », dit Junger. « *Le savoir-faire a été utilisé mais nous n'avons pas encore eu des cas comme ceux de Tim et Chris. Et si nous n'en connaissons pas, j'en serai très heureux* ».

La préférence accordée aux freelances est à la fois le résultat de leur présence accrue dans des environnements hostiles, mais aussi de la culture même des freelances.

« *C'est une population très instable, on s'y glisse et on en sort, elle est très mobile* », dit Junger. « *Ils ne sont évidemment pas syndiqués. Et ils sont un peu comme des chats – il est difficile de les faire aller dans la même direction. Et la plupart des freelances considèrent cette situation comme une position transitoire en quelque sorte, sur le chemin d'un emploi salarié dans le secteur de l'information. C'est une sorte de gare routière pour de nombreuses personnes, comme si tout le monde peut y passer pour aller à destination, mais personne ne se préoccupe vraiment de son entretien.* »

« *Le fait est que, il est très difficile d'organiser et de déterminer une action collective avec des gens qui sont, par définition, sans affiliation. Il est difficile d'arriver à organiser une forme de groupe de pression face aux employeurs du secteur. Tous les freelances font chacun ses propres affaires et sont en concurrence les uns avec les autres pour les emplois* ».

Si le travail est si dangereux, pourquoi le faire alors ?

« *Il y a quelque chose de noble là-dedans* », dit Junger. « *Au-delà de la curiosité par rapport à la guerre et de faire progresser sa carrière et d'autres raisons qui motivent les journalistes, il y a quelque chose de vraiment noble à ce sujet dans la motivation de la majorité des journalistes que je connais. Et c'est un souci sincère à l'égard de la souffrance humaine, et si on ne la met pas au jour, l'expose et la communique, elle durera sans fin* ».

« *Un monde sans journalistes couvrant les guerres serait un monde épouvantable. C'est serait vraiment horrible, nous ne saurions rien de ce que nos frères humains souffrent dans certains endroits. Quel qu'en soit le prix, c'est vraiment quelque chose que la société doit être sûre de continuer et qu'elle soit faite sérieusement et honorablement* ». ■

■ **RISC :**
<https://risctraining.org/>

RÉSEAU MARIE COLVIN : POUR LES FEMMES DOMICILIÉES EN ZONE DE GUERRE

Marie Colvin s'est fait beaucoup d'amies travaillant en zones de guerre. Elle fut amèrement regrettée lorsqu'elle mourut.

Colvin, la célèbre correspondante du *Sunday Times*, qui fut tuée en Syrie en 2012, avait engrangé une énorme expérience de travail dans des conditions difficiles et dangereuses. Mais en dépit de toute son expérience, elle a rencontré des collègues beaucoup plus impliquées qu'elle ne l'était, et pour qui cette situation était leur quotidien. Tandis que les correspondantes étrangères avaient la faculté de quitter les zones de guerre, plusieurs journalistes n'avaient pas ce choix. Leur domicile se trouve en zone de guerre.

De son vivant, Colvin avait un réseau étendu d'amies avec lesquelles elle pouvait échanger les expériences et qui s'aidaient et se soutenaient mutuellement.

A sa mort, trois de ses plus proches amies ont décidé de faire de ces liens un héritage durable, et le Réseau Marie Colvin de journalistes fut établi.

« L'inspiration est venue de l'instance dite Club Vautour, sorte de réseau informel de journalistes qui s'entraident par communications et contacts », explique Diana Hamdan, qui dirige le Réseau Marie Colvin de journalistes.

« Marie a toujours eu le sentiment que sur le terrain les femmes journalistes étaient tout à fait isolées, en particulier les freelances. C'étaient ses amies – Lyse Doucet, Lindsey Hilsum et Jane Wellesley – qui décidèrent qu'en l'honneur de Marie, en guise d'héritage, elles devaient l'établir ».

Elles ont reçu le concours de la chanteuse Annie Lennox, fondatrice de l'ONG The Circle « pour les femmes et les jeunes filles dans un monde plus juste », et qui par ailleurs souhaitait faire quelque chose en souvenir de Marie Colvin. Le réseau de journalistes fait partie du The Circle.

Le réseau regroupe des femmes journalistes et d'autres travailleuses de médias de tout le Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

« Nous avons décidé que pour le moment il concernait les femmes journalistes arabes, parce que les femmes journalistes occidentales se heurtaient à une toute autre série de défis, et il y a probablement beaucoup d'entreprises qui leur sont accessibles », dit Hamdan.

« Si on est une Palestinienne de la Bande de Gaza, ou une Égyptienne du Caire, ou une femme yéménite travaillant à Sana'a ou Aden, on ne vit pas dans le luxe, on n'a pas le privilège de disposer d'un passeport occidental permettant d'être évacuée en cas d'urgence », dit Hamdan. Pour les reporters locales en activité dans les conflits violents, « on vit la guerre. C'est votre vie, elle affecte votre famille ».

« Plus important encore, si l'anglais n'est pas sa première langue, ou si on ne le parle pas du tout – alors automatiquement, on est privée de nombre de canaux de soutien disponibles ».

Il y a aussi d'autres défis, que les femmes journalistes ne vivant point en zones de conflit peuvent rencontrer.

« On doit compter avec le sexisme au quotidien, vous travaillez dans les médias locaux où parfois il n'y a pas assez de soutien rédactionnel, parfois pas de soutien juridique, on ne vous paie pas à temps. Quelqu'un peut vous voler votre matériel, il n'existe pour vous aucun moyen de crier à l'injustice dans ce genre de cas ».

Hamdan, journaliste palestinienne ayant travaillé pour la BBC au Moyen-Orient, avait interrogé plus de quatre-vingt femmes de tout le monde arabe avant d'établir le réseau.

« Si nous souhaitions créer un réseau de soutien, il devait réellement être adapté à leurs besoins effectifs », dit-elle. « Une des principales demandes que nous avons enregistrée était que toutes souhaitent le tutorat ».

C'est pourquoi le réseau, qui compte aujourd'hui près de soixante participantes, a contacté d'anciennes journalistes et recruté quelque vingt-cinq tutrices, en majorité de langue maternelle arabe et toutes bénévoles. Parmi les tutrices figurent des journalistes les plus aguerries de la région, dont Samia Nakhoul, chef des informations du Moyen-Orient chez Thomson Reuters, Roula Khalaf, rédactrice en chef adjointe au *Financial Times*, Shaimaa Khalil, journaliste à la BBC Monde, et Nadia Bilbassy, cheffe du bureau de Washington, D.C. d'Al Arabiya News.

Les tutrices sont jumelées avec chacune des membres du réseau et se connectent avec elles de diverses manières. Ce peut être par appel sur Skype une fois par mois, ou par des messages écrits réguliers.

« C'est une réelle chance pour ces filles », dit Hamdan. « Peut-être une jeune fille marocaine, qui est à l'heure actuelle une fixere et apprend de la vidéo, pourrait devenir une réalisatrice de documentaires. Il ne s'agit donc pas de relations au jour le jour, mais d'avoir de la communication qui apporte vraiment un plus. Elles bénéficient de formations qui ne leur sont pas accessibles par l'apprentissage ou l'enseignement ».

Le tutorat n'est pas le seul service qu'offre le réseau.

« Plusieurs femmes travaillent dans des conditions extrêmement stressantes, et elles ne savent pas où s'adresser », dit Hamdan. « Quelqu'un peut avoir besoin d'être évacuée d'urgence, une autre doit arrêter d'écrire et faire profil bas un moment parce qu'elle reçoit des menaces, elles sont menacées d'être enlevées. Quelqu'un peut être traumatisée parce qu'elles vivent avec la guerre et qu'elles peuvent avoir honte (d'en parler aux gens) ou ne savent que faire à cet égard ».

« Nous sommes en contact permanent avec chacune d'elles et jetons un œil sur elles de temps en temps, de sorte que si quelqu'un a besoin d'être évacuée d'urgence ou d'aide nous les mettons en contact avec d'autres organisations comme le Fonds Rory Peck, ou des organisations qui fournissent des fonds aux gens comme Journalistes en Danger, ou nous cherchons des psychothérapeutes qui soignent en ligne. Nous essayons de trouver les moyens d'acquitter les frais de psychothérapie ou d'apporter d'autres aides ».

Le réseau organise aussi un « forum (mensuel) de rencontre » en ligne, qui aborde des sujets importants pour ses membres, un éventail allant de la gestion du traumatisme à la manière de proposer des idées d'articles, des conseils aux freelances, et de la façon de faire face au harcèlement sur le lieu de travail et d'autres questions.

« L'une des choses principales c'est que nous sommes très strictes lorsqu'il s'agit de la sécurité », dit Hamdan. « Nous voulons que ce réseau soit un espace sûr, où chaque femme puisse poser des questions sans penser être interceptée ou se soucier d'être jugée ou préoccupée d'être sous écoute pour quelque raison que ce soit ».

Le réseau offre ses propres cours de sécurité en ligne, qui apprend aux membres la manière de crypter les messages, comment sauvegarder et protéger les mots de passe, que faire en cas de harcèlement, et quelles sont les applications les plus sûres. « Nous leur disons de ne pas trop se fier à Skype, qu'il y a beaucoup d'applications à leur disposition », dit Hamdan.

Le Réseau Marie Colvin de journalistes est actuellement soutenu par la Fondation Asfari, qui travaille au Royaume-Uni, en Syrie, en Palestine et au Liban, et par le Fonds Sigrid Rausing, qui soutient les droits humains dans le monde. Il espère recevoir des fonds supplémentaires pour étendre ses offres de service, et il est disposé à accueillir les candidatures de nouvelles membres en activité dans la région.

« Nous touchons quiconque travaille dans la presse, à la radio, en ligne – à savoir les reporters, fixers, réalisatrices, productrices d'informations, photographes - quiconque travaille dans le journalisme ou

manifeste un réel intérêt pour le journalisme, et avec notre aide serait en mesure de se consacrer et commencer sa propre carrière », dit Hamdan.

« Il y a tant de questions – rédactionnelles, juridiques, éthiques », dit-elle. « Il y a maintes situations délicates, par exemple, que faites-vous si vous êtes quelque part et qu'on vous demande de révéler vos sources, ou si quelqu'un vous appelle en dernière minute et vous demande de ne pas publier une information ? Voici des questions dont elles ne trouvent pas nécessairement les réponses et c'est réellement utile de disposer d'une tutrice avec qui parler de façon régulière, une caisse de résonance, qui les aide à améliorer leurs capacités, et étudier les principales questions qu'elles peuvent poser ». ■

■ RÉSEAU MARIE COLVIN DE JOURNALISTES :

Anglais : <https://mariecolvinnetwork.org/en/>

Arabe : <https://mariecolvinnetwork.org/ar/>

LES TRAGÉDIES RASSEMBLENT : LA VALEUR DE LA COOPÉRATION POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES

Le principe est simple : les journalistes freelances travaillant pour les organes d'information dans des endroits dangereux devraient bénéficier des mêmes protections que les journalistes permanents. Mais ce n'est pas toujours le cas. Et les détails de la manière de régler cette question peuvent s'avérer complexes.

Dans le cas de journaliste travaillant simultanément pour plusieurs organes d'information – un cas fréquent pour les reporters internationaux en zones dangereuses – qui est responsable pour en prendre la charge si le journaliste est blessé ?

Qui paie l'assurance ?

Qui exfiltre le reporter des lieux et l'emmène à l'hôpital ?

Qui aide la famille si le reporter ne peut pas travailler ?

Ces questions pratiques sont la préoccupation d'Une Culture de sécurité ('A Culture of Safety'), qui opère sous l'acronyme ACOS, une alliance de grandes entreprises d'information, d'associations de médias et d'ONG. Elle a commencé par établir une liste de principes destinés aux freelances, aux journalistes locaux et aux entreprises de presse pour lesquels ils travaillent, et s'efforcent de les faire adopter par les organes d'information du monde entier. Cette alliance est devenue une initiative mondiale qui essaie désormais de réaliser ces principes.

Comme il en va de plusieurs initiatives relatives à la sécurité, ACOS est née d'une tragédie, de l'exécution publique des journalistes indépendants James Foley et Steven Sotloff, kidnappés séparément et assassinés en 2014 en Syrie.

« Il y a des événements qui vous marquent au fond, et changent vraiment les choses ou déclenchent un déclic dans l'esprit des gens, et je pense qu'ils ont eu un profond impact », dit Elisabeth Cantenys, directrice exécutive d'ACOS.

L'enlèvement et la décapitation de Foley et Sotloff ont eu des répercussions bien au-delà du journalisme – leur horrible assassinat a été diffusé dans le monde et a suscité la prise de conscience publique (de l'existence) du groupe (dit) de l'Etat islamique en Syrie (ISIS), qui les a perpétrés.

Dans les milieux journalistiques, ces meurtres ont servi de catalyse à des actions communes.

Au cours d'une série de rencontres réunissant des représentants d'Associated Press, du Centre Dart de journalisme et traumatisme, du Répertoire de freelances en activité au front, du Projet GroundTrust, de la Fondation de l'Overseas Press Club et Reuters, on a adopté les Principes de sécurité des journalistes freelances.

« L'enlèvement et le meurtre des reporters James Foley et Steven Sotloff ont mis en lumière les risques croissants auxquels font face les journalistes freelances internationaux », affirme le préambule aux principes, qui note que les assassinats, incarcérations et rapt ont atteint des niveaux historiques, les journalistes locaux subissant les plus graves menaces.

Sept des principes ont trait aux freelances et journalistes locaux en mission dangereuse, à des comportements comme s'assurer qu'ils emportent casques et gilets pare-balles, des trousseaux de premiers secours, réalisent une évaluation minutieuse des risques et qu'ils informent les collègues de leurs allers et venues.

La liste comprend huit principes à l'intention des organisations employant des freelances et des journalistes locaux : qu'elles montrent la même préoccupation pour leur bien-être et comme elles le font pour leur personnel, prennent en charge les frais de formation, d'assurance et d'équipement en zones de guerre, garantissent une rémunération rapide et offrent de la reconnaissance par la signature, et j'en passe.

La liste des signataires compte plus de quatre-vingt-dix organisations : BBC, Bloomberg, le Comité de protection des journalistes (CPJ), l'Institut international de sécurité de l'information, Global Post, le Guardian, Globo TV, la Fondation de presse du Pakistan, Kyodo News, l'Agence France Presse, CNN, Foro de Periodismo Argentino, le Centre Pulitzer, l'Association de l'information en ligne et USA Today entre autres.

Et elle continue à s'accroître.

Mais le plus dur commence. « *Le fait est de savoir comment transformer ce document en réalité* », demande Cantenys.

La réalité est que les freelances et les journalistes locaux sont les plus vulnérables. « *ceux qui travaillent pour tout le monde et pour personne* », dit-elle. « *Les journalistes locaux sont de loin les plus vulnérables, ils vivent le conflit qu'ils couvrent. Un freelance international peut entrer et sortir de Syrie, mais comme journaliste syrien, on est dans la scène, on couvre le conflit tandis que des membres de sa famille sont tués. Il n'y a pas de jours de congé pour vous* ».

« *Nous connaissons des organes d'information qui assument leur devoir de protection, et soutiennent leurs journalistes lorsqu'ils ont besoin de soins médicaux ou si un freelance a des ennuis. Mais parfois ce n'est pas le cas* », dit-elle. « *Parfois il y a même de la confusion à propos de l'identification du responsable pour un freelance, quand le freelance travaille pour nous tous. Sommes-nous tous responsables ?* ».

Pour contribuer à répondre à ces questions et assurer la mise en œuvre des Principes, l'Alliance ACOS se focalise sur quatre grandes initiatives :

- Etablir un mécanisme où les experts en sécurité des médias d'information et les freelances peuvent partager les informations relatives à des pays et questions spécifiques.
- Trouver des solutions disponibles et abordables d'assurer les freelances et les journalistes locaux.
- Offrir un meilleur accès à la formation en matière de sécurité aux freelances et aux étudiants en journalisme.
- Communiquer les meilleures pratiques de sécurité et diffuser en ligne une liste des ressources disponibles pour les freelances et les rédacteurs en chef – y compris où les freelances peuvent obtenir des bourses de reportage et de formation, la représentation juridique, du soutien à l'aide psychologique, du soutien en cas de détresse et d'autres aides.

Mais peut-être que son plus grand intérêt est de faire coopérer ce vaste ensemble d'entreprises de presse et d'organisations non gouvernementales dans leurs initiatives de sécurité. ACOS devient de facto un mécanisme d'échange d'informations qui aide les organisations à éviter les doubles emplois et qui les amène à partager les informations et les ressources.

« *Nous devons faire cela ensemble, parce que c'est de là que nous tirons notre force* », affirme Cantenys. « *ACOS met en place un mécanisme de coordination où tous ces principaux acteurs peuvent optimiser leurs ressources et partager les informations. De sorte que quelqu'un peut dire 'Je vais organiser une formation sur la sécurité au Yémen et j'ai des soucis de sécurité, il y a-t-il quelqu'un qui y a travaillé ?' Ou 'que me conseillez-vous, quels sont les lieux disponibles ? Des informations très pratiques mais en même temps contribuant aux connaissances des organisateurs* ».

ACOS a commencé à identifier les initiatives de sécurité prises dans le monde, ainsi que les lacunes à combler.

La coordination est l'une de ces lacunes. « *Ce à quoi nous devons être le plus attentifs n'est pas de doubler ce que les autres font, nous devons au contraire promouvoir ce qui est déjà en place et marche bien* », dit Cantenys. « *Nous devons dire aux freelances et aux journalistes locaux qu'ils peuvent tirer profit de ces ressources. Nous devons donc être attentifs à ne pas gaspiller les fonds à faire les choses déjà en place* ».

Le second besoin est de consacrer plus d'attention aux rédacteurs en chef et plus de temps à les aider à être mieux préparés. On peut former autant de journalistes que possible, mais ceux-ci ont besoin en fin de compte, de parler aux rédacteurs en chef. Il vaut mieux avoir des rédacteurs en chef susceptibles de se prêter à cet entretien.

« *Nous constatons aussi le besoin de mieux intégrer le traumatisme psychologique, le genre et la sécurité numérique dans les formations en matière de sécurité* », note Cantenys. « *Je pense qu'il y a eu une réelle amélioration en abordant ces sujets de plus en plus souvent dans la formation à la sécurité, mais parfois ils sont (considérés comme) secondaires. Ce que nous entendons, c'est que ces sujets doivent être intégrés à l'ensemble des formations en sécurité* ».

Il y a une énorme demande de formations au bénéfice des journalistes travaillant pour les médias locaux, pas seulement pour les médias internationaux, dit-elle.

« *Nous voulons inciter les organes d'information locaux à réaliser des actions similaires, à collaborer avec nous, mais aussi à s'organiser sur le plan national* », dit Cantenys. « *Nous voudrions aller dans d'autres pays et parler aux entreprises de presse et aux ONG, et encourager ce dialogue, encourager l'idée qu'elles peuvent coopérer dans la mise en place de mécanismes de sécurité. L'évaluation des risques, par exemple. Oui, l'argent est important, les ressources sont importantes, mais parfois, lorsqu'il s'agit de réponses, il s'agit davantage de s'organiser* ». ■

■ PRINCIPES DE SÉCURITÉ DE L'ALLIANCE ACOS :

<https://www.acosalliance.org/the-principles>

LA SÉCURITÉ PLUTÔT QUE LA COMPÉTITION

Les organes d'information couvrant les Jeux olympiques de Rio en 2016 avaient des soucis de sécurité concernant la protection de leurs envoyés contre la criminalité locale. Le virus Zika est alors apparu, et avaient un autre sujet de préoccupation.

Le conflit irakien pose différentes questions de sécurité. Dans le combat de Mossoul, les organes d'information devaient se préparer avec soin pour le dernier assaut, qui mettait les reporters dans ce qui est apparu comme une mission longue et dangereuse.

La sécurité numérique pose un ensemble tout à fait autre de questions. Comment protège-t-on les journalistes sur le terrain contre le piratage et pour éviter d'être traqués par l'empreinte de leur équipement numérique ? Comment répondez-vous au harcèlement numérique accru ?

Ce sont juste quelques-uns des casse-têtes auxquels se heurtent aujourd'hui les organes d'information, tandis qu'apparaissent de nouveaux défis.

Dans ces situations, et dans une kyrielle d'autres cas, les organes d'information feraient bien de consulter directement les autres qui connaissent les mêmes situations – en fait, leurs concurrents – pour apprendre comment ils s'y comportent et, par ces discussions, mettre au point les meilleures pratiques de réponses.

Mais comment comptez-vous organiser une discussion avec vos concurrents ?

C'est là qu'intervient le Groupe de sécurité de l'information de l'Institut international de sécurité de l'information (INSI). « C'est un lieu où ils peuvent mettre la concurrence de côté et débattre de questions qui leur sont de préoccupation commune en termes de sécurité des journalistes », dit Sue English, présidente de l'INSI.

En tant qu'organisation à but non lucratif dédiée à la sécurité des journalistes, INSI regroupe cinquante grands organes d'information du monde – importants radiodiffuseurs, organes de presse écrite et entreprises exclusivement numériques – pour partager les informations concernant les nouveaux défis à la sécurité.

Le Groupe de sécurité de l'information se réunit toutes les quatre ou six semaines et est ouvert à tous les membres. Il se réunit à Londres, tout en organisant aussi des rencontres régionales. La plupart des participants, responsables de la sécurité des équipes qu'ils déploient dans des zones difficiles et dangereuses, entrent en contact téléphonique avec la réunion par une ligne sécurisée. Les discussions sont toujours confidentielles.

« C'était un moyen de permettre aux gens de montrer leurs expériences des problèmes actuels que posent les missions, et des soucis qu'ils ont relativement la nouvelle sécurité », dit English. « Cela peut être quelque chose de très spécifique sur le terrain dans un endroit particulier ou ce peut être quelque chose de plus général, par exemple le harcèlement de journalistes en ligne. Aussi c'est vraiment pour permettre aux gens, dans un environnement confidentiel et non compétitif, de partager les soucis auxquels ils font face ».

INSI offre d'autres services à ses membres, y compris des conseils et des consultations, la formation à la sécurité journalistique, la formulation des politiques et des pratiques sécuritaires professionnelles, des exposés en entreprise sur la sécurité, des rapports et l'organisation d'événements.

Il publie des conseils sur la sécurité et dirige la recherche, plaide pour davantage de mécanismes de sécurité, fournit des liens pour les équipements, les formations et les prestataires de services, promeut un code de sécurité, publie un blog, des podcasts et des vidéos sur les questions de sécurité, et compile des statistiques pour le secteur de l'information.

Cependant il considère que le cœur de son activité est l'échange de coopération et des connaissances.

« De notre point de vue, la chose principale que l'INSI puisse faire est de présenter à ses membres un forum de libre d'expression sur les questions relatives à la sécurité », dit English.

Les réunions du Groupe de sécurité de l'information sont au cœur de cette activité. Elles portent sur une seule question - la sécurité à Mossoul a constitué le sujet central de plusieurs réunions – ou sur diverses questions soulevées par ses membres.

Bien que ces débats soient confidentiels, l'INSI les utilise pour alimenter son action générale au profit d'un public plus large.

« Par exemple, pour en revenir aux Jeux Olympiques, nous avons produit une série de guides pour les membres sur les précautions nécessaires, les informations à partager, la manière d'assurer qu'ils sont en sécurité. Les guides leur sont utiles, qu'ils soient ou non membres de ce Groupe de sécurité de l'information », dit English.

D'autres rapports – comme celui sur l'impact de la crise des réfugiés sur les journalistes qui la couvrent – jouissent d'une large diffusion aux membres comme aux non membres.

« Notre principale orientation consiste à fournir aux membres à jour de cotisation, qui financent de cette manière l'INSI, des informations spécifiques, mises à jour et en temps utile dont ils ont besoin. Ainsi que le guide le plus général des meilleures pratiques que nous éditons aussi pour le public ».

« On déploie des gens dans des situations potentiellement dangereuses, et on veut être sûr qu'on prend les meilleures précautions possibles, et dès lors partager ces meilleures pratiques avec d'autres gens est très gratifiant », ajoute-t-elle.

« Je crois que l'INSI fait partie du petit nombre d'organisations qui, du fait de notre réseau de membres, peut réellement offrir ce genre de forum pour que les gens partagent le genre d'informations concernant ces questions », dit-elle. « Sa valeur, à nos yeux, c'est surtout que les gens qui font partie du réseau peuvent se faire confiance pour débattre de ces sujets et c'est précisément ce sur quoi nous nous concentrons en nous efforçant d'y parvenir ». ■

■ INSTITUT INTERNATIONAL DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION :

<https://newssafety.org/home/>

UNE PERSONNE ATTAQUÉE, TOUS CONCERNÉS

Par définition, les organes d'information sont concurrents. C'est dans leur ADN. Mais quand on enlève et agresse impunément des journalistes, il y a lieu de coopérer, de s'unir dans l'intérêt général.

C'est l'idée qui sous-tend une démarche de coopération faite au Pakistan, l'un des marchés d'informations parmi les plus compétitifs et aussi les plus dangereux du monde, où les entreprises de presse sont passées de l'ignorance des attaques contre les autres médias à leur diffusion dans tout le pays, pour assurer plus de sécurité aux journalistes en attirant l'attention sur leurs cas.

« A cause de la concurrence, lorsqu'un journaliste était agressé, tué ou blessé, la plupart des journaux et des chaînes de télévision refusaient d'identifier l'entreprise à laquelle il appartenait », explique Zaffar Abbas du journal Dawn.

« Résultat : l'impact était nul », dit-il. « Si quelqu'un de chez Dawn était agressé, les autres journaux se bornaient à dire : 'd'après un quotidien local, tel ou tel autre ont été blessés » ou si la télévision ignorait l'information, celle-ci ne retenait pas l'attention. C'est pourquoi nous avons pensé à réunir les rédacteurs en chef et qu'ils aient une exigence minimale : qu'une attaque commise contre l'un d'entre eux soit considérée comme une agression contre tous ».

La première étape fut de convaincre les propriétaires des médias que la coopération était de leur intérêt bien compris. C'était un défi dans un secteur où la concurrence était profondément incrustée.

« Encore aujourd'hui, il y a un refus total de la part des entreprises de presse d'écrire sur d'autres, que ce soit un article positif ou négatif, c'est un véritable trou noir. C'est incroyable de réaliser comment tous ces gens prétendent qu'il n'existe pas d'autres entreprises médiatiques (que la leur) dans le pays. Il nous a fallu du temps », dit Abbas.

« Nous leur avons dit, écoutez, il s'agit juste de sécurité. Une attaque contre un station de télévision signifie que demain on peut nous viser, on peut vous viser, nous devons envoyer un message aux activistes et aussi au gouvernement, que sur ce sujet spécifique nous sommes unis. Et cela a fonctionné de façon spectaculaire ».

Dès l'accord des propriétaires, l'étape suivante était de concevoir le meilleur moyen de communiquer, en temps réel, entre entreprises de médias, des diffuseurs et des quotidiens grandes villes, aux petites entreprises d'arrière-pays de ce vaste territoire.

La réponse était simple : les rédacteurs en chef ont créé sur l'application de messagerie instantanée WhatsApp Messenger un groupe, dit Groupe des éditeurs pour la sécurité.

« Lorsque quelqu'un est visé, on poste aussitôt un message sur l'événement, est-ce que quelqu'un peut confirmer ? Et toute la chaîne se met en branle », explique Abbas. « On ne diffusera et publiera l'information que lorsqu'un rédacteur en chef de l'entreprise concernée la confirme et nous donne le feu vert. Le système fonctionne remarquablement ».

A titre d'exemple :

Quand, en novembre 2015, Afzal Mughal a été enlevé à son domicile à Quetta par un groupe d'hommes armés, une information émanant d'un autre journal (que le sien) a été envoyée aux Editeurs pour la sécurité. Dans le passé, un cas de ce genre aurait attiré une faible attention. Mais cette fois, l'information a bénéficié d'une diffusion nationale et internationale.

Mughal, journaliste d'une petite agence d'informations appelée Online News Service, est rentré à la maison après quelques heures seulement.

« Il était terrifié, peu désireux de s'expliquer publiquement sur ce qui lui était arrivé ou si les agences de sécurité l'avaient emmené », raconte Abbas. « Nous avons appris plus tard que, puisque l'affaire était presque sur tout le réseau télévisé, le ministre de l'Intérieur a appelé d'Islamabad les gens de Quetta, et le collègue est revenu ».

« C'est alors que nous avons compris le pouvoir de tous les réseaux télévisés diffusant l'information d'un journaliste lambda d'une petite agence d'informations sans envergure d'une petite localité. C'était une information de dimension nationale. Et nous avons réussi à le sauver de sévices possibles. Ce fut une belle histoire ».

Le groupe WhatsApp est aussi utilisé pour assurer que les rumeurs et les canulars ne soient pas relayés.

« L'année dernière, notre standardiste a reçu une alerte à la bombe, et bien évidemment nos agents de sécurité ont appelé la police de déminage », rappelle Abbas. « J'ai commencé à recevoir des appels sur WhatsApp parce que des confrères recevaient l'information selon laquelle la brigade de déminage accourait aux bureaux de Dawn. J'ai immédiatement envoyé ce message, s'il vous plaît, ne relayez pas l'information, parce que dans quatre-vingt-dix neuf pour cent des cas il s'agit d'un canular, et elle provoquera une panique injustifiée ».

Une station de télévision a diffusé l'information, mais quand son rédacteur en chef a été contacté par WhatsApp la station ne l'a plus répétée. *« Nous l'avons bloquée trois ou quatre minutes. Et, comme c'est souvent le cas, c'était un canular. Ainsi, personne n'a relayé l'information ».*

Le groupe utilise aussi WhatsApp pour promouvoir les commémorations internationales de la liberté de la presse et la sécurité, comme la Journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai. On s'échange les uns les autres des informations concernant ce sujet au Pakistan pour maintenir l'attention locale. *« Dans les trois dernières occasions, le groupe a très bien fonctionné : près de 50 pour cent des journaux ont non seulement repris les informations mais y ont aussi consacré un éditorial. Juste pour mettre en exergue la culture d'impunité et la manière de la combattre », dit Abbas.*

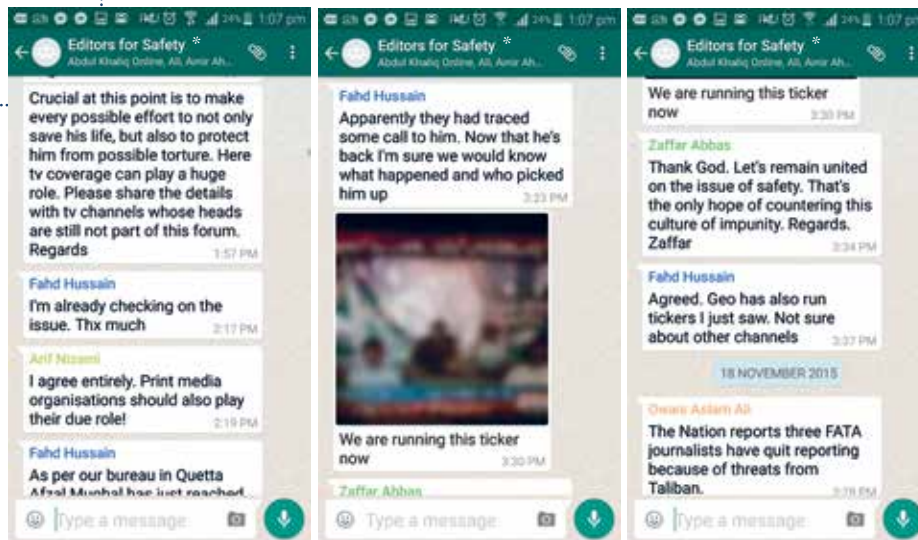
Abbas dit que l'initiative n'a pas besoin de beaucoup d'argent pour aller de l'avant.

« A l'heure actuelle, nous sommes trente-cinq personnes représentant la majorité des journaux et les chaînes de télévision reconnus du pays. On tend la main aux autres. Ils n'ont pas à payer, les fonds ne sont pas en cause. L'idée est que, si nous pouvons mettre en évidence le sujet de manière spectaculaire, nous pouvons faire pression sur le gouvernement. Peut-être pourrions-nous à un moment donné rédiger un rapport, le présenter au gouvernement et lui dire : 'écoutez, voici des cas qui restent irrésolus et rien n'est fait à cet égard ».

Le Pakistan subit divers sortes de crimes contre les journalistes et d'impunité pour les auteurs de ces crimes. Les journalistes des petites villes et des zones rurales sont les plus vulnérables.

« Nous ne devons pas oublier les gens qui travaillent dans les zones tribales, où les activistes et les militaires sont tous impliqués et font pression sur les journalistes afin qu'ils ne montrent pas le revers de la médaille », note Abbas. « Nous avons des informations faisant état des gens enlevés par l'un ou l'autre camp, harassés, et ils ont complètement cessé d'en rendre compte. Parce qu'ils sont vulnérables, parce qu'ils ne bénéficient pas du soutien des organes de presse pour lesquels ils travaillent, ils doivent ou écouter l'un des camps ou arrêter de couvrir et quitter la région. C'est inquiétant ».

Le groupe WhatsApp a avant tout été mis en place pour mobiliser le soutien des rédacteurs en chef à leur bénéfice, et pas seulement pour attirer l'attention sur leur situation mais aussi assurer qu'ils ne sont pas isolés.



Quelques exemples de discussions sur WhatsApp lors du rapt d'un journaliste a Pakistan. L'attention que l'affaire a attiré a mis la pression et est censée avoir contribué à une libération rapide du journaliste.

* Il est crucial en cet instant de faire tous les efforts possible non seulement pour sauver sa vie, mais aussi pour le protéger d'éventuelles tortures. C'est en cela qu'une couverture médiatique à la télé peut jouer un rôle de taille. S'il-vous-plait, partagez les détails avec les chaînes de télévision dont les têtes ne font pas encore partie de ce forum. Cordialement
 Fahd Hussain – Je m'enquiert déjà de la question. Merci beaucoup
 Arif Nizami – Je suis complètement d'accord. Les organisations de la presse écrite devraient également jouer leur rôle.

* Fahd Hussain – Apparemment ils ont réussi à tracer des appels qui lui étaient destinés. Maintenant qu'il est de retour je pense qu'on pourrait savoir ce qui s'est passé et qui a été le chercher. Nous faisons tourner ce télécopieur en ce moment. Arif Nizami – Je suis complètement d'accord. Les organisations de la presse écrite devraient également jouer leur rôle.

* Zaffar Abbas – Dieu merci. Restons unis autour de la question de la sécurité. C'est le seul espoir de contrer cette culture de l'impunité. Cordialement. Zaffar
 Owais Aslam Ali – Un communiqué national annonce que trois journalistes spécialisés dans le FATA ont arrêté d'exercer suite à des menaces de la part des Talibans.

« Certains journalistes des régions reculées n'ont pas de smartphones du genre qui se substituent à tous les autres appareils, et c'est pourquoi nous pensons qu'ils pourraient être le meilleur outil à l'heure actuelle », dit Abbas.

« Le fait est que, la majorité d'entre nous ne pouvons pas nous rendre régulièrement à Lahore, Islamabad ou Karachi. Il nous reste d'être connectés sur WhatsApp ». ■

UNE INSPIRATION VENUE DU PASSÉ : LA FAMILLE AMIN ET LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES AFRICAINS

Doté d'un impressionnant bras bionique myo-électrique de 400 000 \$US, le premier de son genre – fabriqué par l'inventeur de prothèses John Billock – qui lui a permis de continuer l'exercice du journalisme, Mohamed « Mo » Amin était l'inspiration même.

Aussi impressionnante qu'ait été son bras, ceux qui l'ont connu disent que l'origine de sa capacité à inspirer les autres se trouvait ailleurs.



Père et fils, Mo et Salim Amin sur le terrain en Ethiopie.

Entre autres qualités, il était loyal avec ses collègues. A une époque où les journalistes locaux devaient pour l'essentiel se débrouiller, il insistait pour que ceux qui étaient blessés comme lui, dans l'exercice de leur métier, reçoivent la même assistance que lui.

Mo Amin a eu son bras arraché par une grenade pendant qu'il couvrait la chute du régime Mengistu en Ethiopie en 1991 dans la même explosion qui a tué son ingénieur du son John Maathai. Amin était chef du bureau de Visnews, devenue Reuters Television, et l'un des plus célèbres cameramen du moment. Il a été tué plus tard, en 1966, alors qu'il était passager, dans le crash d'un avion de ligne détourné.

Quand il avait perdu (seulement) son bras, Mo Amin avait eu « de la chance ».

« On devait prendre soin de lui pour ce qu'il représentait », dit son fils Salim Amin, co-fondateur et président d'A24 Media à Nairobi, membre du conseil d'administration de l'Institut international de sécurité de l'information, et président de Camerapix, maison de production vidéo et photographique fondée par son père il y a plus de cinquante ans.

« Il en allait tout autrement pour ses collègues », dit-il. Lorsque quatre de ses collègues – Dan Eldon, Hos Maina, Antony Macharia et Hansi Krauss - ont été tués en Somalie en

1993, il y a eu contestation pour savoir s'ils devaient être considérés comme du personnel local ou bien international. A cette époque, le personnel local ne bénéficiait des mêmes avantages que le personnel local.

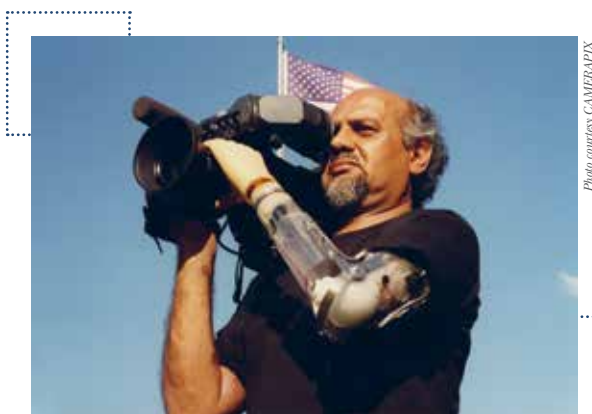
« (Mon père) a mis le holà et dit aux patrons : « si vous ne payez pas ce que vous êtes censés payer, je ferai en sorte que tout le monde le sache », raconte Salim Amin. « Il était capable d'arriver à ses fins, capable de se battre pour leurs familles ».

Bien qu'aujourd'hui la situation soit meilleure pour les freelances travaillant pour les médias internationaux, la protection peut encore être inégale. Et les journalistes africains locaux travaillant pour les médias locaux sont particulièrement exposés. On consacre peu de ressources à la formation et aux équipements de sécurité, et l'essentiel de la formation qu'ils reçoivent est pour une grande part fournie par des organisations et des sources extérieures à l'Afrique.

« Sur le continent (africain), nous avons toujours le sentiment d'être considérés comme des journalistes de seconde zone, dans le sens de la manière dont on traite souvent les journalistes africains locaux en matière de formation à la sécurité, d'assurance et de sujets de ce genre », observe Salim Amin.

Il s'efforce de changer cet état des choses. Il considère sa démarche comme un héritage de son père. « Tout ce qu'on fait est inspiré par le travail qu'il a accompli sur ce continent », dit-il.

Amin met au point un module de deux semaines de formation à l'environnement hostile à intégrer dans le programme des écoles de journalisme, financé par les frais de scolarité des étudiants mais ouvert à tous les journalistes d'Afrique. Les universités des pays développés envisagent d'ajouter au programme de journalisme la formation à la sécurité, mais il n'en va de même en Afrique.



Mo Amin a repris le travail, grâce à un bras unique en son genre qui lui permettait de manipuler la caméra.

Salim Amin est convaincu que les universités sont le bon moyen d'avancer, parce que les frais acquittés par les étudiants réguliers peuvent aussi servir à la formation non seulement de ces étudiants mais aussi aider les journalistes en activité sur le terrain.

L'argent doit venir de quelque part. « L'un des gros problèmes posés par la formation à la sécurité, c'est qu'elle est chère à assurer », note-t-il.

Il l'a appris par son expérience de gestion de la Fondation Mohamed Amin, un groupe à but non lucratif qui dispense depuis dix-huit ans des formations aux journalistes africains. Bien qu'il ait réussi à dispenser surtout de l'enseignement technique à 250 journalistes africains au fil des années de son existence, le problème est de trouver des fonds chaque année. « C'est vraiment difficile de sortir et tendre la sébile pour essayer d'avoir de l'argent. Par conséquent nous avons décidé de nous joindre à la filière universitaire, où les frais de scolarité des étudiants sont effectivement acquittés ».

« Ce que nous essayons de faire est d'instaurer un programme de maîtrise en journalisme en collaboration avec deux universités de la place, l'Université Multimédia, à Nairobi, et l'Université de Nairobi », dit-il. « Je pense incorporer un élément de deux semaines de formation à un environnement hostile comme composante de ce programme ».

Le programme de maîtrise n'a pas encore commencé et le projet en est au stade de planification. Il considère la formation à la sécurité comme une composante essentielle, non seulement pour les journalistes invités aux sessions sur la sécurité mais aussi pour les étudiants.

« La formation à la sécurité est un module sur dix ou douze dispensés au cours de l'année », explique-t-il. « Nous voulons que les professionnels du secteur y viennent et participent avec les étudiants à la formation sur la sécurité, simplement parce qu'ils en ont besoin, et aussi parce qu'alors il y aura une belle opportunité de connexion pour les étudiants, de passer du temps avec leurs futurs employeurs et en compagnie des gens avec lesquels ils travailleront à la sortie de l'université ».

Quoique la situation a changé depuis l'époque de son père, la nécessité de trouver des solutions de sécurité pour les journalistes est plus impérieuse que jamais. Les organes d'information internationaux prennent davantage leurs responsabilités. « Ils ont besoin d'employer davantage des équipes locales, plus d'informations locales, plus de personnel local, on ne peut de ce fait les voir traiter différemment des gens qui viennent d'Europe, des Etats-Unis, de l'Extrême-Orient ou du Moyen-Orient », dit Salim Amin.

La dépendance par rapport aux locaux introduit par ailleurs une dynamique de concurrence en matière d'offres d'avantages, dit-il. « Les correspondants, les reporters et les fixers locaux sont devenus incontournables pour les organes médiatiques, du fait des économies budgétaires ils n'ont plus de présences permanentes dans tous les pays. Les gens parlent et l'affaire sera connue s'ils traitent mal les freelances, ou s'ils ne les traitent pas aussi bien qu'un organe (concurrent), et les gens s'en iront. Ce n'est pas quelque chose qu'ils ont faite par bonté d'âme, je pense que la plupart des organes ont été contraints de le faire, pour garder les meilleurs personnels ».



Mo Amin et John Maathai en Ethiopie, avant l'explosion qui a tué Maathai et arraché un bras à Amin.

« Je pense que ces avantages essentiels, qui ont été longtemps consentis aux correspondants étrangers, le sont maintenant aussi aux correspondants locaux », affirme-t-il, ajoutant que la situation n'est pas la même pour les journalistes locaux travaillant pour les médias locaux. « Ce n'est pas souvent le cas chez les diffuseurs locaux africains », explique-t-il. « Bien que nous puissions faire des reproches aux diffuseurs internationaux, à vrai dire ceux-ci traitent désormais leurs équipes locales mieux que les entreprises de médias locales traitent leur personnel ».



Photo courtesy CAMERAPIX

Mo Amin couvrant la guerre à Aden sous un masque à gaz.

Les entreprises locales de médias pourraient aussi bien faire de coopérer pour lutter contre ce que Salim Amin décrit comme la plus importante menace sécuritaire à laquelle font face les journalistes africains – la culture d'impunité qui permet à quiconque de librement harceler, menacer et arrêter des journalistes sans crainte de poursuites et de sanctions.

« Il n'y a pas assez de solidarité entre les entreprises de presse locales », di-il. « Si quelque chose arrive à l'un de leurs journalistes, ils doivent se regrouper et faire beaucoup de bruit à ce sujet, de manière à obtenir de la publicité susceptible d'amener les auteurs à réfléchir au moins à deux fois avant de récidiver, ou d'encore nuire à un journaliste ». ■

■ AFRICA 24 MEDIA :

<http://www.a24media.com/>

AUX PHILIPPINES : PRIORITÉ ET SOUTIEN AUX JOURNALISTES COMMUNAUTAIRES

Red Batario admet qu'il a été jadis jeune et stupide.

Comme jeune journaliste, Batario ne pensait pas embarquer en convois militaires dans des zones rebelles ou couvrir des conflits avec casque et gilet pare-balles. Il ne pensait pas aux risques. C'est juste ce qu'on fait quand on est jeune et qu'on essaie de se faire un nom par soi-même.

Il en sait plus aujourd'hui.

« Je suis allé en mission dans des zones rebelles, dans les zones de conflit de Mindanao, et Visayas, et dans certaines parties de Luzon, et je voyageais avec des soldats dans des camions militaires, sachant bien qu'ils passeraient par des zones très difficiles », dit Batario. « Je n'ai compris que plus tard, à partir des points de vue différents, que beaucoup de journalistes en étaient au même point ».

« Nous mettons nos vie en danger et nos maisons mères ne semblaient s'en soucier, elles ne se préoccupaient que des articles que allions écrire », dit-il. « De mon temps, il n'y avait aucune mesure de sécurité de la part des organes d'information, même pas de séances d'information ou de protocoles sur la sécurité, et encore moins du matériel de sécurité. On vous envoie juste en mission, et à vous de vous débrouiller pour survivre. C'était vraiment au reporter d'user de son instinct pour survivre, d'être en mesure de rédiger son article. Je sens que, à dans diverses circonstances, je mettais ma vie en danger. Je n'y pensais pas beaucoup ».

Batario vit à Manille, mais il a effectué l'essentiel de ses reportages à la campagne. Il a commencé par noter que si la prise de risque était son choix propre, ses collègues des campagnes étaient en danger bien malgré eux.

Peu d'entre eux avaient bénéficié d'une formation quelconque. Certains pouvaient difficilement être dits journalistes – c'étaient plutôt des gens qui faisaient du reportage parce que personne d'autre dans leurs communautés ne le faisait.

« Ce que j'ai observé, c'est que très peu de reportages sur le terrain étaient en rapport avec ce qu'étaient les aspirations des gens, et habituellement les voix entendues sont celles des puissants : les riches, les élites, les politiciens et le grand capital, mais rarement les petites gens font entendre leurs voix », dit Batario.

En même temps, autour de l'an 2000, « nous avons remarqué que le nombre de journalistes tués aux Philippines commençait à augmenter », rappelle-t-il.

Intéressé par d'autres perspectives, Batario a abandonné la couverture des rebellions pour assumer une nouvelle mission : contribuer à aider le journalisme communautaire en organisant des formations idoines, la formation en matière de sécurité et l'assistance financière à ceux qui en avaient le plus besoin, les journalistes communautaires de province.

En 2001, avec des collègues aux vues similaires, ils ont créé le Centre de journalisme et développement communautaire, destiné à renforcer la production d'informations dans l'espace rural et à développer l'engagement des médias citoyens à traiter les sujets locaux. Il oeuvre aussi à la sécurité des journalistes en partenariat avec l'Institut international de sécurité de l'information pour dispenser les formations sur un environnement hostile, les premiers soins et la prise de conscience des traumatismes ainsi que des activités de sensibilisation.

« Nous sentions que nous devions combler le fossé et dispenser aux journalistes de province certaines formations, renforcer certaines compétences, parce qu'on en manque dans beaucoup d'endroits des

Philippines », dit Batario. « Dans ce pays les opportunités pour les journalistes existent pour ceux qui travaillent dans le grand Manille. Mais à mesure que vous aller plus loin, il est plus malaisé d'accéder à des formations, d'accéder aux soutiens quand quelque chose va mal, ou au soutien juridique, ou aux conseils en matière légale ».

« Nous avons pensé qu'avec le centre, nous sommes en mesure d'apporter un moyen ou une plateforme pour changer les choses », explique-t-il.

Cependant, le Centre de journalisme et développement communautaire ne réalise pas ces activités en vase clos. « Il n'y a pas que nous, nous ne prétendons pas à l'exclusivité pour l'expertise et les ressources, nous devons travailler avec d'autres groupes de journalistes et d'organisations de la société civile en plusieurs endroits à travers les Philippines ».



Photo crédit: Raul Batario

Scène de kidnapping au sud des Philippines.

Le Centre est un membre fondateur du Fonds de liberté des journalistes philippins, qui offre le soutien économique et légal aux familles des journalistes tués, des frais scolaires à leurs enfants, et financent les enquêtes sur leur décès. Les autres membres du fonds sont le Centre pour la liberté et la responsabilité des médias et le Centre philippin de journalisme d'investigation.

Il est aussi membre du Réseau de réduction des (effets) des désastres des Philippines, qui soutient les efforts publics et privés de résilience aux désastres, ainsi que de la Coalition 'Droit de savoir maintenant' qui lutte pour la liberté de l'information, liberté qui a aussi des conséquences pour le journalisme.

De plus, le centre collabore avec l'Institut du reportage de la paix et la guerre, MindaNews et l'Union nationale des journalistes des Philippines au renforcement des reportages de dénonciation de conduites de corruption dans le secteur public et à la promotion des meilleurs pratiques contre la corruption, en offrant aux journalistes et aux citoyens des occasions de travailler ensemble, parfois sous forme de groupes d'action communautaires.

Le centre organise des séminaires et des ateliers de formation sur le journalisme public, le rôle des médias dans la démocratie, les médias et la gouvernance, la sûreté et la sécurité des journalistes, aux Philippines et dans tout le Sud-Est asiatique. A deux reprises, il a fourni, en partenariat avec des psychologues bénévoles, du soutien psychologique à des

journalistes victimes de désastres. Et il a établi des réseaux régionaux et provinciaux de journalistes et d'organes de presse pour promouvoir une meilleure participation citoyenne à la gouvernance.

Les projets du centre sont soutenus par des partenaires internationaux de développement, dont le PNUD-Philippines, le Fond des Nations Unies pour la démocratie, la Fondation Ford, l'Agence américaine de développement international (USAID), The Asia Foundation, Oxfam-GB, Christian Aid et la Friedrich Naumann Stiftung, entre autres.



Photo crédit: Raul Batario

Evaluation de l'ouragan Haiyan.

Les Philippines ont par ailleurs souffert de la plus grande tuerie de masse de journalistes au monde, le massacre de Maguindanao en 2009, au cours duquel 59 personnes, dont 32 journalistes avaient été kidnappés et tués alors qu'ils allaient déposer un certificat de candidature en faveur d'un homme politique local qui affrontait un clan politique local.

Un survivant du massacre a raconté que la formation sécuritaire reçue lui avait sauvé la vie.

« Il m'a dit que lui et un collègue, après avoir rejoint le convoi dans un premier temps, devaient rebrousser chemin vers leur hôtel parce qu'ils avaient oublié leur ordinateur », raconte Batario. « Quand ils sont arrivés là, la réception leur a dit qu'un groupe non identifié d'hommes était venu le chercher et avait demandé s'il avait déjà rejoint le convoi.

« Il a dit que cela a déclenché l'alarme dans son esprit, il s'est souvenu de la formation dans un environnement hostile portant sur un) noter toutes choses sortant de l'ordinaire, deux) s'interroger pourquoi on le pointait du doigt, trois) se méfier des changements de dernière minute, et quatre) à savoir que l'organisation des convois semblait complexe. Il a envoyé des sms et tenté d'appeler ses collègues qui précédaient, mais ne put pas les joindre. On était au milieu de la matinée et les membres du convoi étaient déjà morts ».

Bien que la formation à la sécurité peut être efficace, elle n'est pas suffisante, dit Batario, en particulier dans un environnement où le respect des droits humains est dénigré. *« Il renforce davantage la culture d'impunité, et je pense que c'est la situation à laquelle nous faisons tous face, à laquelle nous essayons de remédier sur plusieurs fronts ».*

« Dans une certaine mesure, nous parlons de campagnes de sensibilisation pour aborder la culture d'impunité » dit-il. « Nous ne travaillons pas seulement avec les groupes médiatiques locaux aux Philippines, mais aussi des groupes internationaux, des instances de droits humains, des groupes de liberté d'information et plusieurs autres. La formation pour la sécurité, la formation pour un environnement hostile que nous dispensons aux journalistes ne sont qu'une partie de cette activité, nous ne pouvons qu'apprendre aux journalistes comment rester en vie, comment survivre, mais ce n'est qu'une petite part de l'ensemble de la question sécuritaire. Nous devons être en mesure d'aborder ce problème de manière plus stratégique ». ■

■ **CENTRE DE JOURNALISME ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE :**

<https://ccjdphils.wordpress.com/>



Photo credit: Red Botario

Campagne contre l'impunité.

MARIA RESSA OU COMMENT RÉSISTER AU HARCÈLEMENT EN LIGNE

Par Julie Posetti *

Maria Ressa est une ancienne correspondante de guerre de CNN mais aucune de ses expériences sur le terrain ne l'avait préparée à résister à la campagne massive et ravageuse de harcèlement sexiste en ligne qui la ciblait depuis 2016. « On m'a traitée de vilaine, de chienne, de serpent, menacée de viol et de meurtre », dit-elle. Combien de temps a-t-elle reçu des menaces de mort en ligne ? Elle en a perdu le compte. « Bon sang, il y en avait eu tant ! ».

Journaliste de plus de trente ans d'expérience, Ressa est la directrice générale et directrice exécutive du prospère puissant média social d'information Rappler², basé aux Philippines.

En plus d'être menacée de viol et de meurtre, elle a été victime de campagnes de hashtags comme #ArrestMariaRessa et #BringHerToSenate, conçus pour mobiliser des foules en ligne en vue d'attaquer et discréditer en même temps Ressa et Rappler, et dévaluer leurs reportages.



Copyright: Maria Ressa

Maria Ressa s'adresse à une conférence de l'UNESCO, lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse, à Jakarta, en janvier 2017.

Dans ce pays, tout journaliste enquêtant librement sur la politique est soumis à un harcèlement en ligne, omniprésent et soigneusement coordonné, dit-elle. Spécialement s'il s'agit d'une femme.

« La campagne à commencé par une spirale de silence. Quiconque se montrait critique ou posait des questions sur les meurtres extrajudiciaires était attaqué, brutalement attaqué. C'était pire pour les femmes », dit-elle. « Nous avons alors compris que le système est mis en place pour museler la dissidence – conçu pour mâter les journalistes. Nous n'étions censés pas poser les questions embarrassantes, et certainement pas supposés être critiques ».

Ces attaques représentent une menace réelle pour la sécurité psychologique, numérique, voire physique des journalistes, ajoute-t-elle. Mais elle refuse de se laisser intimider par des armées de « super trolls », qu'elle croit être partie prenante d'une campagne de déstabilisation de la démocratie aux Philippines. Elle admet que les attaques constantes la font réfléchir à deux fois avant d'écrire des articles qui serviront de paratonnerres aux attaques. « Alors je me lance et produis un papier encore plus dur ! Je refuse juste de laisser l'intimidation gagner ».

² <http://www.rappler.com/>

LE JOURNALISME D'INVESTIGATION, UNE ARME DE CONTRE-ATTAQUE

Ses réponses aux menaces comprennent des reportages d'investigation sur les inextricables problèmes de harcèlement, désinformation et informations mensongères en ligne. Elle croit au braquage de lumière sur les agresseurs. Mais après que Rappler ait publié une série d'articles décrivant l'impact corrosif du harcèlement ('trolling') politique organisé aux Philippines en octobre 2016, les menaces de viol et de violence ont augmenté spectaculairement.

La série a utilisé les techniques d'analyse des méga-données pour montrer qu'un « réseau de marionnettes » de vingt-six comptes Facebook influençait près de trois millions d'autres comptes basés aux Philippines. Derrière ces 'marionnettes' il y avait trois « super trolls », comme les surnomme Ressa. Leur objectif consistait à instiller de la désinformation et de fomenter des attaques ciblées. « *Ils pouvaient implanter des messages dans les groupes, enflammer ceux-ci qui pouvaient dès lors devenir un groupe d'attaque contre la cible* », dit-elle.

Les jours qui suivirent la publication de la série (d'articles) de Rappler intitulée 'Propagande de guerre : militarisation de l'Internet'³, elle a reçu une moyenne de quatre-vingt-dix messages à l'heure. Elle considère l'un d'eux comme la « première menace de mort » crédible contre elle.

Les messages ont afflué pendant des mois. « *Cela est arrivé si vite et si fréquemment, que je n'ai compris à quel point c'était anormal* », dit-elle. Le résultat fut d'abord d'atténuer les sérieux menaces dans son esprit. « *J'ai vraiment hésité entre ce qui était réel et ce qui ne l'était pas. Comment dois-je réagir, dois-je réagir ?* ». Ces questions sont familières aux journalistes et rédacteurs en chef en lutte contre l'impact du harcèlement en ligne.

Parler haut et dénoncer apportent de la protection grâce à la prise de conscience, pense Ressa.

DEMANDER AU PUBLIC FIDÈLE DE CONTRIBUER A LA RIPOSTE

Début 2017, Ressa a reçu un autre message qui l'a abasourdi. Il s'agit d'un genre de menaces auxquelles les femmes journalistes sont de plus en plus confrontées dans le monde : un appel pour qu'on la viole en bande et qu'on la tue. Un jeune homme a écrit sur la page Facebook de Rappler :

« Je veux que Maria Ressa soit violée à mort à plusieurs reprises, je serai si content si cela arrive lors de la proclamation de la loi martiale, ça me mettra de la joie au cœur ».

Ressa a riposté comme tout journaliste en ligne qui comprend le pouvoir du public. Elle a demandé à sa communauté en ligne de l'aider à identifier l'auteur de la menace, qui utilisait un compte Facebook sous un faux nom. Ils ont joué le jeu. Avec l'aide de ses supporters, Ressa a pu identifier l'homme de 22 ans, étudiant à l'université. Quand son université a été informée de ses activités, il a été forcé d'appeler Ressa et de présenter ses excuses.

Puis, au cœur d'une tempête déclenchée par un article délibérément tendancieux posté sur un site de fausses informations qui citait inexactly Ressa, des membres actifs et en retraite de l'armée philippine en ont rajouté en termes d'agressions et de menaces. De nouveau, elle a activé sa communauté en ligne pour riposter, et un 'internaute' a écrit une lettre ouverte au chef de l'armée des Philippines, le général Eduardo Ano, lui demandant d'intervenir.

Une fois encore, cette activation de ses réseaux a été payante. Le Général Ano, excédé par l'incident, a diligenté une enquête et publié des excuses officielles : « *Nous présentons nos excuses publiques à Melle Maria Ressa pour le préjudice émotionnel, l'anxiété et l'humiliation que ces irresponsables commentaires lui ont causé* », a-t-il écrit.

³<http://www.rappler.com/nation/148007-propaganda-war-weaponizing-internet>

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ EN LIGNE ET HORS LIGNE EN RIPOSTE AU CYBER-HARCÈLEMENT

Comme Ressa a commencé à le comprendre, les menaces en ligne pour nuire à un journaliste, ou inciter d'autres à lui nuire, doivent être prises au sérieux⁴. On ne peut pas simplement les traiter en les bloquant, muselant, dénonçant, supprimant et ignorant, parce que : « *on ne sait pas quand elle passe du monde virtuel et pénètre dans le monde réel* ».

En réponse, Ressa a décidé d'améliorer la sécurité dans les rédactions de Rappler et d'offrir de la protection aux journalistes qui subissaient le pire des attaques en ligne. « *Les limites étaient franchies où je devais me préoccuper de la sécurité. Quand on a des gens tués chaque nuit dans la lutte antidrogue et on a ces menaces en ligne, on n'a pas le choix en tant que responsable d'une entreprise que d'améliorer les conditions de sécurité des gens qui travaillent pour vous* ».

Parallèlement, elle a renforcé les défenses en ligne, tout en apportant du soutien psychologique. Elle n'a pas retiré ses journalistes des missions de reportage ni les a envoyés à l'étranger. Et elle laisse ouverts ses recours juridiques. Le volume considérable des attaques fait qu'il n'est pas possible de les suivre une à une, dit Ressa. Mais Rappler enregistre chaque menace en ligne et conserve l'information pour une future action en justice. « *Nous mettons en place des protocoles de gestion de menaces en ligne. Nous envisageons les voies disponibles de tenir les auteurs responsables. L'impunité actuelle ne peut pas durer ainsi. Nous devons trouver des solutions* ».

EN APPELER À LA RESPONSABILITÉ DES PLATEFORMES

La page Facebook publique de Ressa est la cible de quelque 2 000 commentaires immondes tous les jours, explique-t-elle.

« *La machine de propagande l'utilise pour créer de l'anxiété et alors nous avons affaire à de vrais gens qui croit ces insanités. Ça nous prend beaucoup de temps* », dit-elle. « *C'est comme jouer au tape-taube* ».

Elle rejette l'idée qu'il revient aux journalistes de discipliner les plateformes en reportant sans fin les problèmes. « *Bloquer, museler, dénoncer... quand on en reçoit tant, ça prend vraiment beaucoup de temps. On n'a pas assez de temps dans une journée. Nous avons aussi des tâches à accomplir* ».

Tout en reconnaissant l'ampleur du défi auquel Facebook est confronté, Ressa est catégorique sur le fait que la seule manière d'avancer est que le média social géant prenne ses responsabilités dans cette affaire et endosse son rôle d'éditeur d'informations.

C'est pourquoi elle a commencé à sensibiliser publiquement (l'opinion) pour que Facebook monte au créneau. Elle est aussi allée voir directement la compagnie avec les données montrant l'ampleur du problème.

Dans le cours terme prévisible, « *le seul groupe qui dispose du pouvoir de rétablir un peu d'ordre et de courtoisie c'est Facebook... Ne rien faire revient à se démettre de ses responsabilités* ».

LES CHOCS ÉMOTIONNELS ET PSYCHOLOGIQUES DOIVENT ÊTRE PRIS AU SÉRIEUX

Les femmes journalistes s'entendent souvent conseiller de « s'endurcir » ou de « développer une peau plus épaisse », et qu'il y a une riposte commune à celles qui subissent le harcèlement sexiste en ligne. Mais l'effet cumulatif de la dérision permanente – fréquemment reçue via l'outil personnel qu'est le téléphone mobile – doit être reconnu, dit Maria Ressa.

⁴<http://www.smh.com.au/lifestyle/news-and-views/swedish-broadcaster-alexandra-pascalidou-describes-online-threats-of-sexual-torture-and-graphic-abuse-20161124-gswuwv.html>

Pas seulement parce que les dommages comprennent des conséquences bien connues⁵ sur le bien-être émotionnel et psychologique, mais du fait de (l'auto)censure et de la perte de confiance.

« On s'en prend à votre physique, à votre sexualité. Quand on est dénigré et dépouillé de sa dignité de cette manière, comment peut-on garder sa crédibilité ? Toutes ces choses se conjuguent vers un seul but, qui consiste à empêcher les journalistes de faire leur travail », dit Ressa.



Maria Ressa parlant lors d'une conférence.

Elle a été choquée du niveau des attaques et dispensé conseils et soutiens aux journalistes de Rappler victimes, ainsi qu'aux équipes envoyés par les médias sociaux en première ligne, parce que : « Je ne veux pas que nos gens rentrent à la maison avec ces problèmes ».

Ressa entend aussi soutenir d'autres personnes victimes de violences en ligne mais qui peuvent ne pas être aussi résilientes que le personnel de Rappler.

« Nous nous regroupons pour nous aider les unes les autres à en sortir. Nous savons ce qui se passe – c'est fait pour nous intimider. Nous nous soutenons les unes les autres. Et je pense que nous nous en sortirons bien », dit-elle. « Je suis une optimiste et je pense que nous sommes forgées dans le feu et en sortirons plus fortes ». ■

SOURCES DOCUMENTAIRES :

■ **RAPPLER:** <http://www.rappler.com/>

■ **PROPAGANDA WAR: WEAPONISING THE INTERNET**

<http://www.rappler.com/nation/148007-propaganda-war-weaponizing-internet>

■ **11 POINT PLAN FOR MANAGING ONLINE HARASSMENT:**

<http://www.smh.com.au/lifestyle/news-and-views/swedish-broadcaster-alexandra-pascalidou-describes-online-threats-of-sexual-torture-and-graphic-abuse-20161124-gswuwv.html>

■ **OSCE: COUNTERING ONLINE ABUSE OF FEMALE JOURNALISTS**

<http://www.osce.org/fom/220411?download=true>

* Julie Poletti est responsable de Compétence rédactionnelle numérique chez Fairfax Media qui effectue des recherches sur la sécurité numérique, le harcèlement et la protection des sources en ligne comme chercheuse à l'Université de Wollongong. Elle est l'auteure de *Protection des sources des journalistes à l'ère du numérique*⁶, édité par l'UNESCO.

⁵ <http://www.osce.org/fom/220411?download=true>

⁶ <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002480/248054E.pdf>

AFGHANISTAN: PLANIFIER L'URGENCE ET RÉPONDRE À GRANDE ÉCHELLE

Quand les Talibans conquirent la province de Kunduz en 2015, l'une des premières choses qu'ils firent fut d'incendier presque toutes les entreprises de presse de la province.

Grâce à un réseau établi par le **Comité afghan de sécurité des journalistes** (www.ajsc.af) et d'autres organisations de la société civile, la plupart de journalistes et de militants des droits humains de la province répertoriés sur les listes des Talibans, ainsi que leurs familles, ont échappé à ce qui aurait signifié très certainement la mort.



Photo Farooq Jan Mangel AJSC

Photo courtesy of International Media Support

La destruction des entreprises de presse de la province figure parmi les plus graves tragédies du journalisme communautaire du pays, qui a été très affecté. Cependant, (elle a été l'occasion) d'une immense mobilisation sans précédent des journalistes hors de la province, et d'offres de soutien aux personnes déplacées, l'origine d'une histoire exemplaire de solidarité et de sécurité.

Le Comité afghan de sécurité des journalistes, créé en 2009 par **International Media Support (IMS)** (www.mediasupport.org) basé au Danemark, et leur conseillère média Susanna Inkinen, est un réseau rural qui emploie des journalistes et des formateurs de sécurité locaux à Kaboul et dans les bureaux régionaux, les entreprises de presse et les clubs de presse. C'est par exemple de modèle de sécurité communautaire, conseillé par un réseau de journalistes, de syndicats et de représentants de la société civile, souvent en collaboration avec les autorités et les forces de l'ordre locales pour améliorer la coopération entre eux. Ce vaste collectif d'intervenants en fait un mécanisme sans équivalent.

La prise de Kunduz par les Talibans a été sans conteste le meilleur test pour le réseau. Bien qu'il avait d'une longue expérience de riposte rapide aux cas d'urgence – y compris un scénario détaillé et un plan d'action pour Kunduz même – il n'avait jamais réalisé une opération qui impliquait le transfert de 132 journalistes et de leurs familles.

« L'AJSC a pu sauver beaucoup, beaucoup de vies, dans un cas où les Talibans incendiaient treize des seize entreprises de presse », confirme un membre du personnel de l'AJSC qui pour des raisons de sécurité souhaite garder l'anonymat. « L'énorme et rapide opération de riposte montre que les gens ont appris comment agir, comment planifier la gestion des risques, comment utiliser les techniques d'aide d'urgence, comment mettre à profit le soutien social entre homologues ».

« Certains déplacés étaient des hommes célibataires, d'autres des femmes célibataires, d'autres avaient deux femmes, quelqu'un en avait quatre, un autre huit enfants, de sorte qu'il s'agissait d'un énorme déménagement en urgence. Nous avons connu des opérations similaires mais pour un nombre plus restreint de journalistes », dit ce collaborateur. « Tout le monde a été choqué ».

L'année dernière, en 2016, a été l'année la plus meurtrière dans l'histoire de la presse afghane, selon le Comité de sécurité, qui a recensé 101 cas comprenant des assassinats, des agressions, des intimidations, de la violence et des blessures contre les journalistes. Treize journalistes ont été tués et on a enregistré 88 autres incidents violents perpétrés contre eux.

Toutefois le pays n'est pas un ensemble homogène. « On doit se rappeler que l'Afghanistan compte 34 provinces, et l'environnement de travail varie d'une province à l'autre », dit ce membre de l'AJSC. « La structure du pouvoir peut être très différente selon qu'on est dans une zone sous contrôle exclusif de l'Etat islamique, des Talibans et d'al-Qaïda, ou des frères Haqqani. Nous vivons tant de réalités différentes par rapport à la vie des médias ».



Le Comité de sécurité des journalistes afghans, par ailleurs soutenu par l'Agence suédoise de développement international (SIDA) a été clairement créé pour ce qu'il fait. Les services qu'il offre sont diversifiés.

Il propose un service d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, et entretient des abris dans tout le pays. Il dispense des formations relatives aux compétences de journalisme et de sécurité, y compris l'évaluation et la planification de la gestion des risques, le secours d'urgence, les médias sociaux et la sécurité numérique.

Le comité offre aux journalistes traumatisés le soutien psycho-social fourni par une équipe de psychologues et de conseillers en traumatisme. Il dispose de femmes coordinatrices de sécurité réservées aux femmes journalistes. Il offre des conseils juridiques. Et il forme même la police et les forces de sécurité pour promouvoir la coopération en matière de sécurité.

Pour les personnes forcées de quitter le pays, ou requièrent un traitement médical non disponible en Afghanistan, le comité entretient un centre d'hébergement en Inde, qui offre des formations à long terme en exil ou des études à l'université locale.

Le comité effectue aussi de la recherche et organise des actions de sensibilisation, de recensement des agressions contre les journalistes, de promotion des femmes journalistes et pour davantage de sécurité.

Toutes ces activités sont menées par un personnel à Kaboul, qui comprend un directeur, un responsable d'opérations, un responsable de situations d'urgence, des coordinatrices de sécurité, un conseiller juridique, un directeur administratif, douze coordinateurs de sécurité dans huit zones de tout le pays, ainsi que vingt-six bénévoles.

La responsabilité des initiatives revient aux Afghans, IMS et SIDA fournissent les fonds et le soutien technique. Mais la responsabilité locale reste le facteur le plus important, selon l'AJSC.

« Je pense qu'on doit agir au plus près du terrain que possible », dit l'agent de l'AJSC. « Si on vous vous immergez dans les communautés locales, vous connaissez la police locale, vous connaissez les forces de sécurité locales, vous connaissez les militants locaux des droits humains. Vous pouvez commencer le travail sécuritaire avec les entreprises de presse et les propriétaires des médias, et vous êtes en mesure d'améliorer la responsabilité et la compréhension ».



Photo Farooq Jan Mangal, AJSC

Photo courtesy of International Media Support

« Vous établissez les mécanismes de sécurité dans chaque province, dans chaque ville, et vous instaurez la coordination naturelle avec d'autres acteurs de la société civile, et basez votre travail sur l'analyse des risques », poursuit le membre du personnel de l'AJSC. « Et vous avez le rapport médiatique sur la situation, mais dans une perspective attentive au conflit, où on ne se plaint pas mais on essaie d'être davantage enclin à chercher des solutions. Par exemple, si la police constitue le principal risque, que peut-on faire pour minimiser et réduire les risques ? A-t-on de la formation pour la police ? Ou doit-on nommer quelqu'un 'policier du mois'. Il y a lieu d'avoir un dialogue avec elle ».

En plus de cette perspective locale, « il est vraiment important d'avoir une coordination internationale au niveau du pays », ajoute l'agent. « Il y a beaucoup à faire, mais nous devons nous assurer qu'il n'existe pas onze différentes sortes de formations. Mais si on les coordonne, si on partage les tâches, alors on n'alimente pas les différends. Cela ne signifie pas que tout le monde doit jouer la même partition. Mais la coordination améliore la sécurité, il vaut mieux analyser les risques et trouver des solutions communes, les aborder de concert et mettre davantage l'accent sur la coordination et la coopération au niveau international. Cela renforce le respect. Les journalistes locaux en seront les bénéficiaires ». ■

■ **COMITÉ DE SÉCURITÉ DES JOURNALISTES AFGHANS** : www.ajsc.af

■ **INTERNATIONAL MEDIA SUPPORT** : www.mediasupport.org

INDONESIE : INSTILLER LA CULTURE DE SÉCURITÉ DANS LES ESPRITS

Le caméraman de télévision n'avait aucune idée de sa sécurité personnelle, il est donc monté sur le pont d'un ferry en train de couler, et s'est noyé avec le bateau.

Ses collègues lui ont dit de jeter sa caméra et de se sauver, à l'évidence la caméra était trop précieuse à ses yeux. Et il ne portait pas de gilet de sauvetage. A en croire les journaux, aucun des journalistes présents ce jour-là n'en portait.

« *Il est mort noyé juste pour sauver sa caméra* », dit Eni Mulia, directrice exécutive de l'Association indonésienne pour le développement des médias, qui utilise cette histoire pour illustrer l'absence de culture de sécurité des journalistes de son pays.

« *C'est arrivé à quelqu'un qui travaillait pour la télévision nationale à Jakarta, mais nous pouvons imaginer que cela peut arriver n'importe où, cela peut arriver dans les médias locaux, dans n'importe quelle province d'Indonésie* », dit-elle. « *On prête si peu d'intérêt à l'environnement sécuritaire des journalistes* ».

Depuis sa fondation en 2006 l'association, active sous son acronyme indonésien de PPMN, aborde cette lacune. Bien que la sécurité ne soit pas au cœur de son activité, elle incorpore une composante sécuritaire dans toutes les sessions d'ateliers et séminaires professionnels qu'elle organise au bénéfice des médias indonésiens. Elle organise des ateliers de même genre avec un réseau de partenaires dans toute l'Asie du sud et du sud-est.

« *En Asie du sud-est particulièrement, nous avons compris que nous vivons les mêmes expériences et les mêmes défis, comme le développement de la démocratie* », explique Mulia. « *Chaque pays connaît ses propres conditions et a ses propres traditions en ce qui concerne la politique ou l'évolution démocratique. Mais je pense que nous faisons face aux mêmes défis, comme la liberté de la presse, la radicalisation, le professionnalisme des médias. C'est pourquoi nous pensons que nous pouvons échanger nos expériences, et que nous pouvons aussi apprendre des autres pays* ».

PPMN est un produit dérivé des réformes politiques du tournant du siècle (dernier). Les libéralisations politiques s'accompagnent d'ordinaire par une croissance considérable des médias d'information, et l'Indonésie n'a pas fait exception : le paysage médiatique a explosé pendant la « reformais » du pays, selon le terme dont on qualifie l'ère post-Suharto. Le nombre de périodiques est passé de 300 à 1 500, et celui des diffuseurs a de son côté crû de manière exponentielle.

« *On aurait dit des champignons après la saison des pluies* », dit Mulia.

Cependant cette explosion d'organes médiatiques a révélé un vide, la pénurie de compétences professionnelles médiatiques pour tout le monde.

Mulia et un groupe de collègues, tous les journalistes, se sont regroupés pour créer la PPMN à but non lucratif, pour offrir des compétences aux nouveaux médias et aux journalistes, surtout dans les zones rurales de province, par des fonds et d'autres soutiens fournis depuis des années par tout un éventail de partenaires internationaux et nationaux, y compris The Asia Foundation, Open Society Foundations, Tempo TV, l'Agence américaine de développement international (USAID), la Fondation Ford, le Fonds d'investissement pour le développement des médias, l'Agence australienne de développement international (Australian AID), le Centre européen de journalisme et beaucoup d'autres.

« *Nous avons eu la liberté, mais nous n'avons pas assez de compétences, d'enseignement ou de formation pour les journalistes, ce qui peut se traduire par une situation très dangereuse* », rappelle Mulia. « *Si les médias ne sont pas professionnels, ils ne seront pas en mesure de protéger la démocratie* ».

PPMN organise des ateliers professionnels, des formations en entreprise dans les organes médiatiques, des séminaires, des tutorats individuels, et des bourses de reportage pour les journalistes locaux.

« Nous abordons certains sujets qui importent aux journalistes, comme la corruption ou l'environnement, ou des questions marginalisées, le radicalisme et les conflits religieux », affirme-t-elle.



Photo courtesy of Indonesia Association of Media Development

Une session de formation organisée par l'Association indonésienne de développement des médias. Le nombre de médias indonésiens s'est accru substantiellement à la suite de la libéralisation politique, ainsi que la nécessité de disposer de plus de journalistes professionnels.

L'Association engage aussi des opérations d'urgence dans les zones de conflit et en cas de désastre.

« L'Indonésie subit tant de calamités naturelles, comme des tsunamis et des tremblements de terre. Dans ces cas, nous essayons d'aider les médias locaux à reprendre le travail et fournir les informations aux gens qui en ont véritablement besoin en temps de crise », dit Mulia.

La formation sécuritaire que PPMN intègre dans ses programmes de formation professionnelle s'appuie sur les conditions dans lesquels les journalistes du pays vont travailler par la suite. « Nous le faisons pour doter les journalistes d'informations sur la sécurité. Quand on reçoit une menace, qui doit-on alors appeler ? », explique-t-elle.

« Quand on enquête par rapport à l'administration, aux autorités, aux forces armées ou à la police locales, on aura ces menaces potentielles », note-t-elle. « En particulier dans les petites localités et les zones éloignées ».

L'association prend aussi elle-même la charge de ses bourses de reportage.

« Le coordonnateur du programme doit tout le temps suivre ses journalistes en mission sur le terrain, pour voir s'il y a menace éventuelle », dit Mulia. « Nous travaillons avec le Conseil de presse, si nous devons évacuer quelqu'un, ou si nous avons besoin d'aide pour un journaliste victime de graves menaces, nous pouvons agir très vite ».

Mulia cite le cas d'un reporter bénéficiaire d'une bourse d'investigation de la corruption politique dans la province de l'Ouest Kalimantan sur l'île de Bornéo.

« Un groupe de gens sont venus au bureau menacer le journaliste, si bien qu'il était obligé de rentrer au chef-lieu de province », raconte-t-elle. « L'affaire s'est résolue d'elle-même, il n'a pas dû être évacué ».

de la province, mais nous avons signalé le cas au Conseil de presse et à l'assistance juridique de la presse, ainsi qu'à d'autres associations de journalistes. Si quelque chose arrive, nous pouvons adopter une approche plus tactique de protection du journaliste ».

La plus importante initiative de PPMN est par ailleurs issue du sentiment de responsabilité envers les journalistes qui travaillent avec elle.

L'organisation est associée avec une agence d'informations régionale appelée Asia Calling, qui produit des reportages radiophoniques et d'autres contenus pour des centaines de stations de radio d'Indonésie et de toute l'Asie du sud-est, essentiellement par des pigistes à temps partiel travaillant pour d'autres organes de médias.



Photo courtesy of Indonesian Association of Media Development

L'Association indonésienne de développement des médias oeuvre au renforcement des capacités et à garantir la sécurité des journalistes.

« Nos journalistes viennent des pays qui connaissent les risques et les conflits, comme l'Afghanistan, le Pakistan et l'Indonésie elle-même », dit Mulia. « Dès lors nous avons compris que nous devons leur offrir ce genre de formation, parce que nous avons réalisé qu'il n'existe que peu de formations ou séminaires à ce sujet, et qu'il est un défi quotidien pour nos journalistes des zones de conflit. Certains journalistes ont déclaré que c'était la première fois qu'ils avaient ce genre de formation, qu'ils n'y avaient jamais pris part auparavant ».

« Nous avons compris qu'il y a si peu d'efforts déployés par les organes de presse pour organiser des formations en matière de sécurité pour leurs journalistes », dit-elle. « Même les grands organes médiatiques n'y pensent pas ». ■

■ ASSOCIATION INDONÉSIENNE DE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS :

<http://www.ppmn.or.id/en/>

CPJ : CHANGEMENT RADICAL D'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

Le Comité de protection des journalistes (CPJ) a acquis une nouvelle dimension depuis que Meryl Streep a appelé les gens à le soutenir.

Elle répondait aux vigoureuses attaques verbales du Président américain Trump contre la presse, ce qui à ses yeux montrait pourquoi des organisations comme le CPJ sont indispensables, même dans les démocraties établies.

La lauréate d'Oscar s'adressait à la cérémonie de 2017 des Golden Globe Awards, et elle invita le public à ne pas exempter le gouvernement de ses responsabilités et à soutenir l'organisation à but non lucratif CPJ comme un moyen d'agir en ce sens.

« Je ne demande à la riche presse étrangère de Hollywood et à nous tous dans notre communauté que de vous joindre à moi pour soutenir le Comité de protection des journalistes, parce nous allons avoir besoin qu'il aille de l'avant, et il a besoin de nous pour sauvegarder la vérité ».

Cette déclaration a suscité une augmentation immédiate de donations au CPJ, et davantage d'intérêt – au moins de la part du grand public – à l'égard de l'importance de son travail pour la liberté des médias.

Le CPJ est depuis longtemps sous les feux des projecteurs, même peut-être avec un public plus restreint que celui arrivé derrière Meryl Streep. Il organise d'importantes campagnes de sensibilisation au soutien de la liberté de presse depuis 1981, partout où ce droit est violé. A l'instar d'organisations similaires comme Reporters sans Frontières, il est une bête noire efficace pour ceux qui bafouent l'élémentaire droit humain à la liberté d'expression. Et lorsque les campagnes de sensibilisation ne suffisent pas, il les accompagne de programmes d'assistance pour apporter du soutien personnel aux journalistes en difficulté.

L'organisation ajoute désormais une nouvelle approche : un programme exhaustif de sécurité des journalistes, et en appelle à d'autres pour adopter une approche similaire.

« Nous voyons l'environnement sécuritaire aller de mal en pis », dit Maria Salazar-Ferro, cheffe de l'équipe 'Réponse d'urgence' du CPJ mise sur pied en octobre 2016, comme l'axe central de la nouvelle orientation de l'organisation en matière de sécurité.

« D'après nos recherches, les choses n'ont jamais été pires qu'en ce moment », explique-t-elle. « Nous avons réellement été touchés l'été 2014, lors de la décapitation publique des (journalistes indépendants) Jim Foley et Steve Sotloff. En tant qu'organisation, on devait en faire davantage pour empêcher les journalistes les plus vulnérables d'avoir des ennuis et de les aider s'ils en ont ».

Quand une organisation aux états de service et à la réputation du CPJ change significativement de pied, c'est le moment de s'asseoir et prendre note.

« Nous avons décidé de nous étendre et de mettre en place quelque qui soit en mesure de répondre de manière holistique, d'une manière dynamique, pour les journalistes de ligne de front et les journalistes en danger », affirme Salazar-Ferro.

Le CPJ fait plus que se réorganiser en interne. Il invite d'autres à consacrer davantage de ressources à la sécurité. Il a lancé sa nouvelle initiative par un manifeste, un rapport multimédia intitulé *« La meilleure défense : les menaces contre la sécurité des journalistes exigent une nouvelle »*.

Le rapport aborde une variété de sujets : réduction des risques ; solidarité, connaissances et protection ; traumatisme et santé mentale ; techniques universelles de sécurité ; prix de

la protection et, plus importantes peut-être, des recommandations aux gouvernements, aux entreprises de médias, aux journalistes et aux formateurs en matière de sécurité des journalistes.

L'équipe d'interventions d'urgence est au cœur de la nouvelle approche du CPJ. Travaillant avec des partenaires du monde entier, y compris l'Alliance ACOS (voir plus haut 'La valeur de la coopération pour la protection des journalistes') et le réseau Journalistes en Danger, l'équipe apporte son soutien aux journalistes travaillant dans des environnements dangereux, y compris non seulement les correspondants de guerre mais aussi les journalistes locaux.

Il informe les journalistes des risques, promeut la mise en place de mécanismes d'évaluation des risques, et lorsque les choses vont mal, fonctionne comme une cellule de gestion de crise. Il cherche aussi à assurer que les traumatismes sont plus souvent pris en compte, dans la planification des missions et en fin de missions, et que les questions relatives au genre – les dangers particuliers auxquels les femmes journalistes font face – sont aussi davantage prises en considération.

« Nous avons vraiment le sentiment qu'on doit faire plus de choses pratiques, du travail concret en terme d'assistance aux journalistes vulnérables, et nous avons décidé d'améliorer notre effort de sécurité », dit Salazar-Ferro. « Nous avons réalisé que cela ne doit pas être la sécurité prise isolément, ce qui devrait faire sens est de travailler à la définition de quelque chose de plus global. Aussi nous préconisons que la sécurité accompagne l'assistance que nous apportons depuis 2001. Et nous encourageons notre spécialiste de sécurité numérique à aussi rejoindre l'équipe, de manière à ce que nous soyons en mesure d'apporter aux journalistes un soutien préventif, réactif, numérique, physique et psychologique ».

Entre autres choses, le CPJ remet à jour son guide de sécurité numérique. Il publie des conseils de sécurité propres aux situations à haut risque pour les journalistes et les diffuse sur les réseaux des freelances et d'autres canaux. Des précautions de sécurité pour Mossoul, en Iraq, publié début 2017, soulignait le danger potentiel d'armes chimiques, comprenant des informations détaillées et spécifiques sur la conduite à tenir si elles étaient utilisées. Des conseils ont aussi été donnés concernant les manifestations contre les élections américaines mettant en garde les journalistes de faire attention aux menaces et à se protéger.

L'équipe envisage aussi de déployer son coordinateur de sécurité dans des points chauds où cette personne devrait donner aux journalistes les dernières informations de terrain, et aussi plaider en leur faveur et insister pour davantage de protection.

Le CPJ intensifiera aussi certaines des activités qu'il fait le mieux : davantage de campagnes auprès de mécanismes internationaux comme les Nations Unies, insistance sur la sécurité des journalistes et davantage de sécurité pour les journalistes.

« Il s'agit en réalité d'avoir en interne quelqu'un à temps plein au service des journalistes en danger, avant qu'ils ne soient vraiment en difficulté », affirme Salazar-Ferro. « L'idée consiste à contribuer à réduire les risques. C'est relativement nouveau pour nous. Nous nous impliquons quand les gens sont en danger. Ce que nous essayons de faire est d'empêcher les risques de se concrétiser ».

Ce que le CPJ ne fait pas c'est la formation en matière de sécurité. *« Nous pensons qu'il y a beaucoup d'organisations avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration qui dispensent d'ores et déjà d'excellentes formations, de sorte que nous ne sentons pas la nécessité de les faire »,* affirme Salazar-Ferro.

Cette coopération est une composante essentielle et, par le biais d'ACOS et d'autres mécanismes, de plus en plus d'organes de médias se regroupent pour rendre leur travail plus efficace. Aujourd'hui beaucoup d'organisation – et pas seulement le CPJ et des organisations de même nature, mais aussi des organisations de développement des médias et des ONG spécialisées dans la sécurité – s'efforcent de combler les lacunes, de ne pas doubler, et d'étendre la portée des initiatives de sécurité.

L'équipe d'interventions d'urgence est basée à New York, où elle travaille avec les vastes réseaux CPJ et avec ses propres représentants régionaux en Belgique, en Colombie, au Kenya, au Mexique, au Nigeria, en Thaïlande et au Royaume-Uni.

« A ce stade, c'est tout un ensemble d'initiatives de compétences et d'identification des endroits où nous pouvons travailler et d'identification des réseaux avec lesquels nous pouvons travailler », dit Salazar-Ferro. « Nous voyons notre travail comme un partage de connaissances ».

En plus de travailler avec des freelances internationaux et les entreprises médiatiques qui les emploient, *« nous travaillons à établir des réseaux locaux, via nos propres réseaux régionaux, réseaux où nous pouvons travailler surtout avec les rédacteurs en chef, les former et leur permettre d'établir leurs propres réseaux de sécurité, qui croyons-nous seront plus efficaces que la formation « parachutée », ajoute-t-elle.*

Dans un monde idéal, les programmes de sécurité devraient suffire à protéger les journalistes de manière à rendre les programmes d'assistance obsolètes. Mais nous ne vivons pas dans un monde idéal et les programmes d'aide continueront.

« Si la sensibilisation, qui est notre activité traditionnelle, ne suffit pas, nous emmenons l'équipe d'assistance, quand un journaliste est en danger », explique Salazar-Ferro. « Fondamentalement, nous aidons les gens menacés de prison ou qui y sont, ou en butte à des attaques physiques imminentes ou ont été agressés, des gens forcés de s'exiler. Nous pouvons offrir des bourses d'urgence pour contribuer à rémunérer les avocats ou à l'évacuation ou à sensibiliser le système des Nations Unies ou les ambassades au cas où les gens sont contraints à l'exil ».

« Nous ne faisons pas cela seuls », insiste-t-elle. « Nous sommes une partie d'une coalition assez large et de très haut niveau formée de plusieurs organisations qui font le même genre de travail ». ■

■ LE RAPPORT :

<https://cpj.org/reports/2017/02/Best-Defense-Threats-Safety-Journalists-Freelance-Emergencies-Attack-Digital.php>

BRÉZIL: QUAND UN JOURNALISTE EST TUÉ ET QUE PERSONNE NE S'EN SOUCIE, QUI MÈNERA L'ENQUÊTE ?

Parler de crimes réels était le genre que Guilherme Alpendre croyait être la meilleure manière d'attirer l'attention sur les meurtres des journalistes au Brésil, et il voulait écrire un best-seller pour rompre le silence.

Finalement il a été convaincu – à contre-cœur – en discutant, qu'il y avait de meilleures solutions à l'ère numérique.

Les assassinats de journalistes au Brésil sont un problème en province, où le meurtre musèle la critique et où peu de gens s'en soucient. Ces agressions sont dramatiques, mais elles attirent peu d'attention, sauf peut-être un insipide entrefilet dans un journal local, écrit sur la base d'un rapport de police laconique ou un rapport international qui fait d'un journaliste assassiné une statistique.



Photo courtesy ABRAJI

Guilherme Alpendre, directeur exécutif d'ABRAJI.

« D'abord, j'avais eu l'idée de décrire une douzaine des cas de journalistes tués au Brésil. Pourquoi ? Parce que peu de personnes qui écrivent sur les journalistes assassinés le font de manière à retenir l'attention des lecteurs – comme un énorme rapport truffé de données, et un ou deux paragraphes sur le meurtre ou l'agression perpétré contre chaque journaliste », dit Alpendre. « Nous ne devons plus faire ainsi ».

Alpendre, directeur exécutif de l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (ABRAJI), croyait qu'il serait facile de trouver un bon auteur parmi les membres (de son association). « L'idée était que, faisons de tous ces assassinats un best-seller, un roman policier, que les gens liront, auquel les gens s'identifieront, et peut-être seront-ils plus sensibles à la situation ».

Malheureusement, il y a assez de matière pour un tel livre. Un journaliste de radio a été tué en studio, en pleine émission, le micro ouvert, par quelqu'un qui est entré dans le studio et lui a tiré dessus. « Les gens en ville ont entendu le meurtre. C'était vraiment effrayant, cette affaire ».

Où le meurtre de deux journalistes enquêtant sur le crime organisé le long de la frontière

du Brésil avec la Bolivie. Ces meurtres n'ont pas arrêté les enquêtes, de sorte que les tueurs sont revenus et ont assassiné le propriétaire du journal. « C'était un moyen très efficace de museler la presse », observe Alpendre.

Ou encore ce qu'Alpendre appelle les méthodes « régulières » des assassinats : le mitraillage d'un journaliste sur le chemin de retour chez lui, par deux types à moto qui l'ont tué.

Le Brésil continue à être un des lieux du monde dangereux pour les journalistes, mais la majorité des meurtres se commettent dans les petites villes de l'arrière-pays, pas dans les grandes agglomérations, et peu de gens en entendent parler.

Il y a de nombreux exemples. Tragiques. De quoi écrire un livre poignant, et un moyen d'attirer l'attention.

Seulement, les collègues d'Alpendre pensaient qu'un livre était un moyen limité et qu'une approche différente aurait plus d'impact.

« Je suis quelqu'un d'entêté, de sorte qu'il leur a fallu beaucoup de temps pour me faire abandonner l'idée du livre et travailler uniquement avec les histoires, de bonnes histoires offertes au public sur l'Internet, avec des photographies, des textes, de courtes vidéos, des documentaires. Ils m'ont dit que ce serait un bon moyen de mettre le message à la portée de beaucoup de gens au Brésil. J'ai été alors convaincu et le projet a commencé ».

Le « leur » de cette histoire comprenait Open Society Foundations, qui a accepté de financer la tentative de raconter les récits de meurtres en un projet multiplateforme numérique qui empruntait désormais des directions imprévues.

Quoique l'idée première cherchât à attirer l'attention et à réactiver les investigations des meurtres de journalistes, elle a produit une seconde initiative, plus ambitieuse : une force de réaction rapide de journalistes d'investigation. Recrutés dans les médias de tout le pays, avec le soutien de l'Association brésilienne des journaux, il s'agit d'enquêter sur les meurtres de journalistes dès qu'ils ont lieu.

L'initiative consiste en une équipe disponible pour voyager partout où un journaliste est tué, commencer une enquête immédiate, et en rendre compte dans tous les médias participants du pays.

Pas d'affaires classées. Les cas nouveaux, du genre de ceux jadis qui n'attiraient pas l'intérêt du pays et pour lesquels une attention particulière aurait motivé les autorités à poursuivre les coupables.

« L'idée est que nous disposions d'un article écrit par tous ces reporters au terme d'un travail collectif, article à publier le même jour dans tous les journaux participants à l'initiative », dit Alpendre. « Notre propos est de couvrir ce qui est arrivé, le crime, et d'essayer de découvrir sur quoi le journaliste enquêtait. Ainsi, s'il (ou elle) enquêtait sur la corruption, nous aurons six reporters examinant attentivement le monde politique local, et peut-être ils peuvent mettre quelque au jour ».

« La méthode mettra beaucoup de pression sur la police locale, et elle aura, je suppose, un effet réellement dissuasif dans l'avenir, à savoir que l'assassinat d'un journaliste aura un coût élevé, en termes de conséquences pour le meurtrier ».

Dans la première partie du projet, commencée début 2017, des journalistes examinent les meurtres de sept journalistes dans quatre régions du pays, en mettant l'accent sur les assassinats des journalistes dans le nord et sur les meurtres le long de la frontière du Brésil avec la Bolivie, et sur les assassinats à la triple frontière avec l'Argentine et le Paraguay où le trafic de drogues, la prostitution et la contrebande sont endémiques. Les comptes-rendus, en vidéos et textes, étaient censés être publiés au milieu de l'année 2017.

En ce qui concerne la seconde idée, l'équipe de réaction rapide sera formée de près de six reporters prélevés dans différents médias, ils auront leur propre rédacteur en chef et seront coordonnés par l'association des journalistes d'investigation.

« Si quelqu'un est tué dans un petit village de l'arrière-pays, nous contacterons tous ces reporters, leurs rédacteurs en chef et les propriétaires de leurs journaux, ils auront une semaine, dix jours ou deux semaines de libre, ABRAJI paiera leurs billets, s'occupera de l'hôtel et les projettera tous aussi vite que possible dans la ville ».

« Les meurtres ont lieu dans l'arrière-pays, dans une petite ville, une petite station de radio, deux types à moto croisant un journaliste sur le chemin du retour à domicile, et lui tirent dessus dix fois, et le tuent, et la police n'enquête pas », s'indigne Alpendre. « Nous devons attirer l'attention sur ce genre de crimes. C'est le genre d'histoires que nous racontons ». ■

■ **ABRAJI :**

<http://www.abraji.org.br>

LA « TROPICALISATION » DE LA SÉCURITÉ : ADAPTATION DE LA RIPOSTE AUX CONDITIONS LOCALES

Le meilleur conseil à donner aux journalistes couvrant de dangereuses manifestations de rue : celui de tirer les leçons de ceux qui n'ont pas eu de chance.

Au Brésil, où les manifestations de rue ont été particulièrement difficiles à couvrir en toute sécurité, cela s'applique au cas d'une présentatrice de télévision qui a reçu du vinaigre au visage, les journalistes visés et tabassés par la police et les manifestants, ou de ceux sur qui on a tiré des balles en caoutchouc.

Ecoutez et apprenez, ou vous deviendrez une statistique : plus de 300 journalistes ont été agressés dans des manifestations de rue qui ont eu lieu dans tout le pays entre juin 2013 et décembre 2016. Plus inquiétant, quatre-vingts pour cent de ces attaques sont censées avoir été commises par des éléments de la police, et vingt pour cent par les manifestants eux-mêmes, selon l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (ABRAJI), qui a présenté ces données lors d'une séance publique en septembre 2016, ce qui a conduit le bureau du procureur général de l'Etat de São Paulo à publier onze recommandations à observer par la police militaire et ses officiers lors des manifestations. Les mesures comprennent l'adoption de protocoles de suivi, la formation des officiers de police, des mécanismes de détermination des responsabilités et j'en passe.

Les jours où les manifestants accueillaient les journalistes comme témoins – ces jours où ils scandaient le fameux 'Le monde entier nous regarde' – ont été remplacés par un environnement où les journalistes doivent dissimuler leur profession pour éviter les attaques. Dans beaucoup d'endroits, le rôle des journalistes en tant que yeux et oreilles de la société n'est pas compris, et les médias traités en ennemis.

Dans ce monde, on a intérêt à aller à une manifestation préparé à se protéger.

Pour aider les journalistes à éviter les écueils, l'ABRAJI a recueilli les expériences de victimes des violences de 2013 dans un guide, le Manuel de sécurité pour la couverture des manifestations au Brésil. On l'a édité en portugais comme en espagnol et en anglais, un geste significatif qui permet aux journalistes venus de l'étranger de tirer profit des conseils.

Aux témoignages des victimes, ils ont ajouté des conseils recueillis dans les expériences internationales, avec l'aide de l'Institut international de sécurité des informations (INSI), entre autres – mais ils les ont adaptés pour correspondre à la situation spécifique du Brésil, nommant ce processus la « tropicalisation » des conseils de sécurité.

« Tous les guides disent 'cherchez les forces de sécurité si avez besoin d'aide' mais nos collègues disent 'non, ne faites pas ça !' parce que certains policiers peuvent aussi être vos ennemis '. De ce fait c'est une sorte de guide tout à fait différent », dit Guilherme Alpendre, directeur exécutif de l'ABRAJI.

Le guide couvre les questions juridiques, l'importance de l'analyse des risques, des conseils d'aide d'urgence, les précautions à prendre pendant les manifestations et les mesures de sécurité à prendre immédiatement après la fin des manifestations.

Il comprend aussi une mise en garde : *« ces conseils doivent être lus de la même que lorsqu'on écoute des collègues qui ont vécu des situations similaires, en gardant toujours à l'esprit qu'ils ne sont pas des règles universelles valides dans toutes les cas. Ce manuel peut aider un reporter à réduire son exposition aux risques, mais jamais à les éliminer complètement... Chacun est, au bout du compte, responsable de ses décisions et postures, qui doivent être adaptées aux circonstances relatives à chaque situation. Dans ce contexte, la première et principale décision à prendre par le reporter est de savoir s'il/elle se sent en mesure d'accepter la mission qu'on lui assigne ».*

Même placés face à une possible attaque pour la seule raison de leur présence, les journalistes continuent à affronter les manifestants pour faire leur travail – et accomplir leur nécessaire travail de fournir à la société des informations critiques, même si ce rôle est parfois oublié.

En recueillant ces cas d'attaques de journalistes, l'ABRAJI a pris en considération des informations détaillées sur non seulement ceux qui ont été agressés et pour qui ils travaillent, mais aussi qui l'ont commises (la police ou les manifestations), quelle genre d'attaque (passage à tabac, balles de caoutchouc, harcèlement), et si les journalistes étaient oui ou non spécifiquement ciblés à ce titre.

Cette liste, un énorme document, est une litanie des atrocités. Rossés. Tirs à balles en caoutchouc. Gaz lacrymogène. Equipements incendiés.

« Par exemple, quelqu'un a lancé du vinaigre dans les yeux d'une reporter de télévision, elle a paniqué, elle était désespérée de ne pas savoir si ce qui avait frappé ses yeux était de l'acide », se rappelle Alpendre. « En définitive, c'était juste du vinaigre. Mais la terreur qu'elle raconte était terrible. On avait des bus en feu, le siège de la télévision encerclé et attaqué à coups de pierres et de bâtons, de sorte que les reporters couvraient l'événement depuis le toit de l'immeuble. Ils étaient empêchés de faire du direct [depuis la rue].

A ce jour, personne n'a été déféré à la justice pour ces attaques. Ni les policiers – certains d'entre eux avaient enlevé leur insigne pendant les manifestations – ni les manifestants.

« L'affaire est toujours encore irrésolue », dit Alpendre. « J'ai écrit aux forces de sécurité de l'Etat de São Paulo, où les agressions avaient été perpétrées...et ils ont envoyé un car de police stationner devant notre immeuble, un policier armé et en uniforme est venu apporter ici la réponse, à savoir 'nous n'avons trouvé aucune trace de plainte dans les dossiers officiels contre ces gens, donc nous ne pouvons pas vous donner une réponse officiel'. Bien évidemment, ils pouvaient l'envoyer par la poste, mais ils ont choisi d'envoyer ici à notre porte un policier en uniforme, pour nous montrer que la police savait où nous étions, ou quelque chose de ce genre ».

Toutefois, les choses peuvent évoluer. En septembre 2016, le bureau du procureur général de São Paulo a organisé les audiences sur Les violences commises au nom de l'Etat afin de déterminer si les attaques de la police contre les journalistes avaient violé le droit du public à l'information. La décision est en instance, mais si le cas avance, *« ce serait très symbolique, à savoir que l'Etat doit reconnaître que ses actes étaient anticonstitutionnels et violaient des droits fondamentaux »,* affirme Alpendre. *« C'est la meilleure chose que nous avons eu jusqu'ici ».* ■

■ MANUEL DE SÉCURITÉ POUR LA COUVERTURE DES MANIFESTATIONS AU BRÉSIL :

Portugais : <http://www.abraji.org.br/midia/arquivos/file1492527123.pdf>

Anglais : <http://www.abraji.org.br/midia/arquivos/file1492527156.pdf>

Espagnol : <http://www.abraji.org.br/midia/arquivos/file1492527138.pdf>

LE COMITÉ DE RÉDACTION DE COLOMBIE : ON EST PLUS EN SÉCURITÉ A PLUSIEURS

Pour un journaliste, apposer son nom sous un article – sa signature – est une des plus grandes satisfactions. Chacun se souvient de sa première signature.

Cependant en Colombie, où enquêter sur le crime organisé, la corruption et les conflits fait partie du travail ordinaire, votre signature peut vous coûter la vie.

Un journaliste seul et un organe de presse particulier qui enquêtent et écrivent sur la corruption, le crime organisé, les guerres civiles, voire les négociations de paix, peuvent facilement être objets de harcèlement, d'enlèvement, d'attaques et de meurtre.

Mais que se passe-t-il si une douzaine de journalistes qui publient dans différentes entreprises de médias se joignent au journaliste isolé ? Le journaliste perd sa signature, mais gagne en sûreté et sécurité. Il s'assure une plus longue vie.

C'est l'idée qui sous-tend le projet de Comité de rédaction de Colombie, un réseau de journalistes de 87 partenaires qui promeut la formation au reportage d'investigation et la production d'articles de fonds. Il a engrangé une énorme expérience ces dix dernières années sur la manière dont les journalistes peuvent se protéger, par de rigoureuses techniques d'investigation et en travaillant en réseaux.

On est plus en sécurité à plusieurs.

Longtemps la Colombie a été un endroit dangereux pour la pratique du journalisme. Le trafic de drogue et d'autres formes de crime organisé, la corruption qu'ils secrètent et une longue guerre civile contribuent à mettre en danger tous les journalistes qui se penchent sur ces sujets.

La signature récente de l'accord de paix entre le gouvernement et les guérillas des FARC, et la migration des trafiquants de drogues vers le Mexique peuvent permettre à la Colombie de devenir un endroit sain. Plus sûr, au moins. Si ce qui précède peut être vrai pour certaines régions, le crime organisé, le trafic de drogue et la corruption demeurent des problèmes endémiques, et le pays être encore un lieu dangereux pour les journalistes qui y vivent et y travaillent.

A Catatumbo, dans le nord-est de la Colombie, à Tumaco sur la côte Pacifique et à Cordoba aux Caraïbes, il reste « *des problèmes sérieux de bandes criminelles au service du trafic de drogues* », dit Ginna Moreno, présidente du Comité de rédaction.

Ces régions font aussi face à la violence de la part des planteurs de feuilles de coca, qui continuent à résister aux programmes de destruction de cultures illégales de drogues. Les planteurs interdisent l'accès de certaines régions aux médias.

La violence est aussi un problème à Guaviare, dans la forêt amazonienne, où se poursuit une résistance à l'accord de paix et de reconstruction et où, en réalité, il existe toujours une dissidence de quelques réfractaires du FARC. Dans d'autres départements, comme Cauca, l'ALN (armée de libération nationale) – qui est en pourparlers avec le gouvernement à Quito, en Equateur, est toujours active et mène de violentes attaques. Et en outre dans d'autres territoires, ceux qui ont soutenu des groupes paramilitaires qui avaient accompagné la confiscation de terres des paysans refusent de restituer ces terres.

Evoluant dans cet environnement, le Comité de rédaction a mis au point des mesures qui ont fait leurs preuves pour la protection des journalistes.

Le projet d'investigations communes est le plus important de ses initiatives. Le Comité de

rédaction dispense de la formation et offre aux journalistes des lieux de travail dans tout le pays afin de traiter de sujets dont la corruption politique et financière, les conflits et la paix. Près de cent journalistes ont pris part au programme.

Pour contribuer à cette activité, le Comité de rédaction entretient une base de données d'informations sur les responsables public disponibles pour les journalistes d'investigation, pour les aider dans leurs enquêtes, et aussi des banques de données à l'usage des organisations partenaires et du public, y compris un site de vérification des faits, Colombiacheck.org.

Les équipes ont produit une série sur les élections, publiée dans trois journaux, et cinq articles de fond sur les grossesses d'adolescentes en Colombie, au Guatemala, en Bolivie, en Equateur et au Pérou.

Les articles portent une signature simple : « écrit pour le Comité de rédaction ».

Et ils sont souvent accompagnés par des forums spécialisés en ligne où les journalistes peuvent débattre de leur travail les uns avec les autres, et aussi bénéficier de conseils de journalistes du monde entier.

Bien que la promotion et l'amélioration du journalisme d'investigation soient le premier objectif du Comité de rédaction, d'autres activités ajoutent une composante de formation à la sécurité dans un environnement hostile aux cours de journalisme qu'il dispense, pour apprendre aux journalistes à se protéger dans une toute série de situations.

Ces deux dernières années, le Conseil a organisé un programme intitulé « *Couverture des conflits et de la paix* » qui a offert de la formation à 40 journalistes à Medellin, Arauca, Cali et Bogota, en journalisme d'investigation, journalisme de données et narration, en prélude à l'accord de paix entre le gouvernement et les guérillas des FARC. En collaboration avec la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP, son acronyme en espagnol), il a pu ajouter un quatrième programme de formation à la sécurité au profit du groupe.

L'équipe d'investigation collective a produit 17 articles sur les conflits et la paix, édités sous différents formats pour la radio, la presse écrite, la télévision et le multimédia. Ces articles ont été publiés dans divers organes d'information de Colombie, y compris les journaux *El Espectador*, *La Opinión* du Cucuta, *El Tiempo*, *El Nuevo Liberal*, ainsi que sur Telepacífico Télévision et Radio Caracol.

Cette expérience a abouti à un protocole et à un guide pratique de normes de sécurité pour aider les journalistes participants à se protéger. Les protocoles couvrent tout, de la sécurité au bureau au maniement des colis arrivés par courrier, et de la sécurité numérique aux précautions à prendre sur le terrain.

Le journalisme d'investigation et la formation à la sécurité sont des offres onéreuses pour ceux qui les organisent, mais le Comité de rédaction a été en mesure d'accomplir sa tâche cette dernière décennie grâce à toute une variété de sources de financement.

Il approche les donateurs avec des projets spécifiques, plutôt que de rechercher le financement de base pour ses activités : le projet sur les grossesses d'adolescentes a été financé par l'Académie de la Deutsche Welle. Les Open Society Foundations et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont soutenu la couverture des élections, International Media Support a subventionné l'initiative « *Couverture des conflits et de la paix* », OSF a apporté son appui au projet Colombiacheck, et ainsi de suite.

« *La question de la viabilité est toujours présente quand il s'agit du journalisme indépendant, mais le CdR que nous avons, a fait d'immense progrès et est là maintenant depuis dix ans* », dit Moreno. ■

■ **COMITÉ DE RÉDACTION** : <http://cdr2.consejoderedaccion.org/>

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE ET PHYSIQUE, SANTÉ PSYCHO-SOCIALE : APPROCHE GLOBALE D'IREX SAFE

Sécurité numérique, sécurité physique et santé psycho-sociale, c'est le mantra des experts en sécurité d'IREX SAFE. Parlez-leur, et la phrase sortira à un moment ou à un autre. Ils la serinent tous.

Sécurité numérique, sécurité physique et santé psycho-sociale.

Ils sont à juste titre fiers de la formation exhaustive en matière de sécurité qu'ils dispensent aux plus vulnérables journalistes locaux vivant et travaillant dans des lieux dangereux et difficiles. Tandis que de nombreuses autres organisations s'orientent vers des formations de sécurité plus complètes, l'IREX a adopté cette approche dès le début.



Si la forme de menaces contre les journalistes est multidimensionnelle, ne doit-on pas modifier la manière d'enseigner la sécurité ? Le projet IREX SAFE a intégré trois domaines – sécurité physique et numérique et autonomie psycho-sociale.

L'histoire d'un journaliste marchant dans une rue avec un ordinateur et un téléphone cellulaire illustre la manière dont cette ONG y est parvenue.

« Comme beaucoup d'autres organisations, l'IREX dispense des formations en sécurité numérique mais nous réalisons que certaines questions posées par des participants ne concernent pas les matières numériques », dit Magnus Forsberg, directeur du projet d'IREX SAFE – l'acronyme (anglais) de *Secure Access to Free Expression*.

Un participant marchait dans une rue quand il fut agressé pour son ordinateur et son téléphone cellulaire. Bien que la formation de sécurité lui ait appris à protéger l'information dans les appareils, rien ne l'avait préparé à la menace physique ni à la peur et au stress qui peuvent survenir par la suite.

Une question identique est venue d'une autre participante, dont l'identité Facebook avait été volée. Même après avoir changé le mot de passe et pris d'autres mesures de protection de son compte, elle était terrorisée et refusait de l'utiliser de nouveau. Comment gère-t-elle le stress ?

« Notre formateur en sécurité numérique était en vérité tout à fait désemparé, il a essayé de montrer

qu'elle devait être plus protégée, mais nous ne pouvions pas résoudre le problème », explique Forsberg.

« En ajoutant l'élément psycho-social, nous essayons de leur permettre de gérer le stress, et le traumatisme qui en résulte », dit-il. « Pour les journalistes, c'est un gros problème, parce qu'ils sont confrontés à des choses qui sont parfois très violentes. Il les rapporte quotidiennement, parfois ils extraient une partie du stress de ces histoires et les emportent avec eux, parfois à leur insu ».

« Nous avons compris que la majorité des participants sont plus intéressés par le volet psycho-social que les autres matières », observe-t-il. « Ils nous racontent qu'ils ont perdu le sommeil. Ils disent 'Je veux me protéger de ces problèmes. Je peux gérer la sécurité numérique, j'ai un logiciel, je sais comment gérer le physique, mais je ne sais pas gérer mon propre esprit'. Ils étaient très intéressés par la gestion du stress ».

Depuis que le programme IREX SAFE a commencé en 2013, l'organisation – un groupe international à but non lucratif spécialisé dans le développement de l'enseignement, de la société civile, du genre, des médias, de la gouvernance, de l'accès à l'information et de l'emploi des jeunes – a formé plus de 1 200 journalistes et pu créer ce que Forsberg appelle « un compte bancaire d'expérience éducative », une mine d'informations sur ce qui est efficace quand il s'agit de former les journalistes aux pratiques de sécurité.

Voici quelques-unes des choses qu'ils font :

IREX prend soin d'utiliser du personnel local pour dispenser des formations. « Ils sont culturellement sensibles, ils sont du coin et bien entendu ils connaissent les langues locales », dit Forsberg.

Les formateurs 'SAFE' aide les participants à mettre au point des plans d'évaluation des risques pour gérer les menaces numériques et psychiques. L'initiative offre aussi le cas échéant, par le biais de réseau Journalistes en Danger, un numéro d'urgence accessible 24 heures sur 24 et sept jours sur sept pour l'assistance d'urgence aux journalistes. Et SAFE met en place des réseaux régionaux de conseils de sécurité pour le partage des ressources et promouvoir les solidarités communautaires sur les questions de sécurité.

Les cours s'adressent aux participants *depuis les journalistes locaux expérimentés jusqu'aux journalistes citoyens* », dit Forsberg. Parfois, il n'y a que des journalistes citoyens.

Par exemple, son centre de formation du Moyen-Orient – l'un des cinq centres régionaux de formation, les autres étant en Amérique centrale, en Eurasie, en Afrique de l'Est et en Asie du Sud – est exclusivement réservé à l'aide aux journalistes citoyens.



« Dans certaines régions en conflit, les journalistes professionnels ont quitté le pays pour les Etats-Unis, le Canada ou l'Europe, de sorte que les gens que nous formons ressemblent davantage aux journalistes citoyens », dit Forsberg. « Ça a commencé avec quelqu'un qui avait une caméra, s'est débrouillé pour prendre une bonne photo et l'a envoyée à Associated Press ou quelque part ailleurs, et soudain il a eu un contrat de freelance ».

Quoique toutes les formations intègrent une approche exhaustive, elles sont adaptées aux différentes menaces constatées dans différentes régions. Dans les pays où la surveillance gouvernementale est omniprésente, l'accent sera mis sur la sécurité numérique. Et dans les endroits où la violence est habituelle, l'accent est placé sur la sécurité physique.

Parce qu'il travaille dans maints environnements sensibles, IREX est naturellement obsédé par la sécurité et par celle des participants et de son personnel de formation. Par l'intermédiaire d'un réseau de conseillers fiables, il enquête et sélectionne les participants, une démarche tendant à instaurer la confiance nécessaire à un dialogue sincère.

« Nous souhaitons avoir des groupes relativement petits pour ces formations, avec un chiffre magique entre huit et douze participants », dit Forsberg. « Il ne devrait pas avoir beaucoup de différences. Parfois ce sont des gens très traumatisés et peut-être ils ne font pas vraiment confiance à beaucoup d'autres, nous devons atteindre un niveau de confiance très rapidement ».

« C'est une bonne idée de comprendre la situation locale dans sa globalité de façon à constituer un groupe où on est très à l'aise avec les autres », dit-il. « Ils sont dans un groupe où ils sentent que l'atmosphère est propice pour partager leurs problèmes les plus intimes. C'est un signe que la formation se passe vraiment bien ».

Les participants sont aussi choisis sur la base de leur expérience : les journalistes avec les journalistes, les rédacteurs en chef entre homologues et les photographes entre eux, présentant des expériences professionnelles similaires voire les mêmes tranches d'âge. « Si un participant pose une question, elle doit être pertinente pour tous les onze autres », dit Forsberg.

En général, les formations durent cinq jours, supervisées par des membres du personnel d'IREX qui comprennent des psychologues, des experts numériques et des experts en sécurité physique, d'habitude d'anciens journalistes ayant travaillé dans des endroits dangereux. L'emploi de personnels spécialisés plutôt que de consultants est important : « comme nous avons cette approche intégrée, ça peut être compliqué, nous ne les envoyons pas seulement dispenser des formations », explique Forsberg.

Forsberg dit que l'essentiel de la formation est consacré à aider les participants à s'aider eux-mêmes.

« Nous imaginons un scénario et y laissons entrer chacun et nous pouvons ainsi voir ce que cette personne peut faire, et comment notre formateur peut intervenir et lui suggérer différentes choses », affirme-t-il. « Souvent, ce sont des sujets que les participants abordent de leur propre chef, et les onze autres écoutent, prennent note et disent 'c'est formidable, on n'y avait pas pensé' ».

« Il s'agit juste d'essayer d'aider à canaliser leurs idées et à les faire travailler dans la bonne direction ». ■

■ ASSURER L'ACCÈS À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION (IREX SAFE) :

<https://www.irex.org/project/safe-securing-access-free-expression>

FORMATION DES FEMMES À UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

Il est déjà triste que les femmes se heurtent aux situations auxquelles leurs collègues masculins ne sont jamais confrontés en mission sur le terrain. Deux de ces défis consistent à prendre des précautions supplémentaires comme porter de nombreuses couches de vêtements et se tenir à l'écart des foules.

Les femmes journalistes du monde sont aussi en butte aux situations vécues partout par les femmes, quelle que soit leur profession : le harcèlement sur le lieu de travail et les problèmes causés par des hommes censés être leurs collègues.

Ce sont là certains sujets dont traitent les femmes journalistes quand elles se réunissent entre elles pour parler de la sécurité. Les conseils qu'elles se donnent sont souvent plus pertinents que ceux des formateurs de sécurité.

C'est quelque chose qui n'apparaît pas quand les femmes et les hommes reçoivent ensemble la formation sécuritaire. Dans ces circonstances, les femmes ne sont pas enclines au partage.

« Je pense qu'organiser une formation exclusivement féminine instaure un espace sûr, où les femmes peuvent effectivement échanger leurs expériences les unes avec les autres, et l'apprentissage mutuel se fait souvent jour », dit Nadine Hoffman, sous-directrice de la Fondation internationale des femmes de médias (FIFM).

Depuis 2012, la FIFM dispense des formations à la sécurité à des femmes qui prennent part à ses voyages de reportage international, d'une durée de deux semaines, en Afrique et en Amérique Latine, à raison de quinze voyages par an à l'heure actuelle. Elle fournit aussi aux participantes – appelées « boursières » - des chauffeurs, fixers et d'autres soutiens dont elles ont besoin pour s'absenter et réaliser leurs reportages, en mettant l'accent sur les sujets négligés dans ces régions.

Elle offre la même formation aux journalistes locales avec lesquelles elle travaille en Ouganda, en République démocratique du Congo, en Centrafrique, en Tanzanie, au Rwanda et au Mexique. On envisage de former dans les deux prochaines années des journalistes en Colombie, au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Sud Soudan.

La formation des journalistes locaux est accessible aux hommes et aux femmes – les groupes sont équilibrés, et à égalité hommes/femmes. Mais comme les voyages pour reportages ne sont offerts qu'aux femmes, ces groupes de sécurité sont exclusivement féminins.

« On a des formations formelles où nous parlons de stratégies de bon sens que les femmes doivent adopter sur le terrain pour rester en vie, mais je pense que la vraie valeur de réunir ces femmes provenant de différentes conditions de travail est qu'elles s'échangent effectivement leurs propres stratégies et qu'elles partagent aussi quelques traumatismes vécus et la manière de les traiter », dit Hoffman.

Dans un de ces groupes au Caire (Egypte), elles ont échangé des conseils pour rester en sécurité lorsqu'on couvre des manifestations de rue : porter des salopettes et autres couches sur d'autres habits, pour que les agresseurs aient plus de mal à les enlever ; travailler avec des collègues ou des fixers, rester loin du coeur de la foule ; noter les numéros de téléphone de gens dans la foule, de manière à pouvoir assurer le suivi, à les citer et à rester en vie après les manifestations.

« Ce sont là juste deux exemples qui viennent à l'esprit », affirme Hoffman. *« Un certain nombre concernent l'échange d'expériences et leur validation les unes par les autres, parce que savons les femmes journalistes sont en proie au harcèlement presque partout dans le monde. Et ce n'est pas*

toujours du fait des agresseurs extérieurs, souvent ce sont aussi bien des collègues avec lesquels elles ont affaire. C'est ce qui occasionne ce genre de conversations ».

En 2013, la FIFM et l'Institut international de sécurité de l'information ont effectué la toute première étude des risques de sécurité courus par les femmes journalistes, qui a recueilli les réponses de plus de mille femmes journalistes du monde. Le rapport, intitulé « *Violences et harcèlements contre les femmes dans les médias d'information : un bilan mondial* », montre que les femmes journalistes se heurtent non seulement aux mêmes menaces que leurs collègues masculins, mais aussi aux préjugés culturels et sociaux qui les musèlent.

Près des deux tiers des sondées ont indiqué avoir subi certaines formes d'intimidation, de menaces et de violences liées à leur profession, tout, des insultes aux menaces de mort.

L'essentiel des menaces, intimidations et violences ont lieu sur le lieu de travail et ont été commises le plus souvent par les patrons, supérieurs hiérarchiques et collègues mâles, a révélé l'enquête. La plupart des cas de harcèlement et de violence n'ont jamais été signalés, même si la majorité des femmes qui les ont subis ont déclaré en avoir été psychologiquement affectées.



Participants au reportage de la FIFM au Mexique

« J'en suis certaine, je crois qu'à l'instar de la nôtre beaucoup d'organisations se concentrent davantage sur les problèmes sécuritaires parce que les menaces semblent proliférer », dit Hoffman. « Et nous savons que les femmes sont confrontées aux menaces en ligne aussi bien qu'hors ligne. Ces problèmes doivent être abordés. Et c'est à nos yeux quelque chose de fondamental dans la mission de l'organisation consistant à faire progresser les femmes dans leur carrière ».

Les voyages de reportage sont financés par des bourses pluriannuelles de la Fondation Howard G. Buffet de même que la formation dans des environnements hostiles intégrée dans les budgets. Le programme « *a représenté pour nous un changement complet d'orientation, à savoir d'être en mesure de dispenser ces services aux journalistes* », note Hoffman.

La FIFM a aussi un fonds destiné aux femmes journalistes, pour offrir de petites bourses permettant aux femmes de suivre des formations à l'environnement hostile là où elles le peuvent, et aussi organiser des ateliers sur les traumatismes. « *Notre priorité à long terme consiste à réunir des ressources pour le traumatisme journalistique, au bénéfice des journalistes qui ont subi le traumatisme* », dit Hoffman.

L'approche semble efficace. « J'ai sauvé un homme mourant tombé sous un train à Bombay, grâce à la connaissance de la manière de vérifier les signes vitaux, de le sortir de dessous le train, et d'éviter que les gens paniquent parce que j'étais sûr de moi dans tout ce que je faisais pendant que je m'occupais de lui », rappelle Priyanka Borpujari, une freelance qui a participé au voyage de la FIFM au Salvador. « Cela montre clairement que la formation à la sécurité m'a dotée d'une grande confiance en m'empêchant de n'être qu'une simple passante ».

« Elle m'a aidée à sauver la vie de quelqu'un par réanimation cardio-pulmonaire », témoigne Kimberly Adam, une reporter de Marketplace de Washington D.C. qui a participé aux voyages de la FIFM en Ouganda et au Mexique. « S'agissant de la sécurité, ma conscience générale du numérique et personnelle est meilleure, et je me réfère aux conseils et astuces dispensés dans la formation quand des collègues m'interrogent sur les meilleures pratiques ».

Un reporter femme qui a demandé à garder l'anonymat se rappelle : « La formation au secours d'urgence a été décisive. Je l'ai mise à profit au Burkina Faso et plus récemment au Burundi, et plus tard on m'a dit que... j'avais sauvé la vie d'une victime en réagissant rapidement à ses blessures par balles », ajoute-t-elle.

« Pour être honnête, je ne suis pas sûre de la coïncidence entre ce que j'ai fait et ce que j'avais appris, cependant je suis sûre à cent pour cent que j'avais confiance et la présence d'esprit pour agir vite grâce à cette formation à la sécurité et au secours d'urgence ».

Ces commentaires proviennent des enquêtes annuelles de la FIFM effectuées pour évaluer la pertinence des formations. « Le commentaire le plus fréquent que nous entendons est que la chose la plus importante est la conscience pratique de la situation personnelle et de devenir plus conscient de son environnement », dit Hoffman. « La connaissance de la situation est faite d'un ensemble d'atouces de bon sens, mais quand vous l'analysez pour les gens, ils commencent à l'utiliser davantage dans leur travail ». ■

■ FONDATION INTERNATIONALE DES FEMMES DE MÉDIAS :

<https://www.iwmf.org/>

LES FEMMES JOURNALISTES SOUDANAISES POUR LA SÉCURITÉ ET L'ÉGALITÉ

Les problèmes auxquelles les femmes journalistes soudanaises font face sont multiples : harcèlements, discriminations, violences et tous les problèmes qui affectent leurs collègues masculins : rapt, restrictions de la liberté de la presse, calamités naturelles, absence de soins médicaux, conflits, voire morsures de serpents, attaques d'animaux et se perdre dans le désert.

Au lieu de se morfondre dans le désespoir, les femmes journalistes soudanaises veulent continuer à travailler encore plus.

« Les femmes journalistes souffrent de discriminations, y compris des autres journalistes, les journalistes masculins, parce qu'ils pensent que les femmes sont vulnérables face aux grands problèmes et aux conflits », dit Niemat Alnaiem, intervenante dans le domaine de sécurité en activité au Darfour, région de l'ouest Soudan dévastée par la guerre.



Photo courtesy Sudanese Journalists Union

Alfashir

« Les femmes croient qu'elles sont égales aux hommes et capables de faire tout ce que les hommes peuvent faire et (qu'autrement) on fait de la discrimination contre elles », ajoute-t-elle. « Ils doivent leur donner la chance d'accéder à des postes, pour prouver leur compétence à exercer des emplois qu'occupent les hommes ».

Mme Niemat supervise des ateliers au Darfour qui font partie du programme de Sécurité sur le lieu de travail pour les femmes journalistes financé par le Programme international de développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO et la Mission Nations Unies/Union Africaine au Darfour (UNAMID), et organisé par l'Union des journalistes soudanais avec le soutien institutionnel de la Commission nationale soudanaise pour l'Éducation, la Science et la Culture et des ambassades d'Italie et des Pays-Bas.

Mme Niemat a rencontré à Khartoum deux autres femmes impliquées dans le programme pour s'entretenir avec l'auteur de ce rapport sur la manière dont les participantes aux ateliers voyaient les risques et ce qu'on faisait pour les minimiser.

Les femmes – Mme Niemat, Mme Hadiea Ali, cheffe de la Section féminine de l'Union

des journalistes soudanais et le Dr Asma Altoum, intervenante en ateliers à Wad Medani, chef-lieu de la province d'Al Gezira – ont décrit l'environnement de travail lourd de défis des femmes journalistes.

Les problèmes divers, et différent d'un Etat à l'autre.

Par exemple, au Darfour, il y a les dangers causés par le conflit lui-même, mais aussi des enlèvements par les rebelles et par les potentats locaux, ont dit les femmes. Il y a absence totale de sécurité. Les journalistes sont aussi confrontés aux dangers venus de la nature hostile du paysage. « *Ils passent par les forêts et sont exposés aux animaux sauvages et aux serpents, et il n'y a pas d'hôpitaux dans cette zone. S'il y a un accident, on n'a pas de traitement médical* », dit Mme Hadiea.



Photo courtesy Sudanese Journalists Union

Darfour

Dans les Etats d'Al Gezira et de Sennar, des crues soudaines combinées à des maladies dont la le paludisme et la fièvre typhoïde, présentent de graves dangers. L'Etat est essentiellement agricole et souffre d'utilisation excessive et abusive de pesticides, et présente un taux élevé de cancers, ont déclaré les femmes. « *Plusieurs journalistes vivent à Al Gezira même et sont exposées aux maladies et même aux calamités naturelles* ».

Dans la région frontalière avec l'Ethiopie autour d'Ad-Damazin dans l'Etat du Nil Bleu, où le conflit et le trafic d'armes perdurent, les kidnappings, les fusillades et les attaques de journalistes occasionnent des graves risques. Ici aussi le paysage naturel constitue une menace. « *Des journalistes se sont égarés dans le désert, cette région comprend plusieurs déserts, et aussi des forêts, il y a toujours un risque de se perdre dans cette zone* », dit le Dr Asma.

A Khartoum, la capitale, les problèmes et défis différent d'ailleurs. Le piratage des comptes Internet est un problème. D'où le danger d'être ciblé par les forces de sécurité pendant qu'on couvre les manifestations de rue et les grèves. Les femmes journalistes affirment être menacées de meurtre et de viol. Et l'accès aux informations gouvernementales est restreint.

Certains problèmes sont universels.

Les discriminations contre les femmes sont répandues, ont déclaré les femmes. « *Nous avons besoin d'ateliers pour que les hommes (apprennent) à être plus attentifs aux droits des femmes journalistes, à leur droit de faire le même travail et d'être respectées* », a dit Mme Neimat. « *Ceci n'est pas compris par les hommes dans nos communautés et même dans le milieu journalistique, ils croient que les femmes ne sont pas en mesure d'accomplir (les mêmes) tâches. Ils utilisent leur pouvoir de discrimination contre leurs collègues. C'est un grave problème* ».

La discrimination est aussi un problème chez les responsables politiques, se plaignent les participantes aux ateliers. Les femmes ont décrit des cas où les femmes journalistes avaient été exclues des invitations à des événements organisés par des autorités locales. Par défi, certaines y ont quand même participé – ou ont essayé.

Les offres de formation sont également limitées, ont dit les femmes.

« La plupart des rédacteurs en chef pensent que si on offre des occasions de formation, on sera en position de chercher un meilleur emploi que les journaux, peut-être dans une organisation internationale comme les Nations Unies », explique Mme Neimat, relatant des conversations de son atelier.

« Ils croient que c'est une perte de temps, ils veulent juste d'aller couvrir l'événement, de revenir avec un bon papier pour le journal, c'est tout ce qu'ils attendent des journalistes, on n'a pas besoin d'avoir plus de compétences », ajoute le Dr Asma.

Dans cet environnement décourageant, le programme de Sécurité sur le lieu de travail de l'Union des journalistes soudanais forme près de 140 femmes journalistes. Des ateliers ont été organisés ou sont envisagés à El Fasher, Wad Medani, Khartoum, Nyala, El Obied, Kassala et Ed Damer, couvrant l'essentiel du pays.

Les ateliers dispensent les compétences pratiques de sécurité, y compris l'évaluation des risques, et des conseils sur ce que les femmes journalistes doivent emporter en mission. Le manuel de sécurité des journalistes de l'UNESCO fait partie du programme, mais aucun manuel ne peut couvrir toutes les situations qui existent au Soudan ; les ateliers offrent par ailleurs aux participantes l'occasion d'échange d'expériences et d'apprendre les unes des autres.



Photo courtesy: Sudanese Journalists Union

Darfour

« La plupart sont enthousiasmées par leur envoi en mission, mais ignorent leur sécurité », dit le Dr Asma. « C'est pourquoi ce qu'on leur dit de faire, dans ces ateliers et par les intervenants, c'est qu'elles doivent être conscientes de leur sécurité. On leur apprend d'abord la sécurité ».

L'évaluation des risques est un volet important du processus. Les participantes apprennent à dresser des listes de contrôle de risques en mission, et de faire tout ce qu'elles peuvent pour éviter ou limiter ces risques ou les missions dangereuses si les risques sont trop graves.

On leur apprend ce qu'il faut emmener en mission – casques, trousse de premiers secours, et appareils de communication pour garder contact avec le siège.

« Elles doivent être préparées aux maladies ou aux problèmes médicaux, et donc prendre les médicaments dont elles ont besoin parce que parfois il n'y a pas de pharmacies ni d'hôpitaux et elles doivent être prêtes à tout », dit le Dr Asma.

Mais il faut faire davantage, ont dit les femmes. Les participantes aux ateliers ont demandé plus d'aide pour gérer les discours de haine, en particulier au Darfour. Elles ont aussi besoin de plus de cours d'anglais, parce que leurs articles exigent souvent d'interviewer des gens qui travaillent dans des organisations internationales. Et elles ont demandé des formations supplémentaires en sécurité numérique, surtout à Khartoum.

On a aussi besoin de plus de formation de premiers secours, en particulier dans les zones de conflit et là où des inondations soudaines et d'autres catastrophes naturelles ont lieu.

Elles soulignent le fait que le combat contre la discrimination est un problème permanent ; en sus de la question de leur propre sécurité, elles souhaitent que leurs collègues masculins de suivre des cours qui les aident à éradiquer les stéréotypes et à considérer leurs collègues femmes comme des journalistes à part entière, qui méritent des chances égales. ■

AFFAIRES CLASSÉES : **QUAND LES JOURNALISTES ENQUÊTENT SUR LES MEURTRES DE JOURNALISTES**

C'est bien beau de se souvenir des journalistes tués par des journées de commémoration. Veran Matic affirme pour sa part que ce n'est pas suffisant.

C'est grâce à son obstination que trois agents de sécurité croupissent à l'heure actuelle en prison pour meurtre de journalistes commis il y a quinze ans, et que la justice est saisie de plusieurs autres cas.

« Je pense qu'il est vraiment absurde de commémorer chaque année les anniversaires des assassinats de nos collègues, et à ces occasions d'inviter les autorités à résoudre ces cas. Jamais cela n'arrivera, si c'est tout ce que nous faisons », dit-il.

Matic est une légende serbe, et pour son courage et son indépendance, et pour ses efforts de réunir journalistes, policiers et représentants des forces de sécurité dans une commission formée pour combattre la culture d'impunité dans les meurtres de journalistes. La commission, qui apporte son soutien aux instances judiciaires pour agir conformément à la loi, est un modèle qui est désormais reproduit ailleurs dans les pays de l'ancienne Yougoslavie.

« J'ai décidé d'avancer une proposition plus vigoureuse pour les amis journalistes, pour prendre une part active dans les investigations, imprimer une dynamique par des pressions publiques incessantes, ainsi qu'essayer de comprendre ce qui semble être le problème et pourquoi ces cas échouent à être solutionnés », dit Matic.

Veran Matic est rédacteur en chef et président du diffuseur et portail web serbe B29 depuis 1989. Il a été honoré par plusieurs prix, y compris le prix annuel 1993 du Comité de protection des journalistes, le prix du fonds commémoratif Olof Palme pour le journalisme professionnel et la promotion de la compréhension internationale, le prix Ilaria Alpi, et le prix MTV Free Your Mind.

L'Institut international de la presse l'a nommé parmi les 50 héros de la presse mondiale. La France l'a fait chevalier de la Légion d'honneur.

Son plus grand héritage devrait être cependant d'être fondateur et président de la Commission d'investigation d'assassinats de journalistes en Serbie.

La Commission, créée en 2013 comme instance gouvernementale officielle, comprend des journalistes, des associations de journalistes, des représentants de la police et de l'Agence serbe de sécurité d'État. Elle suit à la trace les menaces et les violences contre les journalistes et s'assure que les cas non résolus ne sont pas oubliés.

Son travail a déjà abouti à des poursuites pénales dans un des assassinats de journalistes les plus notoires de Serbie : le meurtre de Slavko Curuvija, fondateur et rédacteur en chef de *Dnevni Telegraph*, le premier quotidien privé de Serbie.

La Commission travaille aussi à l'éradication des conditions qui permettent l'impunité : elle forme les procureurs, les juges et les représentants de la police aux normes journalistiques, à l'importance de la profession, à ses droits et au respect de la liberté d'expression. En même temps, elle forme les journalistes au système judiciaire et aux normes professionnelles.

Elle considère son rôle comme également éducatrice du public, pour instaurer la compréhension de la valeur du journalisme indépendant, et (d'expliquer) pourquoi les attaques contre le journalisme sont aussi des attaques contre la société. Parmi d'autres initiatives, sa campagne médiatique sur ces questions, soutenue par l'Organisation pour

la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a obtenu un Lion de bronze au Festival international Lions de Cannes.

Mais c'est son travail d'investigation du meurtre de Curuvija qui a attiré le plus d'attention. A l'époque de son assassinat en avril 1999, *Dnevni Telegraph* était la publication écrite la plus vendue du pays et, juste avant le meurtre, il avait été interdit par le régime du président en exercice Slobodan Milosevic pour sa posture critique.

En 2013, la toute nouvelle Commission a mis une pression supplémentaire sur les instances publiques pour résoudre l'affaire de l'assassinat de Curuvija et de deux autres journalistes serbes, Milan Pantic, et Duda Vujasinovic.

Après une année d'enquête, dans le meurtre Curuvija des charges ont été déposées contre quatre membres de l'ancien Service de sécurité d'Etat serbe. Trois ont été appréhendés et le quatrième est en fuite.

L'acte d'accusation stipule que Curuvija a été tué à cause de ses « déclarations publiques dans le pays et à l'étranger, ses critiques des détenteurs du pouvoir politique, la possibilité d'influencer l'opinion et des actions d'opposition des forces sociales, dans le souci de préserver le gouvernement actuel ».

En d'autres termes, il a été tué pour avoir fait son travail.

Le procès, commencé le 1er juin 2015, continue.

La Commission serbe est la première de ce que Matic espère voir devenir un réseau international d'instances de cette nature, un effort régional et mondial impliquent journalistes et policiers, ainsi que des procureurs et des juges en vue de mettre un terme à la culture d'impunité qui a permis aux assassins de journalistes d'échapper aux châtiments et aux poursuites.

La Serbie a offert un modèle, et les Balkans le terrain d'expérimentation, un lieu où l'héritage de la guerre et les divisions produisent maints cas impunis, et où les menaces continuent. Un rapport de Human Rights Watch daté de 2015 a brossé une image saisissante d'un environnement où les journalistes, les rédacteurs en chefs et les propriétaires de médias font face à des menaces, attaques et à d'autres sortes d'intimidation dans la région. Matic lui-même travaille dans la clandestinité.

Une deuxième commission a été mise en place en 2013 au Monténégro. Elle est présidée par Nikola Markovic, rédacteur en chef du quotidien *Dan*, dont le propriétaire et rédacteur en chef fondateur Dusko Jovanovic a été assassiné en 2004.

Une initiative similaire est en cours au Kosovo (dans le cadre de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies), avec le soutien de l'OSCE et du Président (serbe) Aleksander Vucic, pour enquêter sur treize assassinats de journalistes non élucidés, datant de 1998.

La coopération est essentielle à la réussite des enquêtes, explique Matic. Les cas de journalistes tués dans l'ancienne Yougoslavie sont maintenant sous la juridiction des Etats nouvellement créés qui en faisaient partie. « *Cette situation complique les investigations diligentées séparément sur ces meurtres* », note-t-il.

Par exemple, Matic mentionne l'assassinat en Croatie d'Ivo Pukanic, propriétaire du journal *Nacional*, et de Niko Franjic, son directeur commercial.

Il croit que Pukanic a été « *tué par des tueurs professionnels venus de Serbie et de Bosnie, en collaboration avec des criminels croates, tandis que le meurtre avait été commandité depuis un pays tiers, le tout lié à la mafia du tabac qui sévit dans un quatrième pays* », affirme Matic.

Une cour croate a condamné six personnes pour ce meurtre, mais elle a été incapable de déterminer qui a commandité l'assassinat. Trois des six accusés ont aussi été jugés en

Serbie, où l'un d'eux a été condamné et les deux autres acquittés.

Matic espère que les trois commissions de la région ne sont qu'un début.

« Nous devrions agir par la formation d'institutions de protection des journalistes au niveau national dans plusieurs pays, établir des connexions entre ces institutions, et les connecter avec des institutions similaires du Conseil de l'Europe, et avec des associations internationales des journalistes, pour établir des réseaux internationaux et régionaux de protection des journalistes », dit-il. ■

UNE PETITE BRÈCHE DANS LA CULTURE D'IMPUNITÉ

Les dommages intérêts de 200 000 dollars américains semblent à la fois une réparation dérisoire pour les tortures, et une compensation supérieure à ce que Musa Saidu Khan n'a jamais rêvé recevoir. Mais une décision de justice est exécutoire, pour tout un chacun, et elle représente une petite victoire contre l'impunité des autorités qui torturent, mutilent voire tuent pour tenter de faire taire les critiques.

On enquête rarement sur les crimes contre les journalistes, à plus forte raison on ne les résout. Surtout si les crimes sont commis par les forces de sécurité gouvernementales.

Néanmoins, en 2010, la Cour de communautaire de justice de la Communauté économique (régionale) des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a rendu la décision selon laquelle l'un de ses membres, la Gambie, avait violé les droits humains de Saidu Khan.

Saidu Khan avait été arrêté par les forces de sécurité gambiennes, détenu vingt-deux jours sans chef d'accusation et torturé, simplement parce qu'il avait son travail.

Il y avait peu de chances que Saidu Khan porte tout seul la charge de cette affaire. Grâce à l'intervention de la Fondation des médias d'Afrique de l'Ouest (FMAO), il a pu aller en justice.

Son histoire peut-être considéré comme une manière dont des avocats, des journalistes engagés et leurs sympathisants, travaillant essentiellement à titre bénévole, peuvent se regrouper en toute solidarité pour combattre la culture d'impunité.

Le résultat n'est pas parfait, dans la mesure où la Gambie – avant les élections de décembre 2016 – avait refusé d'honorer son engagement, violant l'accord en vertu duquel les décisions de la cour régional sont contraignantes pour ses membres. Malgré tout, le jugement demeure et est précieux dans la mesure où, partout dans le monde, la culture d'impunité est endémique.

Bien que la cour de la CEDEAO accepte depuis 2005 la soumission des plaintes individuelles relatives aux violations des droits humains, les demandeurs ont besoin d'avocats et d'autres ressources pour ce faire. Et même s'ils en ont les moyens, la recherche de la justice peut être une démarche dangereuse.

« Les victimes n'ont pas les moyens, et de plus ont peur que le gouvernement ne les tracassent, y compris en les tuant simplement du fait d'être allées au tribunal », dit Kwame Karikari, qui était directeur de la Fondation des médias d'Afrique de l'Ouest quand, en 2007, le cas fut porté en justice.

Quant à Saidu Khan, il vit en exil aux Etats-Unis, où il s'est réfugié après sa sortie de prison, mais on n'a pu pas le localiser pour les besoins de ce rapport. Mais il est clair que pour lui quitter la Gambie était le seul moyen d'éviter la perpétuation des harcèlements.

L'exil aurait mis fin à l'affaire, si la FMAO n'avait pas offert ses services.

« La FMAO s'est impliquée, à l'époque, parce qu'elle mettait en œuvre un programme de protection juridique des journalistes, et parce que les tribunaux de Gambie n'étaient pas assez indépendants pour juger tous les cas impliquant le gouvernement. La seule alternative était d'aller à la cour de justice régionale », reconnaît Karikari.

Le Réseau d'avocats de défense de journalistes de la FMAO comprenait une douzaine d'avocats de dix pays d'Afrique de l'Ouest. Il y avait parmi eu le célèbre avocat nigérian de droits humains Femi Falana, qui s'est occupé à titre gracieux des cas de la Gambie, devant la cour de la CEDEAO à Abuja, la capitale du Nigeria.

La renonciation à leurs honoraires par les avocats, les recherches et la coordination à la charge du personnel de la FMAO, le coût du procès s'éleva à quelque 10 000 \$US, « une somme dérisoire au regard des vrais honoraires qui auraient pu être demandés », se souvient Karikari.

Le coût a été couvert par une subvention d'Open Society Foundations.

Musa Saidykhan était depuis quinze ans journaliste en Gambie quand il fut nommé rédacteur en chef de *The Independent* en Gambie, un journal harcelé par les autorités depuis sa création en 1989. En 2004, son imprimerie a été détruite par un incendie criminel toujours non élucidé. L'assassinat non résolu de Deyda Hydera, un journaliste gambien de premier plan, en décembre 2014, fut aussi un vrai coup dur contre le journalisme indépendant du pays. En 2014, la cour de la CEDEAO a statué que le gouvernement gambien avait échoué à enquêter de manière appropriée sur le meurtre du journaliste dans un cas dont l'avait saisi sa famille en une action conjointe avec la Fédération internationale des journalistes (FIJ). La cour a attribué 50 000 \$ US de dommages-intérêts à la famille de Deyda Hydera ainsi que 10 000 \$US pour les frais de justice.

The Independent a toutefois survécu, après la conclusion d'un accord d'impression avec le journal pro gouvernemental *The Daily Observer*. Et lorsqu'il fut mis fin à l'accord, sans explication, il a continué à paraître sous forme de bulletin clandestin avec un personnel et des ressources limités.

« Dans mon vif désir de servir une population sevrée d'informations, j'ai fermé mes oreilles à l'avertissement selon lequel j'étais assis sur une bombe à retardement », a raconté Saidykhan dans une interview accordée en 2009 au Comité de protection des journalistes. « Disposant d'une équipe rédactionnelle dynamique, le bulletin a regagné son allant, et retrouvé ses marques sur le marché. L'atmosphère s'est remplie de murmures. Tous les regards étaient braqués sur moi. Les gens me disaient : 'vos éditoriaux sont trop critiques' ».

Lors d'un voyage en 2005 pour prendre part au Forum des rédacteurs chef africains, Saidykhan a demandé au gouvernement sud-africain d'intervenir et de faire pression pour que la Gambie cesse ses violations des droits humains commises sous le gouvernement du président Yahya Jamma. Au retour au pays, « j'ai été interpellé par des agents de sécurité qui m'ont interrogé, se sont enquis de ma nationalité et m'ont accusé d'être un traître », a-t-il dit dans cette interview.

Il a été libéré mais peu après appréhendé de nouveau. « Ces vingt-deux jours de détention comprennent trois nuits de torture physique et mentale systématique qui a laissé des cicatrices sur tout mon corps et un bras cassé en trois endroits », a-t-il raconté.

Selon les documents de la cour, dans le cas de Saidykhan, lesdits agents de sécurité ont appliqué « des chocs électriques sur son corps, y compris les parties génitales », en une tentative de le contraindre à avouer d'avoir cherché à renverser le gouvernement. Ils l'ont aussi menacé de l'enterrer vivant. Il a accusé les forces de sécurité de lui avoir infligé « des tortures physiques, mentales et psychologiques ».

En 2010, la cour de justice de la CEDEAO a reconnu que la Gambie avait violé ses droits humains à la liberté individuelle, à un procès équitable et à la dignité personnelle inscrits dans la Charte africaine des droits humains et des peuples. La cour lui a accordé 200 000 \$ US de dommages-intérêts.

Sans doute aucun, Saidykhan est déçu que le jugement n'ait jamais été appliqué et les promesses de la cour régional n'aient pas été respectées. Mais en dépit du refus du pays de reconnaître la décision de la cour et par la carence de ses voisins de la faire appliquer, son histoire et le jugement prononcé en sa faveur, constituent un exemple sur la manière dont un journaliste d'un petit pays peut combattre l'impunité avec le soutien de la communauté, la volonté et les ressources disponibles pour ester en justice.

A l'époque de la décision, « j'étais enchanté qu'en définitive la justice ait prévalu dans mon cas », a dit Saïdykhan dans une interview à la FMAO. « L'objectif n'était pas seulement d'être dédommagé, mais aussi de montrer et d'apprendre à un régime dictatorial qui [violait] les droits humains qu'il avait un lourd tribut à payer. J'ai décidé d'être un pionnier pour encourager les autres victimes de la dictature de Jammeh à agir de même. Si je n'avais pas tâté la température, les autres victimes gambiennes n'auraient pas osé demander réparation à la cour de la CEDEAO. Oui, je suis confiant que les dommages-intérêts seront payés si la CEDEAO s'y prend de la manière qui convient.

« [Maintenant] je suis déçu par l'instance sous-régionale qui démontre en fait son incapacité et sa faiblesse dans la mise en œuvre du verdict de la cour communautaire de la CEDEAO », a-t-il déclaré. « Certains des dirigeants mêmes de la CEDEAO qui avaient avalisé la création et le financement de la cour, ne s'intéressent pas à la protection des droits humains, comme on le voit clairement par leur manque d'intérêt à s'assurer que les Etats partie soient obligés d'obtempérer à la cour ».

Même si Saïdykhan n'a pas réussi à obtenir de la Gambie des dommages-intérêts, la CEDEAO a montré les dents par la suite. Le 17 janvier 2017, elle est intervenue militairement en Gambie pour forcer Yahya Jamma à reconnaître sa défaite aux élections présidentielles de 2016, après quoi il s'est exilé au bout de plus de deux décennies au pouvoir.

Il existe un certain nombre d'autres cours régionales qui examinent des cas [de violation] des droits humains individuels, y compris la Cour européenne de justice, la Cour africaine de justice et le Tribunal de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADEC). Le succès des cas d'attaques de journalistes dépend de chacun d'eux. Mais plusieurs facteurs ont concouru pour permettre à Saïdykhan d'ester en justice auprès de la cour de la CEDEAO, à en croire Karikari.

■ Les tribunaux locaux n'étaient pas libres de se charger des cas de droits humains impliquant le gouvernement ou ses exécutants (ces violations ont été perpétrées sur ordre du dictateur alors président de Gambie en personne).

■ Il existait une cour régionale établie par une convention ratifiée par les gouvernements membres, qui disposait du mandat de connaître les plaintes des citoyens des ces Etats.

■ Il y avait des avocats engagés pour la défense des droits humains et prêts à s'occuper de telles causes à titre gracieux ou moyennant des honoraires raisonnables pour les journalistes pauvres ou les organisations à but non lucratif à faibles budgets.

■ Le recours en justice a été accompagné de campagnes contre l'impunité soigneusement planifiées.

■ Le facteur décisif qui a permis l'intervention de la FMAO a été qu'à l'opposé de beaucoup d'autres cours de justice, les demandeurs auprès de la cour de la CEDEAO ne sont pas tenus d'avoir épuisé les solutions locales en allant (d'abord) devant les tribunaux locaux.

« Dans plusieurs de ces juridictions, il est loisible porter en appel des cas à l'instance régionale si on n'est pas satisfait des décisions des tribunaux nationaux », dit Karikari. « Dans le cas de la cour de la CEDEAO, un citoyen mécontent peut y soumettre son cas même en première instance. Cependant, les demandeurs doivent avoir des raisons pertinentes pour lesquelles les cours locales ne sont pas en mesure d'être mises à contribution ».

■ LIRE LE JUGEMENT DE LA COUR DE LA CEDEAO :

http://www.courtecowas.org/site2012/index.php?option=com_content&view=article&id=179:musa-saidykhanvpublic-of-the-gambia&catid=18:judgments&Itemid=88

■ MEDIA FOUNDATION OF WEST AFRICA :

<http://www.mfwa.org/>

PROTÉGER LES JOURNALISTES AVANT QU'ILS NE SOIENT DANS LE PÉTRIN

Demandez à quiconque qui se soucie des journalistes freelances qui travaillent sans filet de sécurité ? On vous répondra immanquablement : le Fonds Rory Peck.

Le fonds, établi en 1995 en mémoire du caméraman freelance dont il porte le nom, offre des bourses d'aide aux freelances puis sa création, longtemps avant que de nombreux autres identifient les freelances comme les plus vulnérables des journalistes.

Bien que l'assistance financière reste sa principale vocation, le monde a changé depuis que Rory Peck a été tué à Moscou, en octobre 1995, pris entre des tirs croisés alors qu'il filmait une fusillade pendant la tentative de coup d'Etat d'octobre en Russie.

Pour commencer, il y a aujourd'hui plusieurs organisations qui s'intéressent aux freelances. Le décès notables de journalistes freelances – Kurt Schork et Miguel Gil Moreno de Mora au Sierra Léone en 2000, jusqu'aux exécutions publiques de James Foley et Steven Sotloff en 2014 en Syrie, sans compter entretemps de nombreux autres morts – ont abouti à toute une gamme d'initiatives de protection des freelances, lancées par les amis, les collègues et les familles soucieux de protéger les autres, à titre d'héritage durable en leur mémoire.

« C'était comme si les gens ne s'étaient pas soucié de sécurité », dit Tina Carr, directrice du Fonds Rory Peck. « Beaucoup de journalistes avaient été tués, et curieusement on a commencé à en prendre conscience, les gens ont commencé à en parler, et ces dernières années la tendance s'est vraiment accélérée. Soudain partout où j'allais les gens parlaient de la vulnérabilité des freelances dont je parlais depuis vingt ans. C'était comme si je criais seul dans le désert et soudain tout le monde criait » ».

« Je pense que la différence fondamentale est que maintenant, non seulement les organes d'information sont plus conscients, mais les freelances eux-mêmes sont plus attentifs, ils sont plu professionnels. Ils savent ce qu'ils veulent et qu'il y a à leur portée des trucs pour les aider ».

Le Fonds Rory Peck évolue avec le temps. Bien que sa mission principale reste l'octroi de fonds d'assistance aux freelances, il peut être tout à fait frustrant de n'aider les journalistes que seulement quand ils sont en difficulté. C'est pourquoi il cherche les moyens de devenir plus proactif tout en misant sur tout ce qu'il sait le mieux faire, dit Carr.

Il n'est reste pas moins que le Fonds a la réputation d'être une organisation de personne à personne, qui aide des milliers de freelances, au cas par cas.

C'est le cas de Fred Alvaro Duran, qui a été menacé de mort au Honduras pour ses enquêtes dans les cartels de drogues et le problème annexe des terres. Il a senti que son travail était devenu trop dangereux pour qu'il reste au Honduras ; le Fonds a offert une subvention pour couvrir ses besoins élémentaires pour deux mois tandis qu'il demandait l'asile au Canada.

C'est le cas de Nabil Subaye au Yémen. Le Fonds a couvert ses frais médicaux après qu'il ait été attaqué par des hommes armés.

C'est le cas au Pakistan de la famille de Mehmood Khan, qui a été tué dans un attentat à la bombe en 2016, laissant sa famille sans revenue. Une subvention du Fonds a acquitté les frais scolaires et aidé sa veuve à créer une entreprise à domicile.

Ce sont là juste quelques-uns des centaines de freelances qui ont été aidés par le Fonds. *« Nous sommes toujours fondamentalement une organisation d'aide, nous ne sommes pas une organisation de défense, nous connaissons notre place », affirme Carr. « Ce que nous avons fait, c'est de devenir beaucoup plus important et meilleurs dans ce que nous faisons ».*

Ce que le Fonds a aussi fait est de s'impliquer dans des initiatives de protection des journalistes avant qu'ils aient besoin d'aide, essentiellement en partenariat avec d'autres organisations, à titre de complément à l'assistance.

Le processus a commencé sur un mode mineur en 2000 par la création d'un fonds de formation Rory Peck. « *C'était très simple, du Robin des bois, il s'agissait d'obtenir de l'argent des diffuseurs et de le donner aux freelances, pour qu'ils accèdent aux sessions de formation* », détaille Carr.

« *Nous l'avons lancé avec le soutien de CNN, du Guardian, de Freedom Forum, de la BBC et de Reuters* », dit-elle. « *L'idée était, oui, vous nous donnez l'argent, et il va aussitôt aux freelances. Nous ne prélevons rien pour les frais administratifs. Ça a marché et ça marche toujours. C'est une idée simple* ». ;

Maintenant, le Fonds entame quelque chose de plus ambitieux, c'est de réunir toutes les connaissances qu'il a engrangées au fil des années dans l'aide aux freelances et d'en faire une ressource en ligne accessible et au bénéfice de tous.

« *Le partage des connaissances est absolument le lieu où nous devons être plus dynamiques parce que nous possédons une mine de connaissances et nous en obtenons davantage tout le temps* », explique Carr. « *Nous récoltons un grand volume d'informations qui orientent notre travail et nous permettent d'aider les gens de la meilleure manière que possible* ».

Travaillant depuis si longtemps avec les freelances, le Fonds a amassé une mine des connaissances sur les initiatives de sécurité, les ateliers de traumatisme et les méthodes professionnelles des freelances, « *des ressources qui, fondamentalement, aideront les freelances à survivre* », dit Carr. Cela revient à partager les connaissances sous forme de ressources libres et en ligne, accessibles à tous.

Par exemple, une formation de deux ans et un programme de tutorat pour les journalistes libanais, organisé avec un partenaire local et financés par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, ont abouti à une série d'ateliers sur la sécurité, l'évaluation des risques et les compétences professionnelles. La mise en ligne des résultats de ces ateliers aide non seulement les partenaires mais aussi « *d'autres freelances de la région parce que c'est une région très spécifique* », dit-elle.

D'autres projets récents et collectifs intègrent une formation adaptée, au bénéfice des photojournalistes égyptiens au Caire, la formation d'urgence pour les médias de champ de bataille à Erbil au Kurdistan irakien, au bénéfice des freelances couvrant l'offensive de Mossoul, et la formation à la sécurité pour les freelances au Yémen et à la frontière américano-mexicaine. Tous produisent des connaissances et des informations que l'on peut partager.

« *Les ressources en ligne sont la chose la plus dynamique que nous ayons faite, et qui a considérablement fait progresser notre travail* », dit Carr. « *Elles influencent notre pratique sur le terrain et notre pratique sur le terrain alimentent nos ressources* ».

Le Fonds Rory Peck offre aux freelances une mine d'informations en ligne, avec le soutien d'Open Society Foundations, y compris des guides pratiques, des outils et des conseils de sûreté et de sécurité, de sécurité numérique, d'assurance et de développement personnel. Et il augmente ses ressources régulièrement.

Un autre ensemble d'informations doit encore être exploité : les données qui contribueront à circonscrire la dimension et l'étendue de la communauté mondiale des freelances et leurs besoins.

« *Nous avons engrangé une masse considérable d'informations sans les analyser ni les quantifier. Nous allons le faire* », explique Carr. « *Ce que nous faisons maintenant consiste à les introduire dans notre base des données, les arranger de manière à pouvoir tout quantifier. A nos yeux, ce sont des choses comme 'combien y a-t-il de freelances, quelle est leur situation, vivent-ils en exil, en clandestinité dans leur propre pays, qu'arrive-il après l'exil, de quelle aide ont-ils besoin ?' Il y a tant*

de domaines divers qu'on peut quantifier, que nous n'avons pas encore abordés. Je crois que nous avons la possibilité d'être une vraie source d'informations concernant les freelances ».

« C'est un changement en cours à l'heure actuelle parce que nous voulons être plus dynamiques que nous le sommes », ajoute-t-elle. « Une partie de cette orientation consiste à devenir plus factuel. Les gens nous abordent souvent et demandent : 'combien de freelances ceci et combien cela' et on ne peut pas vraiment répondre, aussi allons-nous travailler à nous améliorer en collecte des informations. Nous n'essayons pas seulement de répondre aux appels à l'aide. Nous regardons ce qui se passe, là où les choses s'ébauchent, par nos relations freelances, et nos communautés freelances. De manière à être en mesure à mieux les servir ». ■

■ **FONDS RORY PECK :**

<https://rorypecktrust.org/>

QUE FAITES-VOUS QUAND VOS AMIS MEURENT ?

Lancée en février 2013 à la suite des décès de quelques amis proches de ses fondateurs, « Une journée sans nouvelles ? » a été conçue pour attirer l'attention du public sur les meurtres de journalistes et faire prendre conscience des attaques contre les journalistes qui empêchent les citoyens de disposer d'actualités et informations critiques dont ils ont besoin.

Ca a marché.

« Nous sommes passés sur CNN et sur la BBC et, grâce à nos relations, des millions et des millions de gens ont entendu parler de cette campagne baptisée « Une journée sans nouvelles ? », dit Aidan Sullivan, fondateur et directeur général de l'agence de photos new yorkaise Verbatim et ancien directeur de la photographie du **Sunday Times Magazine** à Londres.

« Une journée sans nouvelles ? » n'est pas une organisation. C'est plutôt une campagne de terrain conçue par Sullivan et un petit réseau de journalistes et de leurs sympathisants atterrés par le décès de leurs amis Tim Hetherington et Chris Hondros, morts en Libye en 2011, et de Marie Colvin et Remi Ochlik, tués en Syrie en 2012.

Le projet a été efficace, bien qu'il soit un peu plus qu'un site web et bénéficie d'une forte motivation de ses participants, qui luttent pour une meilleure protection des journalistes et appellent l'attention sur l'importance de leur travail.

« Toute l'idée est née de la tristesse et de la colère », dit Sullivan. « Tristesse parce que c'étaient mes amis proches, ce n'étaient pas juste des gens que je connaissais. Tim et Marie. J'ai travaillé avec Marie pendant des décennies. Ça fait faire un retour sur soi, c'étaient juste des gens si doués, si courageux et si dévoués. J'étais en colère. Et quand un journaliste est fâché, il cherche les moyens de faire bouger les choses ».

« La campagne a fait plus qu'attirer un intérêt général. Une série de rencontres avec des délégués américains et britanniques ont contribué à convaincre les Nations Unies à prendre position », dit Sullivan.

Sullivan croit que c'est au moins en partie le résultat de la campagne : le Conseil de sécurité de l'ONU a organisé un débat sur la protection des journalistes le 17 juillet 2013, c'était la première fois que le Conseil a abordé la question en séance plénière depuis l'adoption en 2006 d'une résolution sur la protection des journalistes.

Le débat a abouti sur à une résolution adoptée en plénière par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 2013, qui condamnait les attaques et les violences contre les journalistes et les travailleurs de médias en situations de conflit et de non conflit.

La résolution souligne la responsabilité des Etats à empêcher la violence et à déférer les agresseurs à la justice. Elle invite « les Etats membres à faire de leur mieux pour empêcher les violences contre les journalistes et les travailleurs de médias, à assurer la responsabilité par une attitude d'impartialité, des investigations rapides et efficaces dans tous les actes présumés de violence contre les journalistes et les travailleurs de médias commis dans leur juridiction, de déférer de ces crimes à la justice et d'assurer que les victimes aient droit à des réparations appropriées ».

« Une journée sans nouvelles ? » n'est pas une tentative d'organiser un blackout d'informations un jour durant. Au contraire, elle soulève la question de faire réfléchir les gens sur le prix à payer par la société si les journalistes étaient empêchés par la violence de faire leur travail.

« En tant que journalistes, ce n'est pas notre rôle (d'organiser un blackout de nouvelles) », dit Sullivan. « Ce que nous disons, c'est imaginez un scénario où il n'y a pas d'informations, parce que

c'est trop dangereux pour les journalistes – locaux ou ceux qui sont parachutés – pour vous raconter, vautés dans vos salons, ce qui se passe. C'est vers ça qu'on se dirige. Il y a des situations à propos desquelles nous n'avons aucune information ».

« Une journée sans nouvelles ? » a été conçue avec trois objectifs à l'esprit :

■ Attirer une plus grande attention sur le nombre croissant de journalistes tués et blessés dans des conflits armés, dans certains cas comme résultat d'un ciblage explicite par les belligérants.

■ Adopter un programme diplomatique, institutionnel et juridique public pour combattre efficacement ces crimes. Et

■ Mener des enquêtes et réunir des preuves pour engager les poursuites dans ce domaine.

Bien qu'elle ait réussi sur les deux premiers points, Sullivan admet que le troisième objectif n'est pas atteint.

« Primo, nous voulions mettre le sujet en lumière. Deuxio, nous voulions essayer de saisir le Conseil de sécurité des Nations Unies de ce problème. Et tertio, ce dont nous avons toujours su que ce serait le plus dur, c'était d'obtenir véritablement des poursuites en justice », dit Sullivan.

Bien que « cela puisse arriver un jour », Sullivan croit que l'obtention de poursuites a été trop ambitieuse pour une campagne de terrain pendant laquelle les organisateurs avaient par ailleurs des occupations à plein temps. D'autres organisations – il a mentionné le Comité de protection des journalistes entre autres – sont structurées pour poursuivre ces objectifs.

« Dès que nous avons réalisé ces deux objectifs, et que le Conseil de sécurité a organisé un débat spécial et le sujet présenté à l'Assemblée générale, il était clair que les choses bougeaient et qu'on faisait réellement davantage pour protéger nos collègues et amis », dit-il.

« Une journée sans nouvelles ? » peut être relancée à tout moment.

« Concernant le site Internet, rien de nouveau n'a eu lieu récemment, mais je ne veux pas le voir disparaître, parce qu'il se pourrait que nous en ayons encore besoin pour faire quelque chose, et il est là en cas de besoin ». ■

**■ POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR
« UNE JOURNÉE SANS NOUVELLES ? » :**
<http://adaywithoutnews.com/>

L'EFFICACITÉ DES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ, NOUVEAU PARADIGME DU CENTRE DART

Les formations à la sécurité sont-elles efficaces ? On a maintes histoires de journalistes sauvant leurs collègues, utilisant la formation aux soins d'urgence, changeant de comportement, considérant les risques autrement qu'avant la formation à la sécurité.

Hormis ces récits anecdotiques, il y a peu à dire sur ce qui marche ou ne marche pas.

Le Centre *Dart* de journalisme et traumatisme contribue à changer la donne.

On dénombre des douzaines de formations dispensées aux journalistes dans le monde, sous différentes approches. Certains mettent l'accent sur la formation aux secours d'urgence et médicaux, d'autres fournissent l'analyse des risques, certains aident les journalistes à gérer les stress et les traumatismes, tandis que d'autres proposent un peu de tout. Certaines de ces formations sont données par des gens ayant un passé militaire, ou de policier, ou même de journalistes, locaux ou d'ailleurs. Mais quelle est la meilleure approche ?

« *C'est une question si fondamentale, et la sécurité des journalistes est si importante. Nous devons réellement avoir la main sur ce domaine et déterminer ce dont on a réellement besoin et ce qui n'est pas nécessaire* », dit Elana Newman, directrice de recherche au Centre Dart et professeur de psychologie à l'Université de Tulsa aux Etats-Unis.

Le Centre *Dart* n'est pas une formation de sécurité en vase clos. Hébergé à l'Ecole supérieure de journalisme de l'Université Columbia, il se spécialise dans l'amélioration de la couverture médiatique des traumatismes, conflits et tragédies. Mais comme centre de documentation et réseau mondial de journalistes, d'enseignants de journalisme et de professionnels de santé, il fait aussi partie de l'Alliance ACOS (Une Culture de sécurité). L'expertise de recherche de Newman en a fait un choix logique pour quantifier la valeur des formations de sécurité sur le terrain.

En guise de première étape, le Centre a effectué une enquête sur les journalistes qui ont pris part à des sessions de formation à la sécurité pour leur demander ce qu'ils trouvaient utile, ce dont les formations manquaient, et si leur comportement avait changé à cause des cours. La première enquête a eu lieu entre octobre et novembre 2016, enrôlant cent quatre-vingt-dix journalistes.

L'enquête a été conçue pour obtenir les informations de base sur les opinions et l'expérience des journalistes ayant suivi des formations de sécurité. « *Nous n'étions pas intéressés à recueillir les informations concernant les intervenants mais simplement à consigner les expériences et les réflexions sur les contenus, besoins et modes de formation* », rappelle Newman.

Les résultats sont provisoires, la recherche toujours en cours, mais les premières indications montrent que la majorité des participants étaient satisfaits de la formation dans son ensemble. Voici quelques-unes des premières observations.

■ Les sujets les plus communément abordés étaient les premiers soins, la sécurité personnelle, la survie des otages, les connaissances médicales, la sécurité de véhicule et de transport.

■ Les sujets les plus utiles de la formation, aux yeux de la plupart des participants, étaient les premiers secours, la sécurité personnelle et la survie des otages.

■ Plusieurs participants ont déclaré avoir changé de comportement après la formation par exemple, ils ont commencé à emmener en mission des trousseaux de premiers secours. Ils ont aussi observé des changements dans leur attitude générale, spécialement en ce qui

concerne la conscience des risques, la surveillance et l'analyse des risques. « *Je suis plus conscient de ma présence physique, mon apparence, mes vulnérabilités, mes points forts en reportage en raison de la formation* », a écrit un répondant.

■ Ils souhaitent avoir davantage de composantes de formations basées sur le genre, pertinentes pour la région et de traumatisme psychologique. Ces sujets ont été identifiés comme des lacunes dans les programmes.

■ Les répondants étaient en très grande majorité des professionnels de l'information expérimentés qui ont passé des séjours significatifs dans des zones de crise. C'est pourquoi les résultats préliminaires ne reflètent pas nécessairement les besoins des plus jeunes journalistes ou des journalistes locaux vivant dans des environnements hostiles, c'est pourquoi l'étude se poursuit et pourrait refléter leurs besoins dans l'avenir.

Depuis qu'il a rendu compte des constatations préliminaires à l'Alliance ACOS en décembre 2016, le Centre Dart a par la suite reçu des réponses supplémentaires et l'enquête comprend désormais quelque 350 participants. On analysera les données additionnelles et publiera très prochainement l'étude en ligne.

La prochaine étape consistera à mettre au point des méthodologies propres à déterminer si les journalistes utilisent efficacement ce qu'ils ont appris, en vue de concevoir de meilleurs programmes de formation.

Cette recherche ne sera pas facile, admet Newman. On aura besoin d'un échantillon de bonne taille de journalistes ayant utilisé leur formation sur le terrain, et rendu compte de leurs expériences. Et quand y pense vraiment, ne pas utiliser la formation serait idéal. Il y a aussi la question de l'oubli. Si on a pas beaucoup d'occasions de mettre à profit ses connaissances sécuritaires, on risque de perdre la valeur des formations dès le début.

Les premiers résultats et les discussions qui s'en sont suivies à leur sujet, ont abouti à des questions intéressantes pour la recherche future, note Newman.

Pourquoi, par exemple, les compagnies d'assurance exigent souvent cinq jours de formation avant de couvrir les journalistes en missions dangereuses ? Quelle est la durée optimale des sessions de formation ? « *Nous essayons de trouver le sens de ce qui doit figurer dans ces formations à titre principal* », explique Newman.

Est-ce que les formations à la sécurité reflètent fidèlement ce que les journalistes vivent dans le monde réel ? Une poignée de répondants ont eu le sentiment que leur formation n'était pas appropriée à leur région, emploi ou objectif. D'autres ont fait part de la nécessité de formations pour des zones exemptes de conflit (quartiers dangereux), de formations pour zones de désastres, de guerres urbaines de drogues, des formations culturelles, et pour des calamités naturelles.

« *Lors de ma première formation, on m'a appris à mettre des vêtements protecteurs comme les gilets pare-balles ou les casques, et j'y ai investi* », a écrit un journaliste. « *Mais bien que ce soient de bonnes connaissances à avoir, elles n'ont pas été spécialement utiles. Je travaille dans des situations de violence urbaine en Amérique Latine où se montrer dans cet équipement revient à se voir refuser l'accès. Personne ne voudra être vu avec vous dans un quartier résidentiel en étant habillé en tenue de combat. J'aurais préféré plus de trucs sur la manière de gérer ces situations* ».

Quels sont les besoins des journalistes locaux qui vivent à plein temps dans des environnements hostiles ? Ils étaient sous représentés dans l'échantillon original et la recherche future doit les intégrer.

Les formateurs au passé militaire sont-ils suffisamment conscients de la manière dont travaillent les journalistes ? « *Il semble que plusieurs personnes avaient le sentiment que de nombreux formateurs militaires ne comprenaient pas les journalistes* », rappelle Newman. « *Comme à leur habitude, ils disaient 'on peut nous transporter à l'hôpital plus tard' mais ce n'est pas toujours possible pour les journalistes, et ils pensaient qu'il y avait un décalage culturel avec eux. Ou bien ils leur disaient de s'armer, il y avait des choses qui n'avaient pas de sens* ».

Des répondants ont demandé davantage de prise en compte du traumatisme dans les programmes de formation à la sécurité mais que signifie exactement la prise de conscience du traumatisme ?

« Maintenant ma préoccupation est que ces gens ajoutent la formation au traumatisme mais je n'ai aucune idée de ce qu'ils entendent par ce terme », affirme Newman. « Au Centre Dart nous voulons comprendre ce que cela signifie et à quoi cela revient de bien le faire. Voilà quelque chose à laquelle il faut réfléchir ».

Est-ce que les formations couvrent correctement les dangers spécifiques courues par les femmes journalistes ? Dans l'enquête préliminaire, les participantes étaient moins satisfaites que leurs collègues masculins concernant les ressources de genre disponibles. Elles demandent qu'on se concentre davantage sur les agressions sexuelles, l'autodéfense, la manière de gérer les harcèlements sexuels, les premiers secours spécifiques aux femmes, et la façon dont les hommes peuvent être d'un plus grand secours lorsqu'une collègue femme est harcelée ou agressée.

Est-ce les formations couvrent convenablement les nouvelles questions numériques ? Non seulement la sécurité numérique mais aussi les traumatismes générés par les menaces, les brimades, les intimidations, les harcèlements en ligne, et l'impact d'avoir à suivre des contenus perturbateurs postés par des internautes ?

« De plus en plus de journalistes passent toute la journée à regarder ces vidéos non filtrées des exécutions et de mort, et c'est une nouvelle contrainte professionnelle qui semble avoir un impact psychologique sur les gens », dit Newman. Elles commencent à susciter des procès où on dit qu'il s'agit de blessure professionnelle spécifique aux journalistes ».

Le travail continue. *« En théorie ces programmes doivent rendre les gens plus sûrs, mais nous ne disposons d'aucune preuve (quantitative) que c'est le cas »,* affirme Newman. *« Les gens aiment les formations. Mais il n'existe pas d'évaluation qu'ils font ce que nous voulons les voir faire, qui consiste à garder nos journalistes en sécurité. Et c'est, je crois, vraiment la question ».*

Newman souhaiterait répondre à cette question. Le travail exige l'évaluation d'un vaste échantillon du comportement des journalistes, avant et à l'issue de la formation, sur le terrain, et au fil du temps.

« Je rêve que tout monde arrive aux mêmes conclusions, et aille vers une normalisation sur la base des meilleures pratiques et des conditions locales », risque-t-elle. ■

■ CENTRE DART DE JOURNALISME ET TRAUMATISME :

<https://dartcenter.org/>

■ CONCLUSIONS

C'est ici le lieu où l'on récapitule bel et bien les rapports et où l'on dresse une liste de recommandations. Ce ne sera pas le cas ici.

Ce rapport n'est pas du genre qui présente une série de statistiques et de données. Il n'a pas l'ambition d'offrir une synthèse exhaustive des mécanismes de sécurité du monde entier. Il est, tout simplement, une sélection d'initiatives remarquables qui protègent efficacement les journalistes et combattent l'impunité, conçues par des gens qui ne se croisent pas les bras sans brocher et ne se comportent en victimes. Ils prennent activement des mesures pour se protéger entre eux.

Ils sont, en un mot, des sources d'inspiration.

Même s'ils ne présentent pas une vue d'ensemble globale, ces cas illustrent les dangers que courent les journalistes et quelques-uns des efforts déployés en leur faveur. Il donne des exemples de ce qui peut être fait, montrant des approches de sécurité qui peuvent être extrapolés dans d'autres pays et cultures, certains il est vrai plus facilement que d'autres. Ils servent par ailleurs à mettre en exergue les thèmes et tendances nouvelles alors que les médias font face à des menaces croissantes pour leur sécurité. Et ces menaces ont lieu au moment où les médias sont confrontés à une crise de leur modèle économique ; le bouleversement numérique réduit les recettes au moment précis où il est nécessaire de consacrer davantage de ressources à la sécurité.

Ce qui est fait est, bien entendu, insuffisant. Les dangers sont des problèmes endémiques pour maints journalistes, en particulier pour ceux qui couvrent les conflits ou mettent au jour les corruptions, crimes, méfaits et autres malversations et qui sont ciblés par des gens qui entendent dissimuler leur incompétence ou vaquer dans l'ombre à leurs affaires criminelles.

Les journalistes sont harcelés, agressés, incarcérés voire assassinés simplement parce qu'ils font leur métier de fournir aux citoyens les nouvelles et informations dont ceux-ci ont besoin pour comprendre leur monde et prendre des décisions pertinentes. Ils ont droit à tous les soutiens nécessaires.

Voici quelques-uns des thèmes et tendances qui ressortent de ces rapports.

■ La nécessité de davantage de coordination et de coopération pour la sécurité des journalistes. Tandis de nombreux organisations et mécanismes renforcent leurs approches communes, la concurrence et un manque de solidarité entre les médias handicapent toujours la mise au point de mécanismes qui devraient leur permettre de collaborer dans l'intérêt de tous.

Comme l'a dit un journaliste : *« quand quelque chose arrive à l'un de leurs journalistes, ils devraient tous se regrouper et faire beaucoup de bruit à ce sujet, de manière à avoir de la publicité sur l'affaire qui puisse obliger les agresseurs à réfléchir au moins deux fois avant de recommencer. S'ils veulent s'unir, ils le peuvent, et cela peut changer les choses, mais ils ne le font pas assez souvent ».*

Il doit y avoir une coopération maximale entre les entreprises médiatiques, ou entre les groupes de soutien, lorsqu'il s'agit de la sécurité.

■ Les journalistes freelances et les travailleurs de médias locaux sont reconnus comme les plus vulnérables et un nombre croissant d'initiatives se focalisent sur leurs besoins sécuritaires. Elles s'expliquent par la dépendance par rapport aux freelances des compagnies médiatiques internationales qui ne déploient plus leur propre personnel dans des destinations éloignées, et de la reconnaissance, du moins chez certaines, que les ressources de sécurité disponibles pour les membres du personnel devraient être aussi accordées aux freelances. Cependant cette couverture n'est pas généralisée.

■ Les plus vulnérables comprennent aussi les journalistes locaux en activité dans les

médias locaux dans des zones dangereuses. Si les formations de sécurité sont disponibles pour tous, elles le sont sous forme d'ateliers occasionnels encadrés par des formateurs 'parachutés' de l'étranger, financés par des organisations de la société civile internationales. Leurs besoins ne sont pas pleinement pris en compte par ce genre de dispositions ponctuelles.

■ La prise de conscience, les soins et conseils concernant les traumatismes sont des sujets nouveaux, qui accroissent les ressources consacrées à gérer le prix psychologique et social des reportages dans des conditions stressantes et dangereuses. Cette question a été un fardeau caché et continue de l'être dans beaucoup d'endroits où la culture journalistique exige du stoïcisme pour rendre compte des horreurs. Le problème n'est pas limité seulement aux violences physiques mais comprend une composante numérique causée par des harcèlements et les intimidations en ligne ou simplement la vue, par obligation professionnelle, d'actes violents et d'images perturbatrices.

■ La prise de conscience des dangers que courent les femmes journalistes est de même grandissante, et des formations relatives aux femmes attirent davantage d'intérêt. Pas seulement pour des choses comme l'autodéfense, les agressions sexuelles et les premiers secours spécifiques pour les femmes, mais aussi les formations des journalistes masculins à se montrer plus solidaires lorsqu'on harcèle et agresse une collègue femme. Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail – pour l'essentiel par des collègues – doit être traité.

■ Il y a une plus grande reconnaissance des bénéfices des programmes 'holistiques', qui traitent de sécurité physique et numérique et apportent un soutien psycho-social. Plusieurs organisations évoluent et fournissent tous ces services.

■ Les journalistes eux-mêmes s'avèrent plus dynamiques en matière de sécurité. Les freelances se regroupent et forment des organisations de défense de leurs intérêts. Quand un journaliste est assassiné et le meurtre reste impuni, les reporters montent leurs propres équipes d'enquête qui s'y penchent et pressent les autorités d'agir. Et les organisations qui apportent leur aide aux journalistes en danger déploient des initiatives d'assistance pour le leur éviter dès le départ.

■ La sécurité est une donne coûteuse. Il existe des initiatives et mécanismes qui peuvent être déclenchées à peu de frais, mais il y a des dépenses importantes associées aux casques et gilets pare-balles, aux sessions de formation et traitements médicaux, aux évacuations et aides médicales. D'où vient l'argent ? Certains disent que les médias devraient payer davantage, mais dans l'environnement économique actuel cette voie n'est pas facile à emprunter. Pour leur part, les fondations et les donateurs apportent leur contribution, mais ceux qui concrétisent les mesures de sécurité admettent que la recherche de fonds est chronophage et une tâche de longue durée. On a besoin de ressources plus pérennes.

■ Il se peut que le plus grand besoin de tous soit d'organiser plus de campagnes pour persuader les autorités et le grand public que les journalistes travaillent pour eux et que leur sécurité est de l'intérêt de tous. Le concept a clairement disparu chez beaucoup de gens : les journalistes sont de plus en plus considérés comme des ennemis, ciblés et agressés de tous côtés que ce soit en première ligne, dans les manifestations de rue, ou par des responsables politiques qui trouvent dans les médias des boucs émissaires commodes.

La mobilisation pour de meilleurs mécanismes de protection est nécessaire, mais aussi pour quelque chose de fondamental : la valeur (ajoutée) qu'apportent les médias indépendants à la société dans son ensemble. Il est nécessaire d'améliorer la compréhension de leur rôle. Elle devrait assurer la protection ultime : des citoyens et leurs gouvernements engagés à soutenir des journalistes courageux qui travaillent pour le plus grand bien de la société, en apportant les informations dont les citoyens ont besoin² mais dont autrement ils ne disposeraient pas, parfois à leur propre détriment.

Comme le dit un journaliste : « quand on moleste un collègue, c'est toute la profession qu'on agresse ».

■ REMERCIEMENTS

En plus des personnes concernées citées dans ce rapport, une dette de reconnaissance particulière doit être reconnue à d'autres qui ont consacré leur temps, apporté des suggestions et offert des contacts, singulièrement à Hannah Storm, de l'Institut international de sécurité des informations, Elisabeth Cantenys d'ACOS (A Culture of Safety), Elisabeth Witchel et Jan-Albert Hootsen du Comité de protection des journalistes, et Esben Harboe, d'International Media Support. Nos remerciements vont également à Julie Posetti de Fairfax Media qui a rédigé l'étude de cas concernant le combat de Maria Ressa contre le harcèlement croissant en ligne.

■ RESSOURCES

Article 19 ■ <http://www.article19.org>
Alliance ACOS ■ <https://www.acosalliance.org/>
Association brésilienne de journalisme d'investigation ■ <http://www.abraji.org.br>
Association indonésienne de développement des médias ■ <http://www.ppmn.or.id/en/>
Centre Dart de journalisme & traumatisme ■ <http://www.dartcentre.org>
Centre international des journalistes ■ <http://www.icfj.org>
Centre de reportage d'investigation ■ <http://cironline.org>
Centre de journalisme et développement communautaire ■ <https://ccjdpills.wordpress.com/>
Centre Pulitzer ■ <http://pulitzercenter.org/>
Centre SKeys pour la liberté des médias et de la culture ■ <http://www.skeyesmedia.org/en/home>
Comité de protection des journalistes ■ <http://www.cpj.org>
Comité de rédaction (Colombie) ■ <http://consejoderedaccion.org/>
Comité de sécurité des journalistes afghans ■ www.ajsc.af
Fédération internationale des journalistes ■ <http://www.ifj.org/en>
Fondation internationale des femmes de médias ■ <https://www.iwmf.org/>
Fondation des médias d'Afrique de l'Ouest ■ <http://www.mfwa.org/>
Fonds européen de journalisme d'investigation ■ <http://www.journalismfund.eu>
Fonds de liberté des journalistes philippins ■ <http://www.cmfr-phil.org/flagship-programmes/freedomwatch/freedom-fund-for-filipino-journalists/>
Fonds Rory Peck ■ <http://www.rorypecktrust.org>
Forum des reporters africains d'investigation ■ <http://fairreporters.net>
Freedom House ■ <https://freedomhouse.org/>
Ground Truth Project ■ <http://thegroundtruthproject.org/>
Free Press Unlimited ■ <https://www.freepressunlimited.org/en>
Institut international de sécurité de l'information ■ <http://www.newssafety.org>
International Freedom of Expression Exchange ■ <http://www.ifex.org>
<https://www.irex.org/project/safe-securing-access-free-expression>
International Media Support ■ <http://www.i-m-s.dk>
Journalistes en Danger ■ www.jed-afrique.org
Pointer ■ <http://www.poynter.org>
Reporters formés à secourir des collègues (RISC) ■ <https://risctraining.org/>
Reporters sans Frontières ■ <http://en.rsff.org>
Réseau de journalistes Marie Colvin ■ <https://mariecolvinnetwork.org/en/>

ANNEXE – PROJETS UNESCO/PIDC DE SÉCURITÉ DES JOURNALISTES (2009-2017)

	TITRE	REGION	PAYS	BUDGET en \$US
2009	RENFORCEMENT DES CAPACITES PROFESSIONNELLES DES CORRESPONDANTS DES MEDIAS DU KENYA	Afrique	Kenya	20,000
2009	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE SECURISER LES INFORMATIONS	Asie et Pacifique	Régional	36,000
2009	SESSION DE FORMATION EN SECURITE POUR LES PROFESSIONNELS DE MEDIAS DE GAZA PAR LE RESEAU MAAN	Région arabe	Palestine	26,000
2009	CREATION D'UN RESEAU DE SECURITE DES INFORMATIONS POUR DES FORMATIONS DE QUALITE AUX MEDIAS	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	32,200
2009	JOURNALISME D'INVESTIGATION POUR JOURNALISTES MEXICAINS ET D'AMERIQUE CENTRALE	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	35,000
2010	FORMATION DE RADIODIFFUSEURS COMMUNAUTAIRES DU POUNT	Afrique	Somalia	12,700
2010	SUIVI ET DEFENSE DES DROITS DE MEDIAS DANS LE PACIFIQUE	Asie et Pacifique	Régional	30,000
2010	RENFORCEMENT DES CLUBS DE PRESSE DANS LES ZONES TRIBALES SOUS ADMINISTRATION FEDERALE (FATA)	Asie et Pacifique	Pakistan	33,000
2010	AMELIORATION DU SUIVI DE LA LIBERTE DE LA PRESSE DANS LA REGION ANDINE	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	15,000
2011	RENFORCEMENT DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DES JOURNALISTES EN AFRIQUE DE L'EST (ARTICLE 19 KENYA & AFRIQUE DE L'EST)	Afrique	Régional	24,000
2011	RENFORCEMENT DES FLUX D'INFORMATIONS HUMANITAIRES VIA LES MEDIAS EN SOMALIE ET DANS LES COMMUNAUTES SOMALIENNES DEPLACEES	Afrique	Somalia	19,000
2011	EAJA : CAMPAGNE POUR LA REFORME DU DROIT DES MEDIAS EN AFRIQUE DE L'EST	Afrique	Régional	26,000
2011	INDE : RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES JOURNALISTES ET DU SUIVI DES DROITS DES MEDIAS EN ZONES ENCLINES A L'INSURRECTION	Asie et Pacifique	Inde	30,000
2011	FORMATION DE JOURNALISTES DE LANGUE KAZAKHE EN MATIERE DE CALOMNIE ET DE DIFFAMATION	Asie et Pacifique	Kazakhstan	19,000
2011	AIBD : FORMATION DE JOURNALISTES A LA PRISE DE CONSCIENCE DU DROIT A L'ERE DE LA CONVERGENCE DES MEDIAS	Asie et Pacifique	Régional	30,000
2011	FORMATION EN SECURITE, DROIT, ACCES A L'INFORMATION ET AUTOREGULATION DES JOURNALISTES EN ACTIVITE DANS DES ZONES A HAUT RISQUE	Amérique Latine et Caraïbes	Equateur	21,600
2011	FORMATIONS DES JOURNALISTES MEXICAINS ET D'AMERIQUE CENTRALE AU REPORTAGE MULTIMEDIA	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	16,000
2011	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE DEFENDRE LA LIBERTE D'EXPRESSION DANS LA REGION MENA (MO ET AF. DU NORD)	Région arabe	Régional	29,700
2011	FORMATION AU JOURNALISME SENSIBLE AUX CONFLITS A KIRKOUK	Région arabe	Irak	17,000
2012	DEFENSE ET SECURITE DES JOURNALISTES	Afrique	Libéria	14,000
2012	CONFERENCE PAN-AFRICAINE DE SECURITE DES JOURNALISTES ET DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ	Afrique	Régional	37,500

2012	APPROCHE DE LOIS QUI IMPACTENT LE TRAVAIL DES MEDIAS	Asie et Pacifique	Régional	25,000
2012	JOURNALISME D'INVESTIGATION CONCERNANT LE TRAFIC DE DROGUE ET LES MECANISMES D'AUTOPROTECTION DES JOURNALISTES	Amérique Latine et Caraïbes	Colombie	33,000
2012	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEDIAS PALESTINIENS EN REPORTAGE SENSIBLE AUX CONFLITS	Région arabe	Palestine	18,000
2012	PROMOTION ET DIFFUSION DES MEILLEURES PRATIQUES CONCERNANT LA SECURITE ET L'IMPUNITE	International	International	30,000
2013	PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES AU NIGERIA	Afrique	Nigeria	18,000
2013	DEVELOPPEMENT DE MECANISMES DE SECURITE POUR LES JOURNALISTES AU ZIMBABWE	Afrique	Zimbabwe	14,000
2013	PROMOUVOIR LA SECURITE ET LA PROTECTION DES JOURNALISTES AU BURUNDI	Afrique	Burundi	14,000
2013	AMELIORATION DES POLITIQUES ET DU CADRE JURIDIQUE DES MEDIAS DE DJIBOUTI	Afrique	Djibouti	15,000
2013	PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES EN OUGANDA POUR CONCRETISER LA LIBERTE D'EXPRESSION	Afrique	Ouganda	8,000
2013	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET FORMATION A LA SECURITE POUR LES FEMMES JOURNALISTES	Asie et Pacifique	Népal	13,000
2013	RENFORCEMENT DE LA COMPREHENSION DE L'EXPOSITION AU TRAUMATISME	Asie et Pacifique	Régional	24,000
2013	RENFORCEMENT DU PROJET DE LOI DE DROIT A L'INFORMATION ET CAMPAGNE CONTRE L'IMPUNITE DES MEURTRES DE JOURNALISTES	Asie et Pacifique	Pakistan	19,000
2013	FORMATION DES ETUDIANTS DE JOURNALISME A LA SECURITE	Région arabe	Palestine	11,500
2013	FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA PRESSE INDEPENDANTE ALGERIENNE SUR LES QUESTIONS LIEES A LA SECURITE DES JOURNALISTES	Région arabe	Algeria	10,000
2013	COMBATTRE L'IMPUNITE ET PROMOUVOIR LA CONNAISSANCE DE LA LEGISLATION ET DES MECANISMES JUDICIAIRES POUR AMELIORER LA SECURITE DES JOURNALISTES ET LA LIBERTE DE PRESSE AU GUATAMALA	Amérique Latine et Caraïbes	Guatemala	11,000
2013	PROMOTION ET RENFORCEMENT DU RESEAU RAPCOS DE PROTECTION DES JOURNALISTES	Amérique Latine et Caraïbes	Honduras	10,500
2013	PREVENTION ET SOLIDARITE POUR COMBATTRE LA VIOLENCE CONTRE LES JOURNALISTES ET LES MEDIAS D'INFORMATION	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	24,400
2014	EVALUATION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES LIBERIENS SUR LA BASE DES INDICATEURS DE SECURITE DES JOURNALISTES DE L'UNESCO	Afrique	Libéria	15,000
2014	EVALUATION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES AU NIGERIA SUR LA BASE DES INDICATEURS DE SECURITE DES JOURNALISTES DE L'UNESCO	Afrique	Nigeria	15,000
2014	FORMATION DES FORMATEURS DE RADIOS COMMUNAUTAIRES DE PAYS EN CONFLIT/SECURITE DES JOURNALISTES ET CULTURE DE LA PAIX	Afrique	Régional	20,000
2014	ACQUISITION DES COMPETENCES ET CREATION DE MECANISMES DE SUIVI DE LA SECURITE DES JOURNALISTES	Afrique	Malawi	8,000
2014	SECURITE DES JOURNALISTES DES MEDIAS COMMUNAUTAIRES	Afrique	Zambie	8,000
2014	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'UNION DES JOURNALISTES DU SUD SOUDAN EN ETHIQUE ET SECURITE	Afrique	Sud Soudan	25,000
2014	ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN SECURITE DES JOURNALISTES D'ASIE CENTRALE	Asie et Pacifique	Kazakhstan	19,000

2014	PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES AU VIETNAM	Asie et Pacifique	Vietnam	13,000
2014	SECURITE DES JOURNALISTES EN ACTIVITE DANS UN ENVIRONNEMENT HOSTILE AU PAKISTAN RURAL	Asie et Pacifique	Pakistan	14,000
2014	FORMATION A LA SECURITE ET DEVELOPPEMENT D'UN PORTAIL DE FORMATION EN LIGNE POUR LES JOURNALISTES DE MEDIAS ECRITS ET ELECTRONIQUES	Asie et Pacifique	Pakistan	20,000
2014	AMELIORATION DE LA LIBERTE DES MEDIAS SUR INTERNET EN JORDANIE PAR LA RECHERCHE ET LES CAMPAGNES MEDIATIQUES	Région arabe	Jordanie	9,000
2014	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES DE L'ORGANISATION POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION ET D'EXPRESSION	Région arabe	Maroc	12,000
2014	FORMATION A LA SECURITE DE JOURNALISTES DOMINICAÏNS	Amérique Latine et Caraïbes	République Dominicaine	15,000
2014	COURS MASSIFS LIBRES EN LIGNE SUR DES SUJETS RELATIFS A LA LIBERTE D'EXPRESSION ET LA SECURITE DES JOURNALISTES AU MEXIQUE	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	20,000
2014	PROMOTION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION EN LIGNE DANS LES MEDIAS LOCAUX ET DE LA SECURITE DES JOURNALISTES EN LIGNE	Amérique Latine et Caraïbes	Colombie	15,000
2014	DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE FORMATION EN LIGNE AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	19,000
2015	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DEVELOPPEMENT D'UN MECANISME DE SUIVI DE LA SECURITE DE 40 JOURNALISTES (50 % DE FEMMES) EN PERIODES ELECTORALES	Afrique	Côte D'Ivoire	19,125
2015	RENFORCEMENT DU RESEAU DE SECURITE DES JOURNALISTES	Afrique	Swaziland	8,425
2015	PROMOTION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DES FEMMES JOURNALISTES DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE D'AFRIQUE CENTRALE EN POST-CONFLIT	Afrique	Régional	19,325
2015	PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES PAR LA FORMATION A LA SECURITE	Asie et Pacifique	Pakistan	17,325
2015	INCITER LES INSTANCES OFFICIELLES A ABORDER LA QUESTION DE L'IMPUNITE: INITIATIVE DE REDUIRE LA PRATIQUE DE L'AUTO-CENSURE CHEZ LES JOURNALISTES NEPALAIS	Asie et Pacifique	Népal	19,325
2015	EVALUATION DES VALEURS, PRATIQUES ET ATTITUDES DES EDITEURS AU REGARD DE LA SECURITE ET DE L'IMPUNITE AU MEXIQUE, AU PAKISTAN, EN BULGARIE, TURQUIE, INDE ET REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	International	International	18,325
2016	APPLICATION DES INDICATEURS DE LA SECURITE DES JOURNALISTES DE L'UNESCO POUR EVALUER LE STATUT DES MEDIAS	Afrique	Sud Soudan	18,182
2016	RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES ENTREPRISES MEDIATIQUES ET DE LEURS EMPLOYES EN SOMALIE	Afrique	Somalie	7,273
2016	DEFENSE DE LA SURETE ET DE LA SECURITE DES JOURNALISTES AU KENYA, AU RWANDA ET EN SOMALIE	Afrique	Régional	21,818
2016	FORMATION DE MEDIAS D'AFRIQUE CENTRALE A LA SECURITE DES JOURNALISTES EN PERIODE ELECTORALE	Afrique	Régional	15,455
2016	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES JOURNALISTES EN MATIERE DE SECURITE	Etats arabes	Soudan	18,182
2016	SECURITE DES JOURNALISTES DE LA PRESSE ET EN LIGNE DANS LE PROCESSUS D'ACCES AUX INFORMATIONS	Asie et Pacifique	Kazakhstan	9,091

2016	PRISE DE CONSCIENCE, DEFENSE ET ACTION DE PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES	Asie et Pacifique	Bangladesh	8,182
2016	CONSULTATION NATIONALE SUR LA SECURITE DES JOURNALISTES ET LA QUESTION DE L'IMPUNITE	Asie et Pacifique	Maldives	7,273
2016	L'APPLICATION DES LOIS PAR RAPPORT AUX DROITS DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS	Asie et Pacifique	Vietnam	10,000
2016	LES JUGES ET LES AUTRES PROFESSIONNELS DU DROIT ET LA LIBERTE D'EXPRESSION DANS LES AMERIQUES	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	18,182
2016	FORMATION DES JUGES PARAGUAYENS A L'ACCES A L'INFORMATION ET A LA QUESTION DE L'IMPUNITE	Amérique Latine et Caraïbes	Paraguay	6,364
2016	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DEMOCRATISATION DE LA CONNAISSANCE DES MECANISMES DE PROTECTION ET DE LA LIBERTE D'EXPRESSION	Amérique Latine et Caraïbes	Régional	13,636
2016	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA SECURITE DES COMMUNICATEURS ET MEMBRES DU RESEAU D'ALERTE RAPCOS	Amérique Latine et Caraïbes	Honduras	8,182
2016	INITIATIVE SPECIALE D'INDICATEURS DE SECURITE DES JOURNALISTES	International	International	30,000
2016	EXPLICATION DU MECANISME DE SUIVI DU PIDC A LA SOCIETE CIVILE	International	International	20,000
2016	COMPILATION DES MEILLEURES PRATIQUES DE SUIVI, COMPTE RENDU ET PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES	International	International	30,000
2016	CARTOGRAPHIE DE LA LIBERTE DES MEDIAS	International	International	27,273
2017	SOUTIEN A LA PROMOTION DES JOURNALISTES EN RDC	Afrique	RDC	25,000
2017	CONFERENCE SUR LA PROMOTION DE LA SECURITE DES JOURNALISTES ET LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITE EN AFRIQUE	Afrique	Régional	20,000
2017	INNOVATIONS POUR UN ENVIRONNEMENT SÛR DANS UN CONTEXTE DE RESTRICTION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION	Asie et Pacifique	Kazakhstan	7,500
2017	REPORTAGE EN CAS DE DESASTRES NATURELS (Y COMPRIS LA FORMATION EN SECURITE DES JOURNALISTES)	Asie et Pacifique	Tuvalu	5,000
2017	PROMOTION DES CONDITIONS DE TRAVAIL PLUS SÛRES ET DE LA LIBERTE DE LA PRESSE POUR LES JOURNALISTES D'ASIE DU SUD-EST	Asie et Pacifique	Régional	20,000
2017	RENFORCEMENT DE LA CONSCIENCE DE LA SECURITE DES MEDIAS CHEZ LES JOURNALISTES DANS DES REGIONS SELECTIONNEES DES PHILIPPINES	Asie et Pacifique	Philippines	20,000
2017	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FORCES DE SECURITE AFGHANES CONCERNANT LA LIBERTE D'EXPRESSION ET LA SECURITE DES JOURNALISTES	Asie et Pacifique	Afghanistan	20,000
2017	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTANCES CHARGEES DE L'APPLICATION DE LA LOI	Asie et Pacifique	Vietnam	10,000
2017	DROITS, SECURITE DES JOURNALISTES ET COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE AU BRESIL	Amérique Latine et Caraïbes	Brésil	20,000
2017	SECURITE DES JOURNALISTES AU SALVADOR	Amérique Latine et Caraïbes	El Salvador	9,000
2017	METHODES INTERNATIONALES DE LUTTE COTRE L'IMPUNITE DES CRIMES CONTRE LES JOURNALISTES	International	International	10,000
2017	SOUTIEN A LA CONFERENCE DE L'UNESCO SUR LES QUESTIONS DE SECURITE	International	International	53,078
2017	FORMATION DES AUTORITES JUDICIAIRES AFRICAINES A LA LIBERTE D'EXPRESSION ET A LA SECURITE DES JOURNALISTES PAR DES COURS EN LIGNE OUVERTS ET MASSIFS (MOOC) (MOOC)	Afrique	Régional	90,560

Quand vous lisez des informations concernant des journalistes de par le monde qui sont agressés, battus, harcelés, incarcérés voire tués, on peut être enclins au désespoir. Les chiffres sont accablants : plus de 120 journalistes tués dans le monde en 2016, soit près d'un tous les trois jours. Plus de 800 tués au cours de la dernière décennie. Très peu d'assassins ont été traduits en justice.

Dans cet environnement, tout un éventail de compagnies médiatiques, de journalistes à titre personnel, d'associations de médias et l'ONG ripostent par des initiatives dynamiques et efficaces pour mieux protéger les journalistes et combattre l'impunité. Elles vont de mesures de proximité à d'énormes efforts de coopération mondiale.

Ce rapport recueille quelques-unes de ces histoires. Il ne s'agit pas d'une compilation de statistiques, mais d'un choix d'initiatives réussies, dont plusieurs lancées par les amis et les collègues des journalistes tués dans l'exercice de leur métier. Les projets se présentent comme des legs et reflètent un ensemble d'efforts destinés à empêcher d'autres de connaître le même sort. Ils sont censés inspirer d'autres en montrant ce qui est possible. ■



Secrétariat du PIDC
Division pour la liberté d'expression et le développement des médias
UNESCO Secteur de la communication et de l'information
7, place de Fontenoy
F-75352 Paris 07 SP
<http://www.unesco.org/webworld/ipdc/>